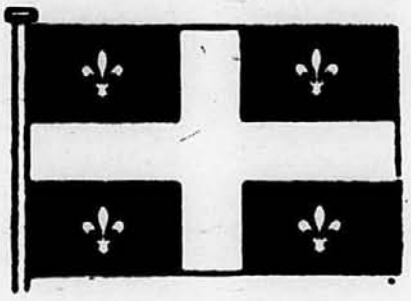


Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI. ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 29 novembre 1958

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, November 29th, 1958

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine, avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces: Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: $1 la douzaine.

Abonnement: $7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
41502 — 1-52-o

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: $1. per dozen.

Subscriptions: $7 per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
Queen's Printer.

Government House. Quebec, June 27th, 1940.
41502 — 1-52-o

Demandes à la Législature

AVIS PUBLIC

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier, donnent avis qu'ils s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session et y présenteront là et alors, un projet de loi pour les autoriser:

a) à annexer pour fins scolaires un certain territoire faisant maintenant partie de la cité de Lachine;

b) à détacher de leur territoire un certain terrain faisant maintenant partie de la cité de Dorval;

c) à fixer la date et l'heure des élections des commissaires au mois de juin.

Lachine, le 27 octobre 1958.

Les Procureurs des requérants,
(Signé) CARON, McKAY
& TRÉPANIER.

49049-45-4-o

Applications to Legislature

PUBLIC NOTICE

The school commissioners for the municipality of the city of Lachine, in the county of Jacques-Cartier, give notice that they shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session and, then and there, shall present a bill to be authorized:

a) to annex for school purposes a certain territory now forming part of the city of Lachine;

b) to detach from their territory a certain land now forming part of the city of Dorval;

c) to fix the date and hour of the election of the commissioners in June;

Lachine, 27th day of October 1958.

(Signed) CARON, McKAY
& TRÉPANIER,
Attorneys for petitioners.

49049-45-4-o

Avis est par les présentes donné que Leonidas George Nicolopoulos de la cité et du district de Montréal s'adressera à la législature provinciale de Québec à la prochaine session pour changer son nom de Leonidas George Nicolopoulos à celui de Loney George Nicol et pour qu'il puisse exercer ses droits civils sous ce dernier nom.

Montréal, P.Q., ce 29 octobre, 1958.

Les Procureurs du requérant,
WALKER, CHAUVIN, WALKER,
49050-45-4-o ALLISON & BEAULIEU.

Public notice is hereby given that Leonidas George Nicolopoulos of the city and district of Montreal will apply at the next session of the Quebec Legislature for an Act authorizing him to change his name from Leonidas George Nicolopoulos to Loney George Nicol and to exercise his civil rights under that name.

Montreal, P.Q., October 29th, 1958.

WALKER, CHAUVIN, WALKER,
ALLISON & BEAULIEU,
49050-45-4-o Attorneys for petitioner.

Avis public est, par les présentes donné que les commissaires d'écoles pour la municipalité de Shawinigan, dans le comté de St-Maurice, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi: 1° pour modifier son nom corporatif; 2° pour leur permettre d'accorder par des résolutions qui seront irrévocables, des pensions viagères d'un montant défini dans chaque cas, payables à même les fonds généraux de la corporation, à Octave Bédard, Lucien Plante, Trefflè Vandal, Napoléon Pellerin et Patrick Trudel respectivement; 3° pour modifier la loi 14-15 George VI, chapitre 113, article 3, de façon à ce que les indemnités de leur président et des membres de leur commission soient portées, afin de couvrir leurs frais de déplacement, de représentation et autres, à trois mille dollars à l'égard du président et à mille cinq cents dollars à l'égard de chacun des commissiares.

Shawinigan, le 28 octobre 1958.

Les Procureurs des requérants,
DESILETS, CRÊTE
49051-45-4-o & LÉVESQUE.

Public notice is hereby given that the school commissioners for the municipality of Shawinigan, in the county of St-Maurice, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act: 1. modifying its corporate name; 2. authorizing them to grant by resolutions, which shall be irrevocable, pensions for life of a definite amount in each instance, to Octave Bédard, Lucien Plante, Trefflé Vandal, Napoléon Pellerin and Patrick Trudel respectively; 3. to amend the Act 14-15 George VI, chapter 113, section 3, so that indemnities of their president and of the members of their commission be fixed, in order to cover their travelling, entertainment and other expenses, at three thousand dollars as concerns the president and at fifteen hundred dollars as concerns each of the commissioners.

Shawinigan, October 28th, 1958.

DESILETS, CRÊTE
& LÉVESQUE,
49051-45-4-o Attorneys for the petitioners.

Avis public est par la présente donné que M. Onézime Tremblay, 45, rue Thibeault, Cap-de-la-Madeleine, fils de Dame Jos Adolphe Tremblay, décédée à La Tuque, le 22 juillet 1957, laissant un testament l'instituant exécuteur testamentaire, pour faire prolonger sa gestion comme exécuteur testamentaire pour un an à compter de la date de la présentation du bill.

La Tuque, ce 29 octobre 1958.

Le Procureur de J. Onézime Tremblay,
C. H. BOUDREAU, avocat.
49052-45-4-o

Notice is hereby given that Mr Onézime Tremblay, 45 Thibeault Street, Cap-de-la-Madeleine, son of Mrs Jos Adolphe Tremblay, deceased at La Tuque, on the 22nd of July, 1957, leaving a will by which he is name will executor, to prolong his mandate in this capacity, for one year from the date of the presentative of the bill.

La Tuque, October 29th, 1958.

C. H. BOUDREAU, lawyer,
Attorney for J. Onézime Tremblay.
49052-45-4-o

Prenez avis que Denyse Fortier, épouse dûment autorisée de Jean Dolbec, comptable, des cité et district de Québec, et Guy Fortier, commerçant, des cité et district de Montréal, s'adresseront à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session, la priant d'adopter une loi pour régulariser certains actes concernant l'administration de la succession de feu Hermann Fortier, de son vivant des cité et district de Montréal, et pour régulariser et valider les dernières lettres patentes supplémentaires de Hermann Fortier Inc., et pour attribuer équitablement le capital-action de cette compagnie.

Québec, le 30 octobre 1958.

Les Procureurs des pétitionnaires,
DORION, BERNIER,
49053-45-4-o LA HAYE & TARDIF.

Take notice that Denyse Fortier, wife duly authorized of Jean Dolbec, accountant of the city and district of Quebec, and Guy Fortier, dealer, of the city and district of Montreal, will ask the Legislature of the Province of Quebec, at its coming session, to enact a law to validate certain acts concerning the administration of the estate of late Hermann Fortier, during his life of the city and district of Montreal, and to render regular and valid the last supplementary patent letters of Hermann Fortier Inc., and to allott equitably the capital shares of this company.

Quebec, October 30, 1958.

DORION, BERNIER,
LA HAYE & TARDIF,
49053-45-4-o Solicitors for petitioners.

Avis public est par les présentes donné que les commissaires d'écoles de la municipalité scolaire d'Amos, dans le comté d'Abitibi-Est, s'adresseront à la Législature, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi leur accordant

Public notice is hereby given that the school commissioners of the municipality of Amos, in the county of Abitibi-Est, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of a law granting

certains pourvoirs additionnels, et aux fins d'imposer et de prélever dans les limites de la municipalité de la ville d'Amos une taxe de vente dite "taxe d'éducation", n'excédant pas un pour cent.

Amos, le 25 octobre 1958.

Le Procureur des pétitionnaires,
49054-45-4-o (S) CLAUDE BIGUE, c.r.

certain additional powers and permitting to the said school commissioners to impose and levy, within the present limits of the municipality of the town of Amos, a tax called "Education Tax" not exceeding one per cent.

Amos, this 25th day of October, 1958.

(S) CLAUDE BIGUE, Q.C.,
49054-45-4-o Attorney for the petitioners.

AVIS DE LA PRÉSENTATION D'UN PROJET DE LOI CONSTITUANT EN CORPORATION LA VILLE DE LAC LARRON

Avis est par les présentes donné que "Les Immeubles Delrano Inc.", corporation légalement constituée sous l'empire de la Loi des compagnies de Québec, s'adressera à la Législature de la province de Québec à la prochaine session pour demander l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

1° Pour détacher de la municipalité des cantons-unis de Stoneham et Tewkesberry et de la municipalité de Lac St-Charles un territoire entourant le Lac Larron et pour ériger ledit territoire en municipalité de ville sous le nom de "Ville de Lac Larron";

2° Pour réglementer la composition, l'élection et le remplacement du conseil de la corporation de ville ainsi créé;

3° Pour donner à la corporation de ville ainsi crée certains pouvoirs, entre autres ceux de réglementer la construction, l'occupation et l'usage des bâtiments et la construction des rues;

4° Pour réglementer les pouvoirs d'emprunt de la corporation de ville ainsi créée;

5° Pour réglementer les pouvoirs de la corporation de ville ainsi créée quant à l'exploitation des services publics.

Québec, le 30 octobre 1958.

Les Procureurs de la réquérante.
49055-45-4-o NOËL, ALLEYN et RIOUX.

NOTICE OF PRESENTATION OF A BILL CONSTITUTING IN CORPORATION THE TOWN OF LAC LARRON

Notice is hereby given that "Les Immeubles Delrano Inc.", a body politic and corporate constituted under the Quebec Companies' Act will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session to obtain the adoption of an act with the following objects:

1. To detach from the municipality of the united townships of Stoneham and Tewkesberry, and from the municipality of Lac St. Charles a territory surrounding Lac Larron and to erect the said territory into a twon municipality under the name of Town of Lac Larron;

2. To regulate the composition, election and replacement of the town corporation so created;

3. To give to the town corporation so created certain powers, amongst which the power to regulate the construction, occupation and use of buildings and the construction of streets;

4. To regulate the borrowing powers of the town corporation so created;

5. To regulate the powers of the town corporation so created in relation with the operation of public services.

Quebec, this 30th October 1958.

NOËL, ALLEYN et RIOUX,
49055-45-4-o Attorneys for petitioners.

Prenez avis que "Dominion Steel and Coal Corporation Limited", corporation légalement constituée, des cité et district de Montréal, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour faire adopter une loi aux fins de régulariser et valider certains titres de propriété et pour ratifier les ententes conclues par ladite compagnie avec la corporation de la paroisse de Contrecœur et les Commissaires d'écoles pour la municipalité de Contrecœur dans le comté de Verchères.

Le Procureur de la pétitionnaire.
49056-45-4-o GUY DORION, C.R.

Take notice that "Dominion Steel and Coal Corporation Limited", a body lawfully incorporated, of the city and district of Montreal, will ask the Legislature of the Province of Quebec, at its coming session, to enact a law to declare valid and legal certain titles of immoveable properties and to ratify agreements passed by the said company with La Corporation de la Paroisse de Contrecœur et Les Commissaires d'écoles pour la Municipalité de Contrecœur dans le comté de Verchères.

GUY DORION, Q.C.,
49056-45-4-o Attorney for petitioner.

Le soussigné donne avis qu'il présentera, à la prochaine session de la Législature de Québec, un projet de loi pour accorder l'adoption de Laura Helen Thompson par Harry Shapiro, de Montréal.

Le Procureur du requérant,
49057-45-4-o Me LOUIS DORION, avocat.

The undersigned gives notice that he will present, at the next session of the Quebec Legislature, a project of law to grant the adoption of Laura Helen Thompson by Harry Shapiro, of Montreal.

Me LOUIS DORION, Advocate,
49057-45-4 Attorney for the petitioner.

Avis public est, par les présentes donné, que les commissaires d'écoles pour la municipalité de Haut de la Petite Côte Sainte-Rose dans le comté de Laval, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins suivantes: constituer une nouvelle municipalité scolaire sous le nom de "La municipalité scolaire de Fabreville, dans le comté de Laval" et com-

Public notice is hereby given that the school commissioners for the municipality of Haut de la Petite Côte Sainte-Rose, in the county of Laval, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act, for the following purposes: to erect a new school municipality under the name of "The school municipality of Fabreville in the county of Laval" including the territory of

prenant le territoire de leur municipalité scolaire actuelle, celui de la municipalité scolaire de Monrougeau et les parties situées dans le territoire de la ville de Fabreville des municipalités scolaires de Saint-Théophile de Laval-Ouest et de ville de Sainte-Rose et constituer une nouvelle corporation scolaire sous le nom de "Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Fabreville, dans le comté de Laval"; établir deux quartiers pour l'élection des commissaires et pour toutes autres fins.

Montréal, le 3 novembre 1958.

Le Procureur des pétitionnaires,
49058-45-4-o Me ANDRÉ DUCHARME.

their actual school municipality, the territory of the school municipality of Monrougeau, and the parts located in the territory of town of Fabreville, of the school municipality of Saint Théophile de Laval-Ouest and of the town of Sainte-Rose and to form a new school corporation under the name of "The school commissioners for the municipality of Fabreville, in the county of Laval"; to establish two wards for election of commissioners and for any other purposes.

Montreal, November 3rd, 1958.

Me ANDRÉ DUCHARME,
49058-45-4-o Attorney for petitioners.

Canada — Province de Québec
District de Hull

AVIS

La corporation municipale de la ville de Gatineau et la commission scolaire catholique de Gatineau, Papineau, donnent par le présent avis:

Que la corporation municipale de la ville de Gatineau et la commission scolaire catholique de Gatineau, Papineau, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à la prochaine session, pour faire fixer les taxes municipales et scolaires de la compagnie de Commercial Alcohols, Limited, pour une période de trois (3) ans.

Qu'ils demanderont l'autorisation de changer, durant l'année scolaire de classes ou d'écoles ou de fonctions pédagogiques les membres du personnel enseignant, sans réduction de traitement.

Qu'ils demanderont également la sanction de changer les limites de la ville de Gatineau, imposé par l'annexion d'un territoire, appartenant à la corporation municipale de Templeton Ouest.

Donné à Gatineau, ce 22 octobre 1958.

Le Procureur des requérantes,
49059-45-4-o LIONEL MOUGEOT.

Canada — Province of Quebec
District of Hull

NOTICE

The municipal corporation of the town of Gatineau and the school commission of Gatineau, Papineau, is hereby this notice that:

The municipal corporation of the town of Gatineau and the school commission of Gatineau, Papineau (catholic) will appear before the legislature of province of Quebec at its next session to ask a fixation of the amount of municipal and school taxes of the Commercial Alcohols, Limited, and for a period of three years (3).

That they will also ask the authorization to change the fonctions, of the teaching personal, during the school year, without any reduction of salary.

That they will also ask to change the limits of the town of Gatineau, be sanction, following the annexation of a part of the territory of the municipality of West Templeton.

Give at Gatineau, this 22 of October, 1958.

LIONEL MOUGEOT,
49059-45-4-o Attorney for the petitioners.

Avis est par les présentes donné que la corporation municipale de la paroisse de Ste-Geneviève, comté de Jacques-Cartier, s'adressera à la Législature de la province de Québec, lors de la prochaine session, pour l'obtention d'une charte de ville soumise à la Loi des cités et villes contenues dans le chapitre 233 S.R.Q. (1941) et ses amendements à la prochaine session de la Législature provinciale.

a) Son nom sera "Ville de Ste-Geneviève";

b) Les limites de ladite ville seront les mêmes que celles de la corporation de la paroisse de Ste-Geneviève, comté de Jacques-Cartier;

c) La population dans les limites de ce territoire tel que constatée par recensement spécial du 10 octobre 1958, se chiffre à plus de 9,000 âmes dont 1,500 résidents d'été;

d) Certains pouvoirs plus étendus ou des modifications à la Loi des cités et villes seront demandés et plus particulièrement en ce qui regarde les élections municipales, le conseil, les frais de représentation du maire et des échevins, la création d'une commission d'urbanisme, la nomination d'un gérant, les électeurs, le rôle et la création d'un bureau de revision, les avis, l'enlèvement de la neige et les vidanges, la construction, le zonage, l'esthétique, les règlements d'emprunt, la réglémentation du commerce de taxi, le fonds de roulement, la taxe de vente, la législation d'un règlement de construction non soumis au peuple par referendum.

Le Procureur de la requérante,
49060-45-4-o JEAN GAGNON.

Notice is hereby given that the municipal corporation for the parish of Ste-Genevieve, county of Jacques-Cartier, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session to obtain a town charter subject to the Cities and Towns Act contained in chapter 233 R.S.Q. (1941) and its amendments at the next session of the Provincial Legislature.

a) The name shall be "Town of Ste-Geneviève";

b) The limits of the said town shall be the same as those of the corporation of the parish of Ste-Geneviève, county of Jacques-Cartier;

c) The population within the limits of this territory as shown by the special census of October 10, 1958, counts more than 9,000 souls of which 1,500 are summer residents;

d) Certain powers, more extensive, or modifications to the Cities and Towns Act shall be requested and most particularly that which regards the municipal elections, the Council, costs of representation for the mayor and aldermen, the creation of a town-planning commission, appointment of a manager, the electors, the roll and creation of a revision bureau, notices, snow and garbage removal, construction, zoning, aesthetics, loan by-laws, the regulation of the taxi business, rolling funds, sales tax, legislation of a building by-law not submitted to the people by referendum.

JEAN GAGNON,
49060-45-4 Attorney for the petitioner.

Avis public est par les présentes donné que Les Commissaires d'Écoles pour la municipalité de la Cité de Lévis dans le comté de Lévis s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi, étendant leurs pouvoirs, les autorisant à changer les instituteurs de classe, à payer une compensation au président et aux autres commissaires et à conclure des arrangements avec les commissaires d'écoles d'autres municipalités scolaires pour admettre les élèves de telles commissions scolaires, et pour autres fins.

Lévis, ce 29 octobre 1958.

Les Procureurs des requérants,
GAGNON & DE BILLY.

49074-45-4-o

Public notice is hereby given that The School Commissioners for the municipality of the city of Levis, in the county of Levis, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act extending their powers, authorizing them to change school-teachers, compensate the President and other Commissioners and conclude arrangements with the School Commissioners of other municipalities in order to admit pupils of such school Commissions, and for other purposes.

Levis, this October 29, 1958.

GAGNON & DE BILLY,
Attorneys for the petitioners.

49074-45-4

Avis public est par les présentes donné que la Cité de Saint-Michel s'adressera à la Législature Provinciale, à sa prochaine session, pour présenter un projet de loi pour les objets suivants:
préciser et améliorer certaines dispositions de sa charte, augmenter ses pouvoirs et se soustraire à l'application de certaines dispositions de la loi de la Commission Métropolitaine de Montréal (11 George V, chapitre 140) et ses amendements, concernant les emprunts; augmenter l'indemnité du maire et des échevins; constituer un fonds de roulement; valider et confirmer certaines ventes faites par la cité pour non paiement de taxes super non domino; et pour toutes autres fins.

Cité de Saint-Michel, 29 octobre 1958.

Le Procureur de la requérante,
BRUNO CREVIER.

49075-45-4-o

Public notice is hereby given that the city of Saint-Michel, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, for the enactment of a law for the following purposes:
to increase its powers and withdraw from the application of some provisions of the Montreal Metropolitan Commission Act (11 George V, chapter 140) and its amendments with respect to municipal loans; to increase the indemnity of the mayor and the aldermen; to create a working-fund; to confirm certains sales made by the city for non-payment of taxes super non domino; and for any other purposes.

City of Saint-Michel, October 29th, 1958.

BRUNO CREVIER,
Attorney for the petitioner.

49075-45-4-o

Avis est par les présentes donné que La commission des écoles catholiques de Pointe-Claire et Beaconsfield, dans le comté de Jacques-Cartier, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi lui accordant des pouvoirs spéciaux concernant la date de l'élection des commissaires et la durée de la votation en ce cas; la division du territoire pour fins électorales; le mode de remplacement des commissaires; le taux de la taxe de vente que la commission a déjà le pouvoir d'imposer; le changement de fonction, de classes ou d'écoles des instituteurs, et pour autres fins.

Montréal, le 3 novembre 1958.

Les Procureurs de la requérante,
LACROIX, VIAU & POUPART.

49076-45-4-o

Public notice is hereby given that The catholic school commission of Pointe-Claire and Beaconsfield, in the county of Jacques-Cartier, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to request the adoption of a law for the purpose of granting it certain special powers concerning the date of the election of the school commissioners and the voting-hours in such case; the division of the territory for electoral purposes; the replacement of the members of the board; the rate of the sales tax which the commission is already authorized to impose; the transfer of teachers from one function, class or school, to another, and for other purposes.

Montreal, November 3rd, 1958.

LACROIX, VIAU & POUPART,
Attorneys for the petitioner.

49076-45-4-o

Avis est par les présentes donné que la ville de Chambly s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins de lui accorder certains pouvoirs spéciaux concernant l'enlèvement et la destruction des vidanges et la répartition du coût de ces services; la règlementation des fossés et cours d'eau et la répartition du coût des travaux s'y rapportant; la subdivision des lots; la répartition du coût des travaux d'aqueduc; les restaurants ambulants; le stationnement des roulottes; la prévention des nuisances sur les lots vacants ou partiellement bâtis; l'imposition d'une taxe de vente n'excédant pas 2%; l'exécution de travaux d'aqueduc, d'égouts et de voirie sur requête des deux tiers des propriétaires intéressés; l'exécution de travaux d'aqueduc et d'égouts dont le coût ne sera imposé aux propriétaires intéressés que lorsqu'ils commenceront à faire usage de ces services; la création d'un fonds de roulement; la création d'un fonds industriel; l'annexion d'un certain territoire faisant actuellement partie de la mu-

Public notice is hereby given that the town of Chambly will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to request the adoption of a law for the purpose of granting it certain special powers concerning the removal and destruction of garbage; the regulating of ditches and water-courses and the apportionment of the cost of works pertaining thereto; the subdivision of lots; the apportionment of the cost of water-works; itinerant restaurants; the parking of trailers; the prevention of nuisances on vacant lots or lots partly built upon; the imposition of a sales tax not exceeding 2%; the execution of sewer, water-works and road works upon petition of two thirds of the interested property-owners; the execution of sewer and water works the cost of which shall be charged to the interested property owners only when they shall use said services; the establishment of a working-fund; the creation of an industrial fund; the annexation of a certain territory presently forming part of the municipality of the parish of St-Joseph-de-Chambly and the assess-

nicipalité de la paroisse de St-Joseph-de-Chambly et l'évaluation des terres en culture dans ledit territoire, et pour autres fins.

Montréal, le 3 novembre 1958.

Les Procureurs de la requérante,
LACROIX, VIAU &
POUPART.

49077-45-4-o

Avis public, est par les présentes, donné que la Corporation de la Paroisse St Ambroise, dans le comté de Québec, Corporation régie par le Code municipal, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

1° L'autoriser à accorder des frais de représentations au maire et aux conseillers;

2° Pour autoriser le secrétaire-trésorier à payer une somme n'excédant pas cent dollars sur la seule autorisation du chef du Conseil;

3° L'autoriser à approprier annuellement dans son budget une somme n'excédant pas cinq pour cent dudit budget pour fins patriotiques, éducationnelles, charitables et de publicité;

4° L'autoriser à modifier ou abroger le règlement numéro 106 — relatif à la construction et au zonage sur la seule approbation du ministre des affaires municipales;

5° Pour règlementer, conditionner et prohiber l'émission des permis de construction;

6° Pour l'autoriser à exiger comme condition préalable à l'approbation d'un plan de subdivision, que le propriétaire cède à titre gratuit, une superficie de terrain n'excédant pas cinq pour cent du terrain compris dans le plan pour fins de parcs ou de terrains de jeux;

7° Pour l'autoriser à instituer une commission d'urbanisme;

8° Pour lui rendre applicables les articles 430, 431 et 432, de la loi des cités et villes, relatifs aux plans de la municipalité;

9° Pour l'autoriser à décréter la fermeture des dépotoirs, et déterminer des endroits spéciaux à ces fins;

10° Pour lui rendre applicable le paragraphe 1, de l'article 429, de la loi des cités et villes, relatif à l'ouverture, la fermeture, l'élargissement et le prolongement des rues;

11° Pour lui rendre applicable, *mutatis mutandis*, l'article 593. de la loi des cités et villes, relatif aux emprunts;

12° Ratifier, confirmer et valider son droit d'exproprier le réseau d'aqueduc de la Société d'Aqueduc de L'Ormière;

13° Et pour toutes autres fins;

Québec, le 31 octobre 1958.

Le Procureur de la pétitionnaire,
Me LUCIEN MORNEAU.

49078-45-4-o

Avis est par les présentes donné que Ville d'Anjou s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi modifiant sa charte aux fins d'obtenir les pouvoirs de règlementer les antennes de télévision pour les maisons de plus d'un logement, et d'accorder une franchise à un organisme spécialisé en la matière: d'obtenir les pouvoirs d'homologation, et le pouvoir d'ériger et d'opérer un ou des garages pour la remise obligatoires des autos dans les secteurs d'habitations de plus d'un logement, de faire tous les travaux permanents de trottoirs, d'égout, d'aqueduc et de pavages et d'emprunter de sa propre initiative, d'élever le montant du dépôt des candidats au poste de conseiller, de légaliser la vente par le shérif de

ment of cultivated land in said territory, and for other purposes.

Montreal, November 3rd, 1958.

LACROIX, VIAU &
POUPART,
Attorneys for the petitioner.

49077-45-4-o

Public notice, is hereby given that the Corporation of the parish St-Ambroise, Quebec county, Corporation governed by the Municipal Code, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an Act for the following purposes:

1. To indemnify the mayor and councillors for the cost of representations;

2. To authorize the secretary-treasurer to pay upon the only authorisation of the chief of the council an amount not exceeding one hundred dollars;

3. To authorize the Corporation to adapt annually in its budget an amount not exceeding five per cent of its budget for patriotic, educational, charitable and advertising purposes;

4. To authorize the amending or repealing of the by-law number 106, respecting the construction or zonage upon the only approbation of the Minister of Municipal Affairs;

5. To regulate, issue under conditions or forbid the issuing of construction permit;

6. To authorize the approval of a plan of subdivision under the condition that the owner of the land accetps to part with an area not exceeding five per cent of the land included in the plan for the purposes of establishing public parks and public playgrounds;

7. To authorize the corporation to establish a town planning Commission;

8. To authorize the corporation to be ruled by articles 430, 431 and 432 of the cities and towns act, the said articles related to Municipal plans;

9. To authorize the Corporation to order the closing down of private dumps and the opening of public dumps at places espicially determined;

10. To authorize the Corporation to be ruled by the paragraph 1.— of article 429 of the cities and towns act, the said article related to the opening, the closing down, the enlargement and the extension of public streets;

11. To authorize the Corporation to be ruled, *mutatis mutandis*, by article 593 of the cities and towns act, the said article related to loans;

12. To ratify, confirm and validate the right of the Corporation to expropriate the system of waterworks of "La Société d'Aqueduc de L'Ormière";

13. For any other purposes;

Quebec, October 31, 1958.

Me LUCIEN MORNEAU.
Attorney for the petitioner.

49078-45-4-o

Notice is hereby given that the town of Anjou will apply to the Quebec Legislature, at its next session, for the adoption of an Act amending its charter to obtain the right to regulate television antennae for multiple dwelling buildings, to grant a franchise to one specialised organisation, to homologate land and to build and operate garages for autos in multiple dwelling buildings area for compulsory use, to do on its property all permanent works by its own initiative, and to borrow the amounts for such purposes, to rise the deposit of councillors for nomination, to regularize the sales for taxes, thirty years ago, of certain subdivisions of lot 423, to create a fund for industrial purposes, to prescribe the construction of private conduits, water intakes,

certaines subdivisions du lot 423, de créer un fonds industriel, de prescrire que les entrées d'eau et d'égout et leur raccordement seront aux frais du propriétaire, d'oriiger tout propriétaire à installer une soupape et pour tous autres pouvoirs.

Montréal, le 29 octobre 1958.

Le Procureur de Ville d'Anjou.,
49079-45-4-o YVES LAURIER, C.R.

Avis public est, par les présentes donné, que Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la Ville de Saint-Léonard-de-Port-Maurice, dans le comté de Laval, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi, aux fins suivantes: augmenter de 1% à 2% la taxe de vente pour fins d'éducation; fixer le taux d'intérêt à 6% sur les arrérages de taxes; avoir le droit de changer les instituteurs de classes ou d'écoles sans affecter leur traitement; fixer une indemnité aux commissaires d'écoles et pour toutes autres fins.

Montréal, le 4 novembre 1958.

Le Procureur des Pétitionnaires,
49080-45-4-o Me ANDRÉ DUCHARME.

Avis public est, par les présentes donné, que la Ville de Saint-François, comté de Laval, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi amendant sa charte, aux fins suivantes: règlementer les fossés et les cours d'eau; règlementer les taxis; confectionner le rôle d'évaluation sur fiches ou feuilles mobiles; autoriser la signification des procédures de la Cour Municipale par lettres recommandées; annexer à son territoire une partie du territoire de la Municipalité de la paroisse Saint-Louis de Terrebonne comprenant les lots nos 602 à 614 inc. du cadastre de ladite paroisse et pour autres fins.

Montréal, le 5 novembre 1958.

Le Procureur de la ville
de Saint-François,
49081-45-4-o Me ANDRÉ DUCHARME.

Avis public est, par les présentes, donné que Alexandre Harbec, rentier, de St-Jean, district d'Iberville, Emile Harbec, rentier, de St-Blaise, district d'Iberville, et Estelle Harbec, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Denis Lanoue, entrepreneur-peintre, de Bedford, district de Bedford, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi spéciale leur permettant de vendre certains immeubles faisant partie de la succession de feu Dame Lucie Harbec, en son vivant, de St-Jean, district d'Iberville.

St-Jean, 3 novembre 1958.

Le Procureur des requérants,
49082-45-4-o STANISLAS DÉRY.

Avis est par les présentes donné, que Gérard D'Amour, commerçant, domicilié à Montréal, fera une demande à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, afin d'adopter une Loi pour établir clairement ses titres à la propriété ci-après décrite:

"Un emplacement sis en la cité de Montréal, ayant front rue Dorion, et composé:

a) Du lot connu et désigné sous le numéro douze cent treize (1213) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Ste-Marie;

sewers, and their connection shall be done at the expense of the owner, the installation of a check valve and for other purposes.

Montreal, October 29th, 1958.

YVES LAURIER, Q.C.,
49079-45-4-o Attorney for The Town of Anjou.

Public notice is hereby given that the School Commissioners for the municipality of the Town of Saint-Léonard-de-Port-Maurice, in the county of Laval, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act, for the following purposes: to increase from 1% to 2% the sales tax for educational purposes; to increase to 6% the rate of interest on taxation arrears; to have the right to change teachers of classes or school without affecting their salary; to fix an indemnity to the school commissioners and for any other purposes.

Montreal, November 4th, 1958.

Me ANDRÉ DUCHARME,
49080-45-4-o Attorney for Petitioners.

Public notice is hereby given that the Town of Saint François, county of Laval, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act, amending its charter, for the following purposes: to regulate the sewers and ditches; to regulate the taxis; to prepare the valuation roll on a card-index or loose leaf folder system; to authorize the service of the Municipal Court proceedings by registered mail; to annex to its territory part of the territory of the Municipality of the Parish Saint-Louis de Terrebonne, including lots nos 602 to 614 inc. of the Cadastral Plan of said Parish and for other purposes.

Montreal, November 5th, 1958.

Me ANDRÉ DUCHARME,
Attorney for the Town
49081-45-4-o of Saint-François.

Public notice is hereby given that Alexandre Harbec, annuitant, of St. Johns, district of Iberville, Emile Harbec, annuitant, of St. Blaise, district of Iberville, and Estelle Harbec, housewife, wife contractually separate as to property of Denis Lanoue, master painter, of Bedford, district of Bedford, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of a special law allowing them to sell certain immoveable property forming part of the estate of the late Dame Lucie Harbec, in her lifetime of St. Johns, district of Iberville.

St. Johns, November 3, 1958.

STANISLAS DÉRY,
49082-45-4 Attorney for the petitioners.

Notice is hereby given that Gérard D'Amour, merchant, of the city of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session for the passing of an act to clarify its title to an immoveable property knwon as:

"An emplacement situated in the city of Montreal, facing on Dorion Street, and comprising:

a) A lot known and designated under number twelve hundred and thirteen (1213) of the official plan and book of reference of the parish of St. Mary Ward;

b) De la partie nord-ouest du lot connu et désigné sous le numéro douze cent quatorze (1214) auxdits plan et livre de renvoi officiels du cadastre du quartier Ste-Marie; cette dernière partie mesurant vingt-cinq pieds de largeur sur une profondeur de quatre-vingts pieds et neuf pouces, mesure anglaise, plus ou moins, et bornée comme suit: en front, par la rue Dorion; en arrière, par le lot numéro douze cent vingt-trois (1223); du côté nord-ouest; par le lot numéro douze cent treize (1213) et du côté sud-est, par le résidut dudit lot numéro douze cent quatorze (1214) dudit cadastre, le tout mesurant une largeur total de soixante-quinze pieds sur une profondeur totale de quatre-vingts pieds et neuf pouces, mesure anglaise, plus ou moins, avec tous bâtiments y construits, notamment une maison de bois lambrissée en brique de trois étages, comprenant neuf logements, portant les numéros civiques 2083 à 2099 inclusivement de ladite rue Dorion."

Montréal, ce 3ème jour de novembre 1958.

Les Procureurs du pétitionnaire,

49083-45-4-o TORMEY & GUÉRIN.

b) The northwest part of lot known and designated under number twelve hundred and fourteen of the said official plan and book of reference of the cadastre of St. Mary ward, (1214), this latter part measuring twenty-five feet in width by a depth of eighty feet and nine inches, English measure and more or less, and bounded as follows: at the front by Dorion Street, at the rear, by lot number twelve hundred and twenty-three (1223) on the northwest side by lot number twelve hundred and thirteen (1213) and on the southeast side by the remainder of said lot number twelve hundred and fourteen (1214) of the said cadastre, the whole, measuring a total width of seventy-five feet by a total depth of eighty feet and nine inches, English measure, more or less, with all buildings thereon erected, including a three-storiedwooden house covered in brick, comprising nine tenements, and bearing city numbers 2083 to 2099 inclusively of the said Dorion Street."

Montreal, this 3rd day of November, 1958.

TORMEY & GUÉRIN,

49083-45-4-o Attorneys for the petitioner.

Avis public est par les présentes donné que l'Association d'Hospitalisation du Québec s'adressera à l'Assemblée Législative de la Province de Québec à sa prochaine session pour obtenir une loi constituant en corporation une compagnie d'assurance-vie mutuelle sous le nom, en français, de "La Compagnie d'Assurance-Vie Mutuelle de Québec" et en anglais "The Quebec Mutual Life Asssurance Company", avec les pouvoirs de transiger l'assurance et la ré-assurance des personnes et pour autres fins.

Montreal, 4 novembre 1958.

Les Procureurs de l'Association
d'Hospitalisation du Québec,
COMMON, HOWARD, CATE,
OGILVY, BISHOP, COPE,

49104-45-4-o PORTEOUS & HANSARD.

Public notice is hereby given that Quebec Hospital Service Association will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for an act to incorporate a mutual life assurance company under the name, in French, of "La Compagnie d'Assurance-Vie Mutuelle de Québec", and in English, of "The Quebec Mutual Life Assurance Company", with the power to carry on the business of assurance and reassurance of the person and for other purposes.

Montreal, 4th November, 1958.

COMMON, HOWARD, CATE,
OGILVY, BISHOP, COPE,
PORTEOUS & HANSARD,
Attorneys for Quebec Hospital

49104-45-4-o Service Association.

Avis est par les présentes donné que la succession de Madame Vve Arthur Bourdon s'adressera à la Législature provinciale, lors de sa prochaine session, pour obtenir certains changements dans le testament de ladite Dame Vve Arthur Bourdon.

Montréal, 27 octobre 1958.

Le Procureur de ladite Succession,

49105-45-4-o FRS. FAUTEUX.

Notice is hereby given that the estate of the late widow Arthur Bourdon will apply to the Provincial Legislature, at its next session, to obtain certain changes in the will of the said widow Arthur Bourdon.

Montreal, October 27th, 1958.

FRS. FAUTEUX,

49105-45-4-o Attorney for the Estate.

Avis est par les présentes donné que "Trois-Rivières & St-Maurice, compagnie d'assurance mutuelle contre le feu" s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session pour obtenir l'adoption d'une loi remplaçant les dispositions de la loi des assurances de la province de Québec en vertu desquelles elle a été constituée, changeant le nom de la compagnie à "La compagnie Trois-Rivières & St-Maurice d'assurance générale" — "The Trois-Rivières & St-Maurice General Insurance Company", autorisant un capital-actions de un million de dollars ($1,000,000.00) pour la compagnie, définissant les pouvoirs de la compagnie, permettant à la compagnie d'émettre des contrats d'assurance participant ou non-participant, au comptant ou moyennenant billets de dépôts, et pour autres fins.

Les Trois-Rivières, le 5 novembre 1958.

Trois-Rivières & St-Maurice, compagnie d'assurance mutuelle contre le feu.

Le Procureur de la pétitionnaire,

49106-45-4-o RICHARD RIOUX.

Public notice is hereby given that "Trois-Rivières & St-Maurice, compagnie d'assurance mutuelle contre le feu" will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing an act replacing the dispositions of the Quebec Insurance Law by which it was constituted, changing the name of the company to "La compagnie Trois-Rivières & St-Maurice d'assurance générale" — "The Trois-Rivières & St-Maurice General Insurance Company", authorizing a capital stock of one million dollars ($1,000,000.00) for the company, defining the powers of the company, authorizing the company to issue insurance contracts, participing or non-participing for cash of for deposit notes, and for other purposes.

Les Trois-Rivières, November the 5th 1958.

Trois-Rivières & St-Maurice, compagnie d'assurance mutuelle contre le feu.

RICHARD RIOUX,

49106-45-4-o Attorney for the petitioner.

Avis public est par les présentes donné que Clifford Wright Harris, de la ville de Beaconsfield, dans le comté de Jacques-Cartier, Charles Edwin Newman Kaulback, de la ville de Hampstead, dans le comté d'Hochelaga, Philip Thomas Renous Pugsley, Arthur H. Westbury, tous deux de la ville de Montréal, dans le comté d'Hochelaga, Russell Roy Merifield de ville Mont-Royal, comté d'Hochelaga, Stuart Augustine Kerr, de la ville de Montréal-Ouest, comté d'Hochelaga, tous membres actuels de "Chartered Institute of Secretaries of Joint Stock Companies and other Public Bodies", s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "The Chartered Institute of Secretaries of Joint Stock Companies and other Public Bodies in Quebec", et pour accorder à la nouvelle corporation des droits, pouvoirs et privilèges lui permettant de répondre aux besoins actuels et de poursuivre ses fins plus facilement.

Montréal, le 5 novembre 1958.

Les Procureurs des requérants,
49107-45-4-o MONETTE et FILION.

Public notice is hereby given that Clifford Wright Harris, of the town of Beaconsfield in the county of Jacques Cartier, Charles Edwin Newman Kaulback of the town of Hampstead in the county of Hochelaga, Philip Thomas Renous Pugsley, Arthur H. Westbury, both of the city of Montreal, in the county of Hochelaga, Russell Roy Merifield of the town of Mount Royal in the county of Hochelaga, Stuart Augustine Kerr of the city of Montreal West in the county of Hochelaga, who are all actually members of the "Chartered Institute of Secretaries of Joint Stock Companies and other Public Bodies", will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of a law constituting them into a corporation, under the name of "The Chartered Institute of Secretaries of Joint Stock Companies and other Public Bodies in Quebec", and to grant to the new corporation adequate rights, powers and privileges, in order that it may meet the present conditions and more easily fulfill its aims.

Montreal, November 5, 1958.

MONETTE et FILION,
49107-45-4-o Attorneys for the Petitioners.

Avis est par les présentes donné que la Très Révérende Mère Maria Elisa Zanchi, supérieure générale de l'Institut des Soeurs de Sainte-Marcelline, d'Italie, domiciliée et demeurant à Milan, Italie, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une Loi constituant une corporation sous le nom de "Les Soeurs de Saint-Marcelline", en anglais "The Sisters of Ste. Marcelline", dans le but d'administrer des maisons et institutions d'éducation pour jeunes filles, avec tous les pouvoirs ordinairement attribués à de telles corporations, et autres pouvoirs dont elle a besoin pour atteindre ses fins.

Montreal, ce 5 novembre 1958.

Le Procureur de la pétitionnaire,
49108-45-4-o JEAN GRÉGOIRE.

Notice is hereby given that the Very Reverend Mother Maria Elisa Zanchi, Superior General of the Institute of the Sisters of Sainte-Marcelline, of Italy, domiciled and residing at Milan, Italy, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to request the adoption of an Act constituting a corporation under the name of "Les Soeurs de Sainte-Marcelline", in english "The Sisters of Ste-Marcelline", for the purposes of administrating educational houses and institutions for young girls, with all the powers ordinarily attributed to such corporations, and other powers such a corporation may need to attain its ends.

Montreal, November 5, 1958.

JEAN GRÉGOIRE,
49108-45-4 Attorney for the Petitioner.

Avis public, est par les présentes donné, que les Commissaires d'Écoles pour la municipalité du village de Lac-au-Saumon, dans le comté de Matapédia, ainsi que la Corporation du village de Lac-au-Saumon, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'un bill aux fins suivantes:

1° Pour autoriser lesdits Commissaires à imposer une taxe de vente de un pour-cent (1%) dite taxe d'éducation.

2° Pour autoriser la Corporation du village de Lac-au-Saumon d'imposer une taxe de vente de deux pour-cent (2%).

3° Et pour toutes autres fins.

Mont-Joli, 6 novembre 1958.

Les Procureurs des pétitionnaires,
49068-45-4-o RHEAULT & CARLE.

Public notice is hereby given that the School Commissioners for the municipality of the village of Lac-au-Saumon, in the county of Matapedia, as well as the Corporation of the village of Lac-au-Saumon, will apply to the Legislature of Quebec at its next session, to request the adoption of a bill for the following purposes:

1. To authorize the said Commissioners to impose a sales tax of one per-cent (1%) called education tax.

2. To authorize the Corporation of the village of Lac-au-Saumon to impose a sales tax of two per-cent (2%).

3. And for all other purposes.

Mont-Joli, November 6, 1958.

RHEAULT & CARLE,
49068-45-4 Attorneys for the petitioners.

Avis public est par les présentes donné que la ville de Préville s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi spéciale aux fins suivantes:

a) Porter de 3 à 6 le nombre de ses échevins;

b) Établir un système d'élection des membres du Conseil par roulement;

c) Autoriser des ajustements de territoire avec les municipalités contigues, et autres fins.

Montréal, le 5 novembre 1958.

Le Procureur de la ville de Préville,
49109-45-4-o ÉMILIEN BRAIS.

Public notice is hereby given that the town of Préville will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of a special law for the following purposes:

a) Increase from 3 to 6 the number of its aldermen;

b) Establish an election system for the members of the council by means of rotation;

c) Authorize territorial adjustments with adjacent municipalities, and other purposes.

Montreal, November 5, 1958.

ÉMILIEN BRAIS,
Attorney for the town of Préville.
49109-45-4

Le soussigné donne avis qu'il présentera à la prochaine session de la Législature de Québec, un projet de loi pour changer le nom de Charles Hubert Caprari en celui de Charles Hubert Caprarie-Melville.

Le Procureur du requérant,
49134-46-4-o LOUIS DORION.

Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Avis public est par les présentes donné que les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Rivière-du-Loup, dans le comté de Rivière-du-Loup, s'adresseront à la Législature, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une nouvelle loi modifiant la Loi 14, Georges VI, chapitre 96, et les autorisant à imposer une taxe d'éducation de 2% sur les ventes au détail et pour autoriser une indemnité aux commissaires et au président pour fins de représentation.

Rivière-du-Loup, le 6 novembre 1958.

Le Procureur des pétitionnaires,
49135-46-4-o GEORGES CHASSÉ, avocat.

AVIS

La corporation municipale de Sainte-Monique (paroisse), corporation légalement constituée ayant son bureau à Sainte-Monique, comté Lac Saint-Jean, district de Roberval, donne par les présentes avis qu'elle s'adressera à la Législature de la province de Québec, à la présente session, pour l'adoption d'une loi agrandissant son territoire en détachant, au point de vue municipal, une partie du territoire de la corporation municipale de la municipalité de Saint-Édouard de Péribonka, dans le comté municipal Lac Saint-Jean-Ouest, le territoire correspondant à celui déjà annexé pour fins scolaire et de fabrique, afin de l'annexer au point de vue municipal et former un territoire unique, tant au point de vue municipal que scolaire et de fabrique.

Sainte-Monique, ce 4 novembre 1958.

Le Procureur de la requérante,
J. VICTORIEN TREMBLAY, C.R.
Cité d'Alma, C.P. 220, Lac Saint-Jean.
49136-46-4-o

Avis public est, par les présentes, donné que Dame Jeanne Simard, veuve de Georges Léveillée, de la cité de Sillery, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi permettant l'aliénation de certains immeubles laissée par le défunt dans sa succession.

La Pétitionnaire,
JEANNE SIMARD-LÉVEILLÉE.
49137-46-4-o

Avis est par les présentes donné que Ludovic Polak, des cité et district de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi changeant son nom en celui de Ludovic Diez d'Aux.

Montréal, le 28 octobre 1958.

Les Procureurs de Ludovic Polak,
(Signé) LACOSTE & LACOSTE.
49138-46-4-o

Avis public est par les présentes donné que les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Sillery s'adresseront à la Législature, à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

The undersigned gives notice that he will introduce a private bill before the Quebec Legislature, in order to change the name of Charles Hubert Caprari to that of Charles Hubert Caprarie-Melville.

LOUIS DORION,
49134-46-4 Attorney for petitioner.

Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Notice is hereby given that the school commissioners for the municipality of the city of Rivière-du-Loup, in the county of Rivière-du-Loup, will petition the Legislature of Quebec at its coming session for the passing of a new act to amend the Act 14, Georges VI, chapter 96, authorising them to impose an education tax of 2% on retail sales and to authorize an indemnity to the commissoners and the president for entertainment.

Rivière-du-Loup, November 6th, 1958.

GEORGES CHASSÉ, advocate,
49135-46-4-o Attorney for the petitioners.

NOTICE

The municipal corporation of Sainte-Monique (parish), legally incorporated parish having its office at Sainte-Monique, county of Lake Saint-John, district of Roberval, gives notice by these presents that it will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the present session, for the adoption of an Act enlarging its territory by detaching, from a municipal point of view, a part of the territory of the municipal corporation of the municipality of Saint-Édouard de Péribonka, in the municipal county of Lake Saint-John-West, the territory corresponding to that already annexed for school and fabrique purposes, so as to annex it from a municipal point of view and to form a unique territory, as much from a municipal point of view as from that of a school and fabrique.

Sainte-Monique, November 4, 1958.

J. VICTORIEN TREMBLAY, Q.C.,
Attorney for the petitioner.
City of Alma, P.O.B. 220, Lake St-John.
49136-46-4

Public notice is hereby given that Dame Jeanne Simard, widow of Georges Léveillée, of the city of Sillery, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of a special law allowing her to alienate certain immoveable properties left by the deceased in his estate.

JEANNE SIMARD-LÉVEILLÉE,
Petitioner.
49137-46-4-o

Notice is hereby given that Ludovic Polak, of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act changing his name to Ludovic Diez d'Aux.

Montreal, October 28th, 1958.

(Signed) LACOSTE & LACOSTE,
Attorneys for Ludovic Polak.
49138-46-4-o

Public notice is by these presents given that the school commissioners for the municipality of the city of Sillery will apply to the Quebec Legislature at its next session to request the adoption of an Act for the following purposes:

1° Changer le nom de les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Sillery en celui de "la Commission scolaire de Sillery."

2° Modifier le mode d'engagement des instituteurs et institutrices.

3° Avoir le droit de résilier le contrat d'engagement d'une institutrice qui contracte mariage.

4° Pour augmenter les indemnités des commissaires pour leurs frais de représentation et autres dépenses.

5° Et pour toutes autres fins.

Sillery, ce 7 novembre 1958.

Le Procureur des pétitionnaires,
49139-46-4-o ROGER GOSSELIN.

Avis est par les présentes donné que les commissaires d'écoles pour la municipalité de Kénogami, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

a) Changer son nom en celui de "La Commission des écoles catholiques de la cité de Kénogami."

b) Accorder une pension mensuelle de $200.00 à J. P. Lapierre, secrétaire-trésorier, lorsqu'il sera mis à sa retraite.

c) Organiser un fonds de pension pour ses employés, autres que ceux préposés à l'enseignement.

d) Et pour toutes autres fins.

Québec, le 7 novembre 1958.

Le Procureur des pétitionnaires,
49140-46-4-o RENÉ BOUDREAULT.

Avis public est par les présentes donné que La corporation de la paroisse de Ste-Marie, comté de Beauce, et Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Ste-Marie, comté de Beauce, s'adresseront à la Législature, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi modifiant les lois 4-5 Elizabeth II, chapitre 122, et 1-2 Elizabeth II, chapitre 128, à l'effet d'étendre le territoire décrit dans lesdites lois en y ajoutant les territoires de la municipalité de la paroisse de Ste-Marie, comté de Beauce, et de la municipalité scolaire de la paroisse de Ste-Marie, comté de Beauce; et de pourvoir au partage de la taxe de vente entre ces diverses corporations au prorata de la population en ce qui concerne les corporations municipales et au prorata du nombre des enfants dans chacune des municipalités scolaires, selon l'article 285 de la Loi de l'Instruction Publique, en ce qui concerne lesdites municipalités scolaires.

Ste-Marie, Beauce, 30 octobre 1958.

Le Procureur des pétitionnaires,
49141-46-4-o LOUIS ALFRED FERLAND.

Canada — Province de Québec
District de Québec

Avis est par les présentes donné que George Donohue, administrateur, de la cité de Québec, Mark Donohue, avocat, de la cité de Québec, et l'honorable Robert Taschereau, Juge de la Cour Suprême du Canada, de la cité d'Ottawa, province d'Ontario, tous trois étant les seuls exécuteurs testamentaires et fiduciaires actuellement en fonctions des biens de la succession de feu J. Timothy Donohue, en son vivant commerçant de la cité de Québec, et tous trois agissant en leur qualité d'exécuteurs testamentaires et fidu-

1. To change the name of the school commission for the municipality of the city of Sillery into that of "The Sillery school commission."

2. To modify the method for the engagement of the men and women teachers.

3. To have the right to cancel a contract of employment of women teachers who become engaged.

4. To increase the commissioners indemnity for the cost of representation and other expenses.

5. And for all other purposes.

Sillery, November 7th, 1958.

ROGER GOSSELIN,
49139-46-4-o Attorney for the petitioners.

Notice is hereby given that The school commissioners for the municipality of Kénogami, will make application to the Legislature of the Province of Quebec, at his next session, for the adoption of a law, for the following purposes:

a) To change their name for "The Catholic Schools Commission for the city of Kenogami."

b) To grant a monthly pension of $200.00 to J. P. Lapierre, Secretary-Treasurer, when he will retire.

c) To organise a pension fund for the benefit of their employees other than those engaged in teaching."

d) And for other purposes.

Quebec, November 7th, 1958.

RENÉ BOUDREAULT,
49140-46-4-o Attorney for petitioners.

Public notice is hereby given that The corporation of the parish of Ste-Marie, county of Beauce, and The school commissioners for the municipality of the parish of Ste-Marie, county of Beauce, will apply to the Legislature, at its next session, to request the adoption of a law modifying Acts 4-5 Elizabeth II, chapter 122, and 1-2 Elizabeth II, chapter 128, for the purpose of extending the territory described in the said acts by adding thereto the territories of the municipality of the parish of Ste-Marie, county of Beauce, and of the school municipality of the parish of Ste-Marie, county of Beauce, and provide for the sharing of the "sales tax" between these different corporations, proportionately to the population, concerning the municipal corporations and proportionately to the number of children in each of these school municipalities, according to section 285 of the Education Act, concerning these school municipalities.

Ste-Marie de Beauce, October 30th, 1958.

LOUIS ALFRED FERLAND,
49141-46-4-o Attorney for the petitioners.

Canada — Province of Quebec
District of Quebec

Notice is hereby given that George Donohue, administrator, of the city of Quebec, Mark Donohue, advocate, of the city of Quebec, and the Honourable Robert Taschereau, one of the judges of the Supreme Court of Canada, of the city of Ottawa, in the Province of Ontario, all three being the sole testamentary executors and trustees now in office of the estate of the late J. Timothy Donohue, in his lifetime merchant, of the city of Quebec, and all three acting in their capacity as testamentary executors and

ciaires de ladite succession, s'adresseront à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session, aux fins d'obtenir l'adoption d'une loi pour les fins suivantes:

1° Pour préciser la nature des dispositions de biens faites en vertu de l'article septième du dernier testament de feu J. Timothy Donohue, fait en forme authentique devant Claude Taschereau et Charles Cantin, notaires, le 3 mai 1944, sous le numéro 6,618 des minutes de Claude Taschereau, notaire, tel qu'amendé par un codicille fait en forme authentique devant Claude Taschereau et Charles Cantin, notaires, le 9ème jour de juin 1944, sous le numéro 6,633 des minutes de Claude Taschereau, notaire, et par un autre codicille également fait en forme authentique devant Claude Taschereau et Charles Cantin, notaires, le 1er jour de juillet 1946, sous le numéro 7,462 des minutes de Claude Taschereau, notaire;

2° Pour préciser les droits et obligations des exécuteurs testamentaires et fiduciaires de ladite succession quant à la distribution et au partage des biens légués en vertu dudit article septième et pour clarifier les droits des légataires tant en revenus qu'en capital;

3° Pour préciser les pouvoirs de placement des exécuteurs testamentaires et fiduciaires;

4° Pour préciser le sens de certains termes employés auxdits testament et codicilles;

5° Et pour d'autres fins.

Québec, ce 11ème jour de novembre 1958.

Les Procureurs des requérants es-qualité,

PRATTE, CÔTÉ,
TREMBLAY & DÉCHÊNE.

49142-46-4-o

Canada — Province de Québec

Avis public est, par les présentes, donné que La commission des écoles catholiques de Chicoutimi s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi amendant la loi 14, Georges VI, chapitre 136, et ses amendements:

a) Pour autoriser une modification de la taxe de vente quant au taux de la taxe;

b) Pour modifier le paragraphe 2, de l'article 1 en y ajoutant "La municipalité du village de St-Jean-Eudes";

c) Pour changer le nom des commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Chicoutimi partout où il apparaît dans la loi, par celui de la commission des écoles catholiques de Chicoutimi;

d) Pour obtenir le pouvoir de souscrire auprès d'une compagnie d'assurance un contrat d'assurance de groupe sur la vie, contre les accidents et la maladie pour le personnel enseignant et administratif et pour les employés réguliers;

e) Pour obtenir l'autorisation de créer un fonds de retraite pour son personnel administratif et ses ouvriers réguliers.

Chicoutimi, le 11 novembre 1958.

Le Procureur de la pétitionnaire,

JEAN-PAUL GRAVEL, avocat.

49143-46-4-o

---

trustees of the said estate, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, in order to obtain the adoption of a law for the following purposes namely:

1. To determine more exactly the nature of the legacies made under article seven of the last will and testament of the late J. Timothy Donohue, executed before Claude Taschereau and Charles Cantin, notaries, on the 3rd day of May, 1944, under number 6,618 of the minutes of Claude Taschereau, notary, as amended by a codicil executed before Claude Taschereau and Charles Cantin, notaries, on the 9th day of June, 1944, under number 6,633 of the minutes of Claude Taschereau, notary, and by another codicil executed before Claude Taschereau and Charles Cantin, notaries, on the 1st day of July, 1946, under number 7,462 of the minutes of Claude Taschereau, notary;

2. To determine more exactly the rights and obligations of the said testamentary executors and trustees as to the distribution and partition of the property bequeated under article seven of the said last will and testament and codicils thereto, and to specify the rights of the legatees of the revenue and capital thereof;

3. To specify the investment powers of the said testamentary executors and trustees;

4. To specify the meaning of certain expressions used in the said last will and testament and codicils thereto;

5. And for other purposes.

Quebec, this 11th day of November, 1958.

PRATTE, CÔTÉ,
TREMBLAY & DÉCHÊNE,
Attorneys for petitioners es-qualité.

49142-46-4-o

Canada — Province of Quebec

Public notice is hereby given that The catholic school commission of Chicoutimi will make application to the Legislature of the Province of Quebec at its next session to obtain the adoption of an Act amending the Act 14, George VI, chapter 136, and its amendments:

a) To authorize a modification of the sales tax insofar as the rate of tax;

b) To modify paragraph 2, of section 1 by adding "The municipality of the village of St-Jean-Eudes";

c) To change the name of the school commissioners for the municipality of the city of Chicoutimi wherever it may appear in the Act, by that of the catholic school commission of Chicoutimi;

d) To obtain the power to subscribe with an insurance company for an insurance contract for group life insurance against accidents and sickness for the teaching and administrative staff and for regular employees;

e) To obtain the authorization to create a fund for the retirement of its administrative staff and regular workmen.

Chicoutimi, November 11, 1958.

JEAN-PAUL GRAVEL, advocate,
Attorney for the petitioner.

49143-46-4

Avis public est, par les présentes, donné que la cité de Sorel, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une Loi amendant sa charte, pour les raisons suivantes: que le greffier ne soit tenu de dresser une liste des électeurs que dans l'année où une élection générale a lieu; pour réglementer ou prohiber l'usage ou la vente des fusées, pétards, etc.; pour pouvoir emprunter annuellement, durant une période de trois (3) ans, une somme n'excédant pas cinquante mille dollars ($50,000.00), pour divers travaux; pour réglementer l'existence des nuisances; pour enlèvement de véhicules stationnés illégalement; pour autoriser la cité à emprunter une somme de cent vingt-cinq mille dollars ($125,000.00), en vue de construire un incinérateur et de prendre entente avec les municipalités environnantes pour l'usage dudit incinérateur; instituer des commissions d'urbanisme, loisirs, tourisme et d'industrie, ainsi qu'une Commission des Sites et Monuments Historiques pour permettre l'utilisation de fiches ou de feuilles mobiles dans le rôle d'évaluation; pour réglementer ou prohiber les restaurants ambulants; réglementer sur l'avis de l'arrivée et du départ de tout locataire; pour proportionner la taxe de locataire et d'eau au temps d'occupation; pour vendre à l'enchère les biens-meubles non réclamés en la possession de la cité; pour réglementer les postes d'essence; pour réglementer les postes de taxis, les services de taxis, l'emploi et le contrôle de taximètres; pour permettre à la cité de faire usage des trottoirs pour placer et opérer les parcomètres; pour créer une charge municipale dont le titulaire sera appelé gérant; pour imposer et prélever sur les cirques ou spectacles certains droits ou taxes; pour permettre à la cité de déposer des argents à la Caisse Populaire; pour réduire l'évaluation sur la machinerie pour fins d'imposition; pour signifier, par lettre enregistrée, certaines sommations de la Cour Municipale de la cité pour infractions aux règlements municipaux; défendre ou contrôler l'émission de permis pour la construction d'immeubles sur les rues non desservies par l'aqueduc et l'égoût; pour être autorisée à établir un couvre-feu; pour porter à cinq cents dollars ($500.00) le montant maximum des licences sur certains commerces; pour modifier les formalités concernant la confection de la liste des électeurs; pour demander certains pouvoirs additionnels concernant la taxe d'affaire; de permettre la réglementation de dispositions relatives à la santé publique; pour obtenir des pouvoirs additionnels relativement aux règlements de construction et ratifier le règlement N° 625 adopté par le conseil le 2 décembre 1952; pour permettre à certaines personnes non domiciliées dans la cité de Sorel à agir comme évaluateurs.

Et pour toutes autres fins.

Sorel, le 10 novembre 1958.

Le Procureur de la cité de Sorel.
PAUL-A. PÉLOQUIN.
49161-46-4-o

Public notice is hereby given that the city of Sorel, will apply to the legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an Act amending its Charter for the following reasons: that the city clerk be obliged to draw up a list only within the year where a general election will be held; to regulate or prohibit the use or the sale of rockets, firecrackers, etc.; for power to borrow annually, during a period of three (3) years, an amount not to exceed fifty thousand dollars ($50,000.00), for avrious works; to regulate the existence of nuisances; for the removal of illegally parked vehicles; to authorize the city to borrow an amount of one hundred and twenty-five thousand dollars ($125,000.00), in view of building an incinerator and to have an understanding with the neighboring municipalities for the use of the said incinerator; to institute town planning commissions, recreational centers, tourist trade and industry, as well as a Commission of Historical Sites and Monuments; to allow the use of index-cards or loose-leaf binders in the valuation rolls; to regulate or prohibit ambulating restaurants; to regulate the arrival and departure notices of any tenant; to proportion tenants' tax and water tax to time of occupation; to sell by auction unclaimed moveable property in the City's possession; to regulate gazoline stations; to regulate taxi-stands, taxi-service, the use and control of taximeters; to allow the city to use sidewalks to place and operate parking meters; to create a municipal post the occupant of which shall be called a manager; to impose and levy on circuses or shows certain rights or taxes; the allow the city to deposit moneys at the Credit Union; to reduce the valuation on machinery for purposes of imposition; to signify, by registered letter, certain summons of the Municipal Court of the city for infingements to the municipal regulations: to forbid or control the issuance of a permits for the construction of buildings on streets not served by the aqueduct and sewer mains; to be authorized to establish curfew; to carry to five hundred dollars ($300.00) the maximum amount of licences on certain business; to moderate formalities concerning the making-up of the electors' list; to request certain additional powers concerning the business tax; to allow the regulation of provisions relative to public health; to obtain additional powers relative to building regulations and to ratify by-law No. 625 adopted by the council on December 2, 1952; to allow certain people, not domiciled in the city of Sorel to act as assessors.

And for all other purposes:

Sorel, November 10, 1958.

PAUL-A. PÉLOQUIN,
Attorney for the city of Sorel.
49161-46-4

Avis public est par les présentes donné que BP Canada Limited s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session pour obtenir l'adoption d'une loi ratifiant et confirmant le règlement numéro 2450 de la cité de Montréal et un acte notarié en conformité de tel règlement, autorisant ladite compagnie, sujet aux dispositions et conditions y stipulées, de poser et de maintenir en place des conduites souterraines de pétrole, un conduit souterrain pour ligne téléphonique et des manchons souterrains pour conduites additionnelles de pétrole, à travers certaines rues et parcs de ladite cité

Public notice is hereby given that BP Canada Limited will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an Act to ratify and confirm by-law 2450 of the city of Montreal and a notarial deed pursuant thereto granting permission to the said company, subject to the terms and conditions therein set forth, to instal and maintain underground petroleum pipes, underground telephone cable and underground sleeves for additional petroleum pipes through certain streets and parks of the said city designated in the said by-law and for other purposes.

désignés dans ledit règlement, et pour d'autres fins.

Montréal, ce 12e jour de novembre, 1958.

Les Procureurs de la requérante,
HEWARD, HOLDEN, HUTCHISON,
CLIFF, McMASTER & MEIGHEN.

49162-46-4-o

Avis public est par les présentes donné que Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Sayabec, dans le comté de Matapédia, ainsi que La corporation du village de Sayabec, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session pour demander l'adoption d'un bill, aux fins suivantes:

1° Pour autoriser lesdits commissaires à imposer une taxe de vente de un pourcent (1%), dite taxe d'éducation;

2° Pour autoriser La corporation du village de Sayabec à imposer une taxe de vente de deux pourcent (2%).

3° Pour toutes autres fins.

Mont-Joli, le 12 novembre 1958.

Les Procureurs des pétitionnaires,
RHÉAULT & CARLE.

49163-46-4-o

Avis public est par les présentes donné que la Corporation des ingénieurs professionnels de Québec s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi modifiant la Loi des ingénieurs professionnels aux fins ci-après:

a) faire entrer dans le domaine de l'ingénieur professionnel les travaux d'ingénieur en rapport avec les édifices, sous réserve des droits des architectes;

b) permettre à la corporation de réglementer et de restreindre, quant à tous les membres ou à certaines catégories d'entre eux, l'usage du sceau et du titre d'ingénieur;

c) préciser les pouvoirs et les devoirs du conseil de la corporation relativement à l'audition des plaintes portées contre les membres de la corporation;

d) augmenter à deux cent mille dollars la valeur des biens immeubles que peut posséder la corporation;

e) accorder à l'Université de Sherbrooke les mêmes privilèges dont jouissent déjà l'École Polytechnique, l'Université Laval et l'Université McGill en rapport avec la profession d'ingénieur;

f) préciser les qualifications et les devoirs du collaborateur dans le cas de permis temporaire;

g) augmenter à trois cents dollars le maximum auquel le conseil peut fixer les honoraires d'examens;

h) permettre à la corporation d'admettre à l'étude de la profession d'ingénieur les personnes qui ne sont pas citoyens canadiens;

i) permettre à la corporation de recourir à l'injonction pour empêcher l'exécution d'un ouvrage ou d'une construction si les travaux d'ingénieur se rapportant à cet ouvrage ou à cette construction n'ont pas été faits ou ne sont pas faits par une personne autorisée à les faire en vertu de la Loi des ingénieurs professionnels;

Et pour toutes autres fins.

Montréal, le 12 novembre 1958.

Les avocats de la requérant,
TREMBLAY, MONK, FORGET,
BRUNEAU ET BOIVIN.

49164-46-4-o

Avis est par les présentes donné que Didace Patenaude, rentier, de la paroisse de Saint-Constant, dans le comté de Laprairie, pétitionnera le corps législatifs de la Province de Québec, à

Montreal, November 12th, 1958.

HEWARD, HOLDEN, HUTCHISON,
CLIFF, McMASTER & MEIGHEN,
Attorneys for applicant.

49162-46-4-o

Public notice is hereby given that The school commissioners for the municipality of Sayabec, in the county of Matapedia, as well as The corporation of the village of Sayabec, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session to request the adoption of a bill, for the following purposes:

1. To authorize the said commissioners to impose a sales tax of one percent (1%), called education tax;

2. To authorize The corporation of the village of Sayabec to impose a sales tax of two percent (2%).

3. For all other purposes.

Mont-Joli, November 12, 1958.

RHÉAULT & CARLE,
Attorneys for petitioners.

49163-46-4

Public notice is hereby given that the Corporation of Professional Engineers of Quebec will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act amending the Professional Engineers' Act for the following purposes:

a) to include within the scope of the engineering profession the engineering work connected with buildings, under reserve of the rights of the architects;

b) to empower the Corporation to regulate and restrict, as for all its members or certain categories of members, the use of a seal and the use of the title "engineer";

c) to specify the powers and duties of the council of the Corporation with regard to the hearing of complaints lodged against members of the Corporation;

d) to increase to two hundred thousand dollars the value of the real estate that the Corporation may hold;

e) to grant to Sherbrooke University the same privileges as are already enjoyed by the École Polytechnique, Laval University and McGill University with regard to the engineering profession;

f) to specify the qualifications and duties of the collaborator in case of a temporary licence;

g) to increase to three hundred dollars the maximum amount that the council could fix for examination fees;

h) to enable the Corporation to admit to the study of the engineering profession persons who are not Canadian citizens;

i) to allow the Corporation to resort to injunction proceedings in order to prevent that a project or a construction be executed if the engineering work relating to this project or this construction has not been carried out or is not carried out by a person authorized to do so under the Professional Engineers' Act;

And for other purposes.

Montreal, November 12th, 1958.

TREMBLAY, MONK, FORGET,
BRUNEAU ET BOIVIN,
Attorneys for petitioners.

49164-46-4-o

Notice is hereby given that Mr. Didace Patenaude, a retired farmer, of the Parish of Saint-Constant, in the county of Laprairie, will petition the legislative authorities of the Province of

leur prochaine ou présente session, aux fins d'obtenir une loi corrigeant la désignation d'un lot de terre à un acte du 29 octobre 1949 acquis par lui de Dame Alma Séguin, veuve de A. E. Robinson, et situé dans la division d'enregistrement de Laprairie.

Les Procureurs du pétitionnaire,
BEAUCHEMIN & VALIQUETTE.

49165-46-4-o

Avis public est par les présentes donné que la cité de Lachine s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi amendant sa charte, la loi 9 Edouard VII, chapitre 96, et ses amendements, sur les matières suivantes: fixer le déali pour l'addition des votes par l'officier-rapporteur; règlementer les stations de gazoline; règlementer les enclos de ferraillle et dépotoirs d'automobiles; réglementer le stationnement des roulottes sur la propriété publique et privée; établir la procédure du bureau de revision; correction des erreurs cléricales dans le rôle d'évaluation; amender le règlement de zonage de la cité sans referendum afin de permettre, *a*) l'exploitation de commerces de première et deuxième classes sur partie du lot 262 et partie du lot 254, dans la zone 7, *b*) l'exploitation de certains commerces de deuxième classe sur la 45e Avenue, dans la zone 1, et *c*) la construction de maisons à appartements avec commerces au rez-de-chaussée sur les rues où les maisons à appartements et les commerces de première classe sont déjà permis en vertu dudit rèrlement; accorder une pension de retraite à Albert Longtin, Dieudonné Houle et Emery Brunet; faire un règlement de zonage pour tout territoire annexé, sans referendum; signification des procédures de la Cour municipale par lettre recommandée; échange avec ville Saint-Pierre d'une partie des lots 119 et 120 pour une partie du lot 914 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine; ratification d'une entente entre Canadian National Railways et la cité de Lachine; ratification de la vente de partie du lot 201 du lot originaire 238 à Mlle Rose Robins; et pour autres fins.

Montréal, le 13 novembre 1958.

Les Procureurs de la requérante,
LACROIX, VIAU & POUPART.

49188-47-4-o

Avis public est par les présentes donné que la cité de Pointe-Claire s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi amendant sa charte, la loi 1 George V (deuxième session), chapitre 71, et les lois qui l'amendent, sur les matières suivantes: accorder une indemnité au maire et aux échevins; qualification aux charges municipales par le conjoint; accorder le droit de vote aux employés, fonctionnaires et officiers municipaux; fixer les élections générales au premier samedi de février; obligation pour un propriétaire d'énoncer l'usage qu'il entend faire d'une construction projetée; interrompre la circulation et déplacer les automobiles pour réparation ou nettoyage des rues; règlementer le stationnement des roulottes; obligation d'aviser un propriétaire de tout changement au rôle d'évaluation; procédure pour la présentation et l'audition des plaintes par le bureau de revision; correction du texte anglais de l'article 10 de la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 76; correction des erreurs cléricales au rôle d'évaluation; oblriation des locataires d'aviser la cité au cas de déménagement, pour fins de taxation; signification des procédures de la Cour muni- abroger les articles 12 et 13 de la loi 15-16

Quebec at their next or present session in order to obtain a bill correcting the designation of a piece of land purchased from Dame Alma Séguin, widow of A. E. Robinson, by deed entered into on October 29th, 1949, and situate in the Registry Division of Laprairie.

BEAUCHEMIN & VALIQUETTE,
Attorneys for petitioner.

49165-46-4-o

Public notice is hereby given that the city of Lachine will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, to request the adoption of an act amending its Charter, the act 9 Edouard VII, chapter 96, and its amendments, for the following purposes: to determine the delay for the addition of votes by the returning-officer; to regulate gas stations; to regulate scrap-yards and used car lots; to regulate the parking of trailers on public and private property; to determine the procedure for the board of revision; the correction of clerical errors in the valuation roll; to amend the city's zoning by-law, without referendum, for the purpose of allowing, *a*) the operation of first and second class trades on part of lot 262 and part of lot 254, in Zone 7, *b*) the operation of certain second class trades on 45th Avenue, in Zone 1, and *c*) the construction of apartment-buildings with first class trades on the ground floor on streets where apartment-buildings and first class trades are already permitted under the provisions of said by-law; to grant a retirement pension to Albert Longtin, Dieudonné Houle and Emery Brunet; to adopt a zoning by-law for any annexed territory, without referendum; the service of Municipal Court proceedures by registered mail; to exchange with the town of St. Pierre part of lots 119 and 120 for part of lot 914 of the official Cadastre of the parish of Lachine; ratification of an agreement between Canadian National Railways and the city of Lachine; ratification of the sale of part of lot 201 of the original not 238 to Miss Rose Robins; and for other purposes.

Montreal, November 13, 1958.

LACROIX, VIAU & POUPART,
Attorneys for the Petitioner.

49188-47-4-o

Public notice is hereby given that the city of Pointe Claire will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present Session, to request the adoption of an act amending its charter, the act 1 George V (Second Session), chapter 71, and the acts amending it, for the following purposes: to grant an indemnity to the mayor and aldermen; qualification for municipal charges through the consort; to grant the right to vote to municipal employees, functionaries and officers; to set the general election date on the first Saturday in February; to request a proprietor to state the use which will be made of an intended building; to interrupt traffic and remove parked vehicles for the repair or cleaning of streets; to regulate the parking of trailers; the notification to the proprietor of any change in the valuation roll; to determine the procedure for the filing and hearing of complaints before the board of revision; to correct the english text of section 10 of the act 6-7 Elizabeth II, chapter 76; correction of clerical errors in the valuation roll; to compel tenants to notify the city of his moving, for taxation purposes; the service of municipal Court procedures by registered mail; abrogation of sections 12 and 13 of the act 15-16

George VI, chapitre 89; autoriser la vente du lot 1-41 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Pointe-Claire; et pour autres fins.

Montréal, le 13 novembre 1958.

Les Procureurs de la requérante,
49189-47-4-o LACROIX, VIAU & POUPART.

Avis public est par les présentes donné que la ville de Fort Chambly s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi l'autorisant à créer un fond industriel et pour toutes autres fins.

Montréal, le 13 novembre 1958.

Les Procureurs de Fort Chambly,
TREMBLAY, MONK, FORGET,
49190-47-4-o BRUNEAU & BOIVIN.

Avis public est par les présentes donné que Charles Édouard Boisvert, en religion Frère Memmas-Omer supérieur provincial pour le district religieux des Trois-Rivières de "L'Institut des Frères des Écoles Chrétiennes", s'adressera à la législature de la province de Québec à sa présente session pour:

a) établir dans les diocèses de Nicolet, des Trois-Rivières et de cette partie du diocèse de Québec comprenant les comtés provinciaux de Mégantic et de Lotbinière, une corporation indépendante et autonome;

b) pour toutes autres fins;

Trois-Rivières, le 14 novembre 1958.

Les Procureurs du pétitionnaire,
49191-47-4-o MÉTHOT & MÉTHOT.

Canada — Province de Québec

Avis public est, par le présent donné que la corporation de la municipalité de Brébœuf dans le comté de Terrebonne, province de Québec, s'adressera à la présente session d'Assemblée Législative de Québec aux fins d'obtenir une loi pour annexer à son territoire les lots numéros 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 10 du rang numéro 2, canton Clyde, des lots numéros 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 10 du rang ouest, canton Clyde, et des numéros 1A, 1B, 2 et 3 du rang est, canton Clyde, lequel territoire fait présentement partie de la corporation de la municipalité de la Conception dans le comté Labelle.

Saint-Jérôme, le 14 novembre 1958.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
49192-47-3-o THINEL ET FILFE.

Avis public est par les présentes donné que la corporation municipale de la ville de St-Félicien, dans le comté de Roberval, s'adressera à la législature de la province de Québec au cours de la présente session, lui demandant d'amender la loi 13 Georges VI 1949, conformément aux dispositions de la loi sur la vente en détail (Statuts refondus, 1941, chapitre 88 et ses amendements); d'emprunter une somme d'argent, n'excédant pas cent mille dollars pour fins industrielles; que des frais de représentation, outre les déboursés réels soient attribués au maire et aux échevins, soit quinze cents dollars pour le maire et six cents dollars pour les échevins; qu'une taxe d'eau soit imposée sur les lots vacants; qu'un espace de terrain soit prévu pour les fins de stationnement des véhicules-moteurs; qu'une loi lui accorde le droit de supprimer les nuisances publiques; que l'article 526-A, 2-3 Elizabeth II 1954 soit remplacé par l'article 526 de la loi des cités et villes en y ajoutant un maximum de trois cents dollars au lieu de deux cents dollars,

George VI, chapter 89; authorization to sell lot 1-41 of the official Cadastre of the parish of Pointe-Claire; and for other purposes.

Montreal, November 13th, 1958.

LACROIX, VIAU & POUPART.
49189-47-4-o Attorneys for the Petitioner.

Public notice is hereby given that the town of Fort Chambly will apply to the legislature of the Province of Quebec, at its present Session, for the passing of an act to establish an industrial fund and for all other purposes.

Montreal, November 13th, 1958.

TREMBLAY, MONK, FORGET,
BRUNEAU & BOIVIN,
49190-47-4-o Attorneys for Fort Chambly.

Public notice is by these presents given that Charles Édouard Boisvert, in religion, Brother Memmas-Omer, Provincial Superior for the religious district of Trois-Rivières of "L'Institut des Frères des Écoles Chrétiennes", will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session to:

a) establish in the dioceses of Nicolet, of Trois-Rivières and of that part of the diocese of Quebec comprising the provincial counties of Mégantic and of Lotbinière, an independent and autonomous corporation;

b) for all other purposes;

Trois-Rivières, November 14, 1958.

MÉTHOT & MÉTHOT,
49191-47-4-o Attorneys for the petitioner.

Canada — Province of Quebec

Public notice is hereby given that the corporation for the municipality of Brebœuf, in the county of Terrebonne, Province of Quebec, will apply to the present session of the Legislative Assembly of Quebec for the purpose of obtaining an act to annex to its territory lots, numbers 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 and 10 of range number 2, township Clyde, lots numbers 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 and 10 of range west, township Clyde, and numbers 1A, 1B, 2 and 3 of range east, township Clyde, which territory presently forms part of the corporation of the municipality of la Conception in the Labelle County.

Saint-Jérôme, November 14, 1958.

THINEL AND FILFE,
49192-47-4 Attorneys for the petitioner.

Public notice is hereby given that the Municipal Corporation of the town of St-Felicien, in the county of Roberval, will apply to the legislature of the Province of Quebec, during the present session, praying for the amendment of the law 13 George VI, 1949, in compliance with the law provisions of retail sales tax act (Revised Statutes, 1941, chapter 88 and his amendments); to borrow a sum, not exceeding one hundred thousand dollars for industrial purposes, by by-law approved in accordance with the law respecting loan by-laws in municipalities; that the mayor and the aldermen, for entertainment expenses, in addition to actual disbursements, shall receive an annual sum of fifteen hundred dollars for the mayor and the aldermen, shall receive a sum of six hundred dollars; to impose a water rate upon the not built lots; to approve parking lots for the cars; to abolish public nuisances; that the article 526-A, 2-3 Elizabeth II 1954 be replaced by the article 526 of the law provisions of the towns and the cities by adding

pour tout vendeur ambulant vendant au détail dans les limites de la municipalité, qui n'a ni résidence, ni place d'affaires dans ladite municipalité; qu'une pension annuelle s'excédant pas six cents dollars soit versée à tout membre du Conseil de ville et du village de St-Félicien, qui aura siégé pour une période de 18 ans auxdits conseils de ville et village desdites municipalités; qu'il lui soit permis de composer le rôle d'évaluation sur fiches ou feuilles mobiles; que toutes les infractions aux lois municipales ou autres soient signifiées par lettres recommandées.

Roberval, ce 18 octobre 1958.

Le Procureur de la pétitionnaire,
49216-47-4-o PIERRE BÉDARD, avocat.

a maximum of three hundred dollars instead of two hundred dollars, from pedlars, selling retail goods within the limits of the said municipality; to permit a retiring pension annually for a member of the municipal council of the city and the parish of St-Felicien, who has hold office for at least eighteen years; to approve that the valuation roll be composed tof-indes-cards or loose leaves; that the municipal summons be communicated by registered letters to avoid non necessary legal cost.

Roberval, this 18th of October, 1958.

PIERRE BÉDARD, advocate,
49216-47-4-o Attorney for the petitioner.

Avis public est par les présentes donné que le Conseil municipal de la corporation de la paroisse de Ste-Dorothée, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à la présente session, pour obtenir l'adoption d'une loi pour ériger son territoire en ville sous le nom de "Ville de Ste-Dorothée" et pour l'obtention de certains pouvoirs dont: Fixer la date et les modalités des élections; réglementer les constructions; taxation pour l'enlèvement des vidanges, réglementer les permis de construction; réglementer les attroupements; réglementer les plages et la location des embarcations; pouvoir au coût d'ouverture, de construction et d'entretien des rues; réglementer la subdivision des lots; réglementer l'heure à laquelle les enfants âgés de moins de 12 ans doivent réintégrer leur domicile; pourvoir à la construction ou acquisition de tout aqueduc et à l'imposition d'une taxe pour en payer le coût; réglementer les restaurants ambulants; réglementer les taxis; faire des dons aux œuvres de charité; définir les terres en culture; pouvoir continuer à faire partie de la corporation du comté de Laval; garder jusqu'à la confection du prochain rôle d'évaluation la qualification foncière actuelle en vigueur; et pour autres fins.

Montréal, ce 19 novembre 1958.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
ROBERT HODGE, C.R.,
49237-47-4-o ADOLPHE PRÉVOST.

Public notice is hereby given that the municipal council of the corporation of the parish of Ste-Dorothée will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, to obtain the adoption of an Act to erect its territory into a town under the name of "Town of Ste-Dorothée", and for the obtention of certain powers, as: to fix the date and conditions of elections; to regulate building; taxation for the removal of garbage, to regulate building permits; to regulate unlawful assemblies; to regulate beaches and the location of embarcations; to provide for the cost of opening, construction and the maintenance of streets; the to regulate the subdivision of lots; to regulate the hour at which children under 12 years of age should return home; to provide for the construction or acquisition of any aqueduct and the imposition of a tax for the cost thereof; to regulate ambulating restaurants; to regulate taxis; the giving of gifts for works of charity; to define farms under cultivation; to be able to continue to form part of the corporation of the county of Laval; to keep, until the making-up of the next valuation roll the qualification of the land taxes presently in force; and for other purposes.

Montreal, November 19, 1958.

ROBERT HODGE, Q.C.,
ADOLPHE PRÉVOST,
49237-47-7-4 Attorneys for the petitioner.

Avis public est par les présentes donné que Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Sainte-Geneviève, numéro 1 (Village), dans le comté de Jacques-Cartier, s'adresseront à la Législature provinciale, à sa présente session, aux fins d'obtenir le pouvoir d'imposer une taxe de vente de deux pour cent (2%) dite taxe d'éducation, dans les limites de leur territoire, et pour toutres fins.

Montréal, ce 11 novembre 1958.

Le Procureur des pétitionnaires,
49238-47-4-o ROBERT HODGE, C.R.

Public notice is hereby given that the school commissioners for the municipality of Sainte-Genevieve, number 1 (village), in the county of Jacques-Cartier, will apply to the Provincial Legislature at its present session, for the purposes obtaining the power of imposing a sales tax of two percent (2%) called education tax within the limits of their territory, and for all other purposes.

Montreal, November 11, 1958.

ROBERT HODGE, Q.C.,
49238-47-4 Attorney for the petitioners.

Avis public est par les présentes donné que Dame Eugénie Guilbeault, Jean-Paul Guilbeault, Monique Guilbeault et Marc Guilbeault s'adresseront à la Législature provinciale, à sa présente session, aux fins d'obtenir l'adoption d'une loi demandant l'expiration de la fiducie numéro un créée par la loi 11 George VI, chapitre 142, et d'ordonner aux fiduciaires de remettre aux bénéficiaires les actifs de ladite fiducie et pour toutres autres fins.

Montréal, ce 22 octobre 1958.

Les Procureurs des pétitionnaires,
ROLAND LAFONTAINE, C.R.,
49239-47-4-o ROBERT HODGE, C.R.

Public notice is hereby given that Dame Eugénie Guilbeault, Jean-Paul Guilbeault, Monique Guilbeault and Marc Guilbeault, will apply to the Provincial Legislature, at its present session, in order to obtain the adoption of an act requesting the termination of Trust number one created by act 11 George VI, chapter 142, and to order the trustees to hand over to the beneficiaries the assets of said Trust and for all other purposes.

Montreal, this October 22, 1958.

ROLAND LAFONTAINE, Q.C.,
ROBERT HODGE, Q.C.,
49239-47-4 Attorneys for the petitioners.

Avis public est par les présentes donné que Les Commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de St-Raphaël de l'Ile Bizard s'adresseront à la Législature Provinciale, à sa présente session, aux fins d'obtenir le pouvoir d'imposer une taxe de vente de deux pour cent (2%), dite taxe d'éducation, dans les limites de leur territoire, et pour toutes autres fins.

Montréal, ce 11 novembre 1958.

Le Procureur des pétitionnaires,
49240-47-4-o ROBERT HODGE, C.R.

Public notice is hereby given that the School Commissioners for the municipality of the parish of St. Raphaël de l'Ile Bizard, will apply to the Provincial Legislature, at its present session, in order to obtain the power to impose a sales tax of two per cent (2%), called education tax, within the limits of their territory, and for all other purposes.

Montreal, this November 11, 1958.

ROBERT HODGE, Q.C.,
49240-47-4 Attorney for the Petitioners.

AVIS PUBLIC SUPPLÉMENTAIRE

Nouvel avis public est par les présentes donné que la ville de Beauceville s'adressera de plus à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, pour les fins suivantes:

1° Autoriser l'imposition d'une taxe de vente de deux pour cent (2%) et d'une taxe d'éducation de un pour cent (1%) dans les limites de la ville de Beauceville, de la municipalité de St-François-Ouest, et de la municipalité de St-François de Beauce;

2° Définir de quelle façon se fera le partage de la taxe de vente et de la taxe d'éducation perçues dans lesdits territoires, et dans le territoire de la ville de Beauceville-Est.

Beauceville, ce 18 novembre 1958.

Le Procureur de la pétitionnaire,
49241-47-4-o (Signé) MARCEL BLAIS.

SUPPLEMENTARY PUBLIC NOTICE

Further public notice is hereby given that the town of Beauceville will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the following purposes:

1. Authorize the levying of a sales tax of two per cent (2%) and an educational tax of one per cent (1%) within the limits of the town of Beauceville, the municipality of St. François-West, and the municipality of St. François de Beauce;

2. Define the manner in which the sharing will be made of the proceeds from the sales tax and education tax collected in said territories, and in the territory of the town of Beauceville-East.

Beauceville, November 18, 1958.

(Signed) MARCEL BLAIS,
49241-47-4 Attorney for the petitioner.

Lettres patentes

(P.G. 13655-58)

Allard Bay Mines Limited
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze octobre 1958, constituant en corporation: John Henry Ernest Colby, Michael Edgar Rioux, George Jersy Szablowski, avocats, Galen Lee Prime, gérant, tous quatre de Montréal et Marc Brière, avocat, de Dorion-Vaudreuil, pour les objets suivants:

Faire des recherches et explorations afin de découvrir des mines et minerais, y compris le gaz naturel, pétrole, huile, leurs produits et sous-produits et les négocier, sous le nom de "Allard Bay Mines Limited" (No Personal Liability), avec un capital total de $3,000,000, divisé en 3,000,000 d'actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49243 P. FRENETTE.

(P.G. 13533-58)

Allumette Hotels Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

Letters Patent

(A.G. 13655-58)

Allard Bay Mines Limited
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of October, 1958, incorporating: John Henry Ernest Colby, Michael Edgar Rioux, George Jersy Szablowski, advocates, Galen Lee Prime, manager, all four of Montreal, and Marc Brière, advocate, of Dorion-Vaudreuil, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals, including natural gas, petroleum, oil and their products and by-products and to deal with the same, under the name of "Allard Bay Mines Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of $3,000,000, divided into 3,000,000 common shares of a par value of $1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49243-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13533-58)

Allumette Hotels Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre octobre 1958, constituant en corporation: Don O. McLean, comptable agréé, de la ville d'Aylmer, Paul-A. Martineau, avocat, du village de Campbell's Bay et Joan Romain, secrétaire, fille majeure, de Fort Coulonge, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'hôtellerie, taverne, auberge et ou restaurant ou toute combinaison d'iceux, sous le nom de "Allumette Hotels Incorporated", avec un capital total de $1,000, divisé en 10 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera au village de Campbell's Bay, district judiciaire de Pontiac.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,

49243 P. FRENETTE.

(P.G. 13499-58)

Aresville Housing Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux octobre 1958, constituant en corporation: Samuel Greenblatt, avocat, Gabriel Glazer, étudiant en droit, Peter R. Vineberg, comptable, et Anne Zifkin, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, construction et amélioration, sous le nom de "Aresville Housing Corp.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 6555 Boulevard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,

49243 P. FRENETTE.

(P.G. 11025-58)

Association des Écoles de Conduite de la Province de Québec
Driving School Association of the Province of Quebec

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un octobre 1958, constituant en corporation sans capital-actions: William Mimee, Farkas Arpat Homonnay, Paul Vanka, Leonard Lauzon, William Burrill et Alexander Gerle, tous gérants, de Montréal, pour les objets suivants:

Raffermir les relations entre les propriétaires d'écoles de conduite de la province de Québec, sous le nom de "Association des Écoles de Conduite de la Province de Québec — Driving School Association of the Province of Quebec."

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est $50,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,

49243 P. FRENETTE.

Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of October, 1958, incorporating: Don O. McLean, chartered accountant, of the town of Aylmer, Paul-A. Martineau, advocate, of the village of Campbell's Bay, and Joan Romain, secretary, spinster, of the village of Fort Coulonge, for the following purposes:

To carry on the business of hotel, tavern, public house and, or restaurant or any combination thereof, under the name of "Allumette Hotels Incorporated", with a total capital stock of $1,000, divided into 10 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at village of Campbell's Bay, judicial district of Pontiac.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of October, 1958.

P. FRENETTE,

49243-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13499-58)

Aresville Housing Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of October, 1958, incorporating: Samuel Greenblatt, advocate, Gabriel Glazer, law student, Peter R. Vineberg, accountant, and Anne Zifkin, secretary, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and improvement company, under the name of "Aresville Housing Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 6555 St. Lawrence Blvd., Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of October, 1958.

P. FRENETTE,

49243-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11025-58)

Association des Écoles de Conduite de la Province de Québec
Driving School Association of the Province of Quebec

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of October, 1958, to incorporate as a corporation without share capital: William Mimee, Farkas Arpat Homonnay, Paul Vanka, Leonard Lauzon, William Burrill and Alexander Gerle, all managers, of Montreal, for the following purposes:

To strenghten the relations between the owners of driving schools of the Province of Quebec, under the name of "Association des Écoles de Conduite de la Province de Québec — Driving School Association of the Province of Quebec".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold, is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of October, 1958.

P. FRENETTE,

49243-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12277-58)

Association des Propriétaires du Nord-Est de Saint-Laurent

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois octobre 1958, constituant en corporation sans capital-actions: Paul Robitaille, avocat et conseil en loi de la reine, Jules Vincent, courtier d'assurances, Edgar McCallum, ingénieur, Léo Labrosse, chef comptable, et Robert Lévesque, comptable agréé, tous de St-Laurent, pour les objets suivants:

Grouper en association les propriétaires-résidents de la partie nord-est de la cité de Saint-Laurent en vue de veiller à leurs intérêts sociaux et économiques communs, de promouvoir le développement et le progrès de ce secteur, ainsi que le bien-être de ceux qui l'habitent, sous le nom de "Association des Propriétaires du Nord-Est de Saint-Laurent".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $25,000.

Le siège social de la corporation sera à Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,

49243-o P. FRENETTE.

(P.G. 13718-58)

A-1 Construction Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt octobre 1958, constituant en corporation: Samuel Chait, avocat, John Hamilton, secrétaire, tous deux de Montréal, et Harry L. Aronovitch, avocat, de la ville Côte St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de terrains, construction et amélioration, sous le nom de "A-1 Construction Ltée", avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $1 chacune et 36,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Dorval, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,

49243 P. FRENETTE.

(P.G. 13559-58)

Bellevue Parking Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt octobre 1958, constituant en corporation: Mortimer S. Smith, avocat, Shirley Simon, secrétaire et Ellen Haggenmueller, commis, toutes deux filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des parcs de stationnement, sous le nom de "Bellevue Parking Inc.", avec un capital total de $20,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et 15,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,

49243 P. FRENETTE.

(A.G. 12277-58)

Association des Propriétaires du Nord-Est de Saint-Laurent

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of October 1958, to incorporate as a corporation without share capital: Paul Robitaille, advocate and Queen's Counsel, Jules Vincent, insurance broker, Edgar McCallum, engineer, Léo Labrosse, chief accountant, and Robert Lévesque, chartered accountant, all of St. Laurent, for the following purposes:

To group into an association the owners of residences located in the northeasterly part of the city of Saint Laurent for the purpose of looking after their common interests both social and economic, further the development of the said district, as well as the welfare of those residing therein, under the name of "Association des Propriétaires du Nord-Est de Saint-Laurent".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $25,000.

The head office of the Corporation will be at Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of October, 1958.

P. FRENETTE,

49243 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13718-58)

A-1 Construction Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of October, 1958, incorporating: Samuel Chait, advocate, John Hamilton, secretary, both of Montreal, and Harry L. Aronotvitch, advocate, of the town of Côte St. Luc, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "A-1 Construction Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $1 each and 36,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Dorval, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of October, 1958.

P. FRENETTE,

49243-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13559-58)

Bellevue Parking Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of October, 1958, incorporating: Mortimer S. Smith, advocate, Shirley Simon, secretary, and Ellen Haggenmueller, clerk, both filles majeures, all of Montreal, for the following purposes:

To operate parking lots, under the name of "Bellevue Parking Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and 15,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of October, 1958.

P. FRENETTE,

49243-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12906-58)

Berger Products Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six octobre 1958, constituant en corporation: Kormel Berger, Sidney Berger et Albert Demsky, tous manufacturiers, de Maspeth, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de machinerie et appareils électriques, sous le nom de "Berger Products Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49243 P. FRENETTE.

(A.G. 12906-58)

Berger Products Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of October, 1958, incorporating: Kornel Berger, Sidney Berger and Albert Demsky, all manufacturers, of Maspeth, for the following purposes:

To manufacture and deal in machinery and electrical products, under the name of "Berger Products Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of a par value of $100 each and 200 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49243-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13587-58)

Biltmore Realties Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf octobre 1958, constituant en corporation: Reuben Spector, Dov Kravetz et Ben Schecter, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'agents d'immeubles, sous le nom de "Biltmore Realties Inc.", avec un capital total de $25,000, divisé en 25,000 actions d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 414 ouest, rue St-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49243 P. FRENETTE.

(A.G. 13587-58)

Biltmore Realties Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of October, 1958, incorporating: Reuben Spector, Dov Kravetz and Ben Schecter, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as real estate agents, under the name of "Biltmore Realties Inc.", with a total capital stock of $25,000, divided into 25,000 shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at 414 St. James Street, West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49243-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13612-58)

Colonial Distribution Coloniale Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze octobre 1958, constituant en corporation: J.-Alfred Drouin, gérant de bureau, Jean-Paul Bernier, avocat, et Céline Morand, secrétaire, célibataire, tous de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de produits, articles et marchandises faits, en tout ou en partie, de cuir, caoutchouc, métal, métalloïde, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textile, verre et leurs sous-produits, de merceries, animaux, minéraux, pierres précieuses, liqueurs douces, livres et périodiques, peintures, travaux d'art, produits comestibles, chimiques et de beauté, produits de la terre, de la mer et des forêts, sous le nom de "Colonial Distribution Coloniale Inc.", avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Joseph d'Alma, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le onze octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49243-o P. FRENETTE.

(A.G. 13612-58)

Colonial Distribution Coloniale Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of October, 1958, incorporating: J.-Alfred Drouin, office manager, Jean-Paul Bernier, advocate, and Céline Morand, secretary, spinster, all of Quebec, for the following purposes:

To deal in products, articles and merchandise wholly or partly made up of leather, rubber, metal, metalloids, wood, paper, nylon, plastic, fur, textile, glass and the by-products thereof, small wares, animals, minerals, precious stones, soft drinks, books and periodicals, paintings, works of art, foodstuff, chemical and beauty products, those of the earth, sea and forest, under the name of "Colonial Distribution Coloniale Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 shares of $100 each.

The head office of the company will be at St. Joseph d'Alma, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49243 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13588-58)

Columbian Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf octobre 1958, constituant en corporation: Jack Lightstone, Marvin Riback, avocats, et Ben Smiley, marchand, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Columbian Investment Corporation", avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49243 P. FRENETTE.

(A.G. 13588-58)

Columbian Investment Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of October, 1958, incorporating: Jack Lightstone, Marvin Riback, advocates, and Ben Smiley, merchant, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Columbian Investment Corporation", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49243-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13455-58)

Curtis Claims Bureau Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt octobre 1958, constituant en corporation: Gilles Lalonde, ajusteur, de Westmouht, Gordon McKay, de Montréal, et Paul Trépanier, de Lachine, tous deux avocats, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'enquêteurs, d'évaluateurs, d'ajusteurs, d'agents et de courtiers dans toutes les affaires d'assurance et de toutes sortes de biens meubles et immeubles, sous le nom de "Curtis Claims Bureau Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et en 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 276, rue St-Jacques, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49243-o P. FRENETTE.

(A.G. 13455-58)

Curtis Claims Bureau Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of October, 1958, incorporating: Gilles Lalonde, adjuster, of Westmount, Gordon McKay, of Montreal, and Paul Trépanier, of Lachine, both advocates, for the following purposes:

To carry on the operations of investigators, appraisers, adjusters, agents and brokers in all insurance businesses and real estate and immoveables of every nature and kind, under the name of "Curtis Claims Bureau Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,500 common shares of a par value of $10 each and 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 276 St. James Street, West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49243 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13695-58)

Delisle Électronique Drummondville Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettre spatentes, en date du dix-sept octobre 1958, constituant en corporation: Maurice Martel, avocat, Lucille Roy et Louise Bourdon, secrétaires, célibataires, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce d'appareils, machines, articles, outillages, dispositifs et accessoires électriques et/ ou électroniques, de produits, articles et marchandises faits, en tout ou en partie, de cuir, caoutchouc, métal, métalloïde, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textile, verre et leurs sous-produits, de merceries, animaux, minéraux, pierres précieuses, liqueurs douces, livres et périodiques, peintures, travaux d'art, produits comestibles chimiques et de beauté, produits de la terre, de la mer et des forêts; exercer les opérations d'une compagnie de portefeuille ("holding"), sous le nom de "Delisle Électronique Drummondville Ltée", avec un capital total de $240,000, divisé en 2,000 actions

(A.G. 13695-58)

Delisle Électronique Drummondville Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of October, 1958, incorporating: Maurice Martel, advocate, Lucille Roy and Louise Bourdon, secretaries, spinsters, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in apparatus, machines, articles, equipment, electrical and/ or electronic devices and accessories, products, articles and merchandise wholly or partly made of leather, rubber, metal, metallood, wood, paper, nylon, plastic, fur, textile, glass and the by-products thereof, small wares, animals, minerals, precioux stones, soft drinks, books and periodicals, paintings, works of art, foodstuffs, chemical and beauty products, those of the earth, sea and forest; carry on the operations of a holding company, under the name of "Delisle Électronique Drummondville Ltée", with a total capital stock of $240,000, divided into 2,000 common shares of a par value of $10 each, 2,000 preferred

communes d'une valeur au pair de $10 chacune, 2,000 actions privilégiées classe "A" d'une valeur au pair de $10 chacune et en 20,000 actions privilégiées classe "B" d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49243 P. FRENETTE.

shares Class "A" of a par value of $10 each, 20,000 preferred shares Class "B" of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Drummondville, judicial district of Arthabsaka.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49243 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13685-58)

De Salaberry Park Apartments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept octobre 1958, constituant en corporation: Harold Tarder, Harry Tarder, marchands, Sarah Tarder, ménagère, épouse séparée de biens dudit Harry Tarder, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, Archie Tarder, vendeur, et Mortimer Tarder, étudiant, tous de St-Laurent, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de terrains, construction et amélioration, sous le nom de "De Salaberry Park Apartments Ltd.", avec un capital total de $70,000, idvisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49243 P. FRENETTE.

(A.G. 13685-58)

De Salaberry Park Apartments Ltd.

Notice is heregy given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of October, 1958, incorporating: Harold Tarder, Harry Tarder, merchants, Sarah Tarder, housewife, wife separate as to property of the said Harry Tarder, and duly authorized by him for the purposes of these presents, Archie Tarder, salesman, and Mortimer Tarder, student, all of St. Laurent, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "De Salaberry Park Apartments Ltd.", with a total capital stock of $70,000, divided into 4,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49243-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13396-58)

Distribution Phyto Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze octobre 1958, constituant en corporation: David Belhumeur, Maurice Bettez, tous deux comptables agréés, et Gaston Bellerive, comptable, tous des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Sujet aux dispositions de la Loi de pharmacie de Québec, exercer l'industrie et le commerce de spécialités médicales et de préparations pharmaceutiques et médicales de toutes sortes, sous le nom de "Distribution Phyto Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera au Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49243-o P. FRENETTE.

(A.G. 13396-58)

Distribution Phyto Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of October, 1958, incorporating: David Belhumeur, Maurice Bettez, both chartered accountants, and Gaston Bellerive, accountant, all of Trois-Rivières, for the following purposes:

Subject to the Quebec Pharmacy Act, carry on the business of and deal in patent medicines, pharmaceutical and medical preparations of every nature and kind, under the name of "Distribution Phyto Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49243 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13371-58)

Du Per Le Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept octobre 1958, constituant en corporation: J.-Sarto Perrault, distributeur, Maurice

(A.G. 13371-58)

Du Per Le Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of October, 1958, incorporating: J.-Sarto Perreault, distributor, Maurice Dupras, insu-

Dupras, courtier en assurance, et Roger Leblanc, vendeur d'automobiles, tous de St-Jérôme, pour les objets suivants:

Faire affaires généralement comme entrepreneurs et conseillers en publicité, sous le nom de "Du Per Le Ltée", avec un capital total de $39,000, divisé en 390 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Antoine-des-Laurentides, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49243-o P. FRENETTE.

(P.G. 13035-58)

Ebena of Canada Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois octobre 1958, constituant en corporation: Bernard Nantel, de Westmount, Maurice Mercure, de Ville Mont-Royal, et André Surprenant, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme importateurs, exportateurs et marchands de verrerie, porcelaine, vaisselle, faïence, céramique, meubles et de toutes sortes d'accessoires de ménage et de bureau, sous le nom de "Ebena of Canada Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 500 actions privilégiées de $20 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1638, rue Sherbrooke, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49243-o P. FRENETTE.

(P.G. 12394-58)

Eldorado Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre octobre 1958, constituant en corporation: Roland Robillard, avocat, Andrée Dostaler, ménagère, épouse séparée de biens dudit Roland Robillard, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de Rosemère, et René Beaudry, avocat, de Verdun, pour les objets suivants:

Effectuer tous genres de transactions immobilières et exercer le commerce d'entrepreneurs généraux, sous le uom de "Eldorado Investment Corporation", avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49243-o P. FRENETTE.

(P.G. 13394-58)

Eudes Automobiles Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

rance broker, and Roger Leblanc, automobile salesman, all of St-Jérôme, for the following purposes:

To carry on generally as contractors and councillors in publicity, under the name of "Du Per Le Ltée", with a total capital stock of $39,000, divided into 390 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Saint-Antoine-des-Laurentides, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49243 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13035-58)

Ebena of Canada Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of October, 1958, incorporating: Bernard Nantel, of Westmount, Maurice Mercure, of the Town of Mount Royal, and André Surprenant, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To carry on business as importers, exporters and merchant dealing in glass, porcelain, china, crockery, ceramics, furniture and household and office accessories of every nature and king, under the name of "Ebena of Canada Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of $100 each and 500 preferred shares of $20 each.

The head office of the company will be at 1638 Sherbrooke Street, West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49243 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12394-58)

Eldorado Investment Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of October 1958, incorporating: Roland Robillard, advocate, Andrée Dostaler, housewife, wive separate as to property of the said Roland Robillard, and duly authorized by him for the purposes therein, both of Rosemere, and René Beaudry, advocate, of Verdun for the following purposes:

To carry out real estate transactions of all kinds and carry on business as general contractors, under the name of "Eldorado Investment Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49243 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13394-58)

Eudes Automobiles Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of

du premier octobre 1958, constituant en corporation: Jean-Paul Dansereau, Jean-Paul Grégoire et André Duceppe, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme vendeurs d'automobiles et comme garagistes, sous le nom de "Eudes Automobiles Ltée", avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49243-o P. FRENETTE.

(P.G. 13639-58)

Fernand Trudeau Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize octobre 1958, constituant en corporation: Fernand Trudeau, entrepreneur-électricien, Bernard-M. Deschênes, Claude Harbeck, avocats, tous trois de Montréal, et Philippe Gélinas, avocat, d'Outremont, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens et entrepreneurs généraux en construction; exercer l'industrie et le commerce d'appareils et accessoires électriques, sous le nom de "Fernand Trudeau Ltée", avec un capital total de $40,000, divisé en 2,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et en 150 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie srea à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49243-o P. FRENETTE.

(P.G. 12253-58)

Gérard Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre octobre 1958, constituant en corporation: Jean-Paul Dansereau, André Duceppe et Jean Allaire, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et comme courtiers et agents d'immeubles, sous le nom de "Gérard Construction Inc.", avec un capital divisé en 2,000 actions sans valeur au pair, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera d'au moins $10,000.

Le siège social de la compagnie sera à Ville Mont-Royal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49243-o P. FRENETTE.

(P.G. 13720-58)

Gigi Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt octobre 1958, constituant en corpora-

October, 1958, incorporating: Jean-Paul Dansereau, Jean-Paul Grégoire and André Duceppe, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as automobile salesmen and garage keepers, under the name of "Eudes Automobiles Ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49243 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13639-58)

Fernand Trudeau Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of October, 1958, incorporating: Fernand Trudeau, contracting-electricien, Bernard-M. Deschênes, Claude Harbeck, advocates, all three of Montreal, and Philippe Gélinas, advocate, of Outremont, for the following purposes:

To carry on business as electricians and general building contractors, to operate an industry and business dealing in apparatus and electrical accessories, under the name of "Fernand Trudeau Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,500 common shares of a par value of $10 each and into 150 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49243 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12253-58)

Gérard Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of October, 1958, incorporating: Jean-Paul Dansereau, André Duceppe and Jean Allaire, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and as brokers and real estate agents under the name of "Gérard Construction Inc.", with a capital stock divided into 2,000 shares without par value and the amount with which the company start its operations shlal be at least $10,000.

The head office of the company will be at the town of Mount-Royal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49243 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13720-58)

Gigi Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of October, 1958, incorporating: Abraham

tion: Abraham Jacob Rosenstein, Jack B. Bobrove, avocats, et Earl Kruger, notaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements pour dames et enfants, sous-vêtements, nouveautés, parfums, cosmétiques, sacs à main et marchandises similaires, sous le nom de "Gigi Incorporated", avec un capital total de $30,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1117 ouest, rue Ste-Catherine, chambre 208 Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49243 P. FRENETTE.

(P.G. 13679-58)

G.M.F. Holding Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize octobre 1958, constituant en corporation: Roger Beaulieu, Pierre Cimon et Eugène Jurisic, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de contrôle, de gestion et d'investissement, sous le nom de "G.M.F. Holding Corporation", avec un capital total de $30,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 250 actions privilégiées de une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49243-o P. FRENETTE.

(P.G. 13589-58)

Hart Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf octobre 1958, constituant en corporation: Seymour Machlovitch, Harry Blank, avocats, de Montréal et Morris Shuter, comptable, de St-Laurent, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de portefeuille, sous le nom de "Hart Holdings Ltd.", avec un capital total de $6,000 divisé en 6,000 actions de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49243 P. FRENETTE.

(P.G. 13637-58)

Ideal Handbags Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize octobre 1958, constituant en corporation: Louis Freedman, de Ville Côte St-Luc, Bernard Lefebvre, de Laprairie, tous deux conseils en loi de la Reine, Irwin Aaron Frankel, de Ville Mont-

Jacob Rosenstein, Jack B. Bobrove, advocates, and Earl Kruger, notary, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in women's and children's wearing apparel, underclothing, millinery, perfumes, cosmetics, handbags and similar merchandise, under the name of "Gigi Incorporated", with a total capital stock of $30,000, divided into 100 common shares of a par value of $100 each and 200 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 1117 St. Catherine Street, West, Room 208, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49243-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13679-58)

G.M.F. Holding Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of October, 1958, incorporating: Roger Beaulieu, Pierre Cimon and Eugène Jurisic, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To operate a control, administrative and investment company under the name of "G.M.F. Holding Corporation", with a total capital stock of $30,000, divided into 5,000 common shares of a par value of $1 each and into 250 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49243 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13589-58)

Hart Holdings Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutneant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of October, 1958, incorporating: Seymour Machlovitch, Harry Blank, advocates, of Montreal, and Morris Shuter, accountant, of St. Laurent, for the following purposes:

To carry on the business of a holding company, under the name of "Hart Holdings Ltd.", with a total capital stock of $6,000, divided into 6,000 shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49243-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13637-58)

Ideal Handbags Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of October, 1958, incorporating: Louis Freedman, of the town of Côte St. Luc, Bernard Lefebvre, of Laprairie, both Queen's Counsel, Irwin Aaron Frankel, of the town of Mount

Royal, tous trois avocats et Sadie Gersovitz, secrétaire, fille majeure, de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et exercer le commerce de sacoches, bourses, portefeuilles, ceintures, sacs, malles, valises et vêtements, sous le nom de "Ideal Handbags Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 6628 rue St-Hubert, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49243 P. FRENETTE.

(P.G. 13265-58)

Ideal Litho Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre octobre 1958, constituant en corporation: Michel Côté, avocat, de Rosemère, Paul Choquette, comptable, et Bernard Dorais, avocat, de Ste-Thérèse-de-Blainville, pour les objets suivants:

Exercer les commerces d'imprimeurs, éditeurs, papetiers, lithographes, graveurs, relieurs, libraires, fondeurs et typographes; exercer l'industrie et le commerce d'articles et ameublements de bureaux, sous le nom de "Ideal Litho Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49243-o P. FRENETTE.

(P.G. 13319-58)

Immeubles Charlesbourg Ltée
Charlesbourg Realties Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux octobre 1958, constituant en corporation: Madame vve Georgiana Paquet Drouin, ménagère, d'Orsainville, George Drouin, machiniste, de Montréal, Pierre Drouin, étudiant, et Fernand Drouin, comptable agréé, de Québec, pour les objets suivants:

Exercer généralement le commerce, les fonctions et les pouvoirs d'une compagnie de placements et d'immeubles, sous le nom de "Immeubles Charlesbourg Ltée — Charlesbourg Realties Ltd.", avec un capital total de $25,000, divisé en 250 action sde $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 93, 2ième rue, est, Orsainville, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49243-o P. FRENETTE.

(P.G. 13666-58)

Industrial Estates Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

Royal, all three advocates, and Sadie Gersovitz, secretary, spinster, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in handbags, purses, pocket-books, belts, bags, trunks, valises and wearing apparel, under the name of "Ideal Handbags Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 6628 St. Hubert Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49243-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13265-58)

Ideal Litho Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of October, 1958, incorporating: Michel Côté, advocate, of Rosemère, Paul Choquette, accountant, and Bernard Dorais, advocate, of Ste. Thérèse-de-Blainville, for the following purposes:

To carry on the business of printers, publishers, paper-makers, lithographers, engravers, binders, stationers, founders and typographers; carry on the business of an deal in office furniture and supplies, under the name of "Ideal Litho Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49243 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13319-58)

Immeubles Charlesbourg Ltée
Charlesbourg Realties Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of October, 1958 incorporating: Mrs. widow Georgiana Paquet Drouin, housewife, of Orsainville, Georges Drouin, machinist, of Montreal, Pierre Drouin, student, and Fernand Drouin, chartered accountant, of Quebec, for the following purposes:

To carry on a business dealing generally in the functions and powers of an investment and real estabe company under the name of "Immeubles Charlesbourg Ltée—Charlesbourg Realties Ltd.", with a total capital stock of $25,000, divided into 250 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 93, 2nd Street, East, Orsainville, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49243 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13666-58)

Industrial Estates Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

province de Québec des lettres patentes, en date du quinze octobre 1958, constituant en corporation: B. Robert Benson, avocat, Yvonne Bélanger et Sylvia Vineberg, secrétaires, filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, construction et développement, sous le nom de "Industrial Estates Ltd.", avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49243 P. FRENETTE.

(P.G. 13692-58)

Jewish Congregation of St. Martin

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept octobre 1958, constituant en corporation sans capital-actions: Joe Spector, Normie Gurevitch, Aaron Goldberg, Sydney Berkson, vendeurs, James Silver, expéditeur, Abe Wineck, fabricant, Sam Chadnick, gérant, Adolph Wolfman, gérant de bureau, Gerry Sacks, comptable, et Bernie Lederman, ingénieur, tous de St-Martin, pour les objets suivants:

Établir une synagogue où les exercices seront exécutés conformément à l'interprétation juive de la Loi hébraïque, sous le nom de "Jewish Congregation of St. Martin."

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est $100,000.

Le siège social de la corporation sera à ville St-Martin, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49243 P. FRENETTE.

(P.G. 11822-58)

La Ligue des Propriétaires de Melocheville Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt octobre 1958, constituant en corporation sans capital-actions: Joël Leduc, rentier, Dr Masteaï Brault, médecin, Gérard Montpetit, marchand, Roch Pilon, contremaître, Edgar Loiselle, garagiste, René Surprenant, opérateur de phonographes, Léopold Allard, restaurateur, Fernand Montpetit, Ovide Daoust, tous deux cultivateurs, et Guy Beauchamp, comptable, tous de Melocheville, pour les objets suivants:

Défendre les intérêts des propriétaires de la municipalité de Melocheville auprès des autorités municipale, scolaire, provinciale et fédérale, sous le nom de "La Ligue des Propriétaires de Melocheville Inc.".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Melocheville, district judiciaire de Beauharnois.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49243-o P. FRENETTE.

Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of October, 1958, incorporating: B. Robert Benson, advocate, Yvonne Bélanger and Sylvia Vineberg, secretaries, filles majeures, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and development company, under the name of "Industrial Estates Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49243-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13692-58)

Jewish Congregation of St. Martin

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of October, 1958, to incorporate as a corporation without share capital: Joe Spector, Normie Gurevitch, Aaron Goldberg, Sydney Berkson, salesmen, James Silver, Shipper, Abe Wineck, manufacturer, Sam Chadnick, manager, Adolph Wolfman, Office manager, Gerry Sacks, accountant, and Bernie Lederman, engineer, all of St. Martin, for the following purposes:

To establish a Synagogue where services will be conducted in accordance with the Jewish interpretation of the Hebraic law, under the name of "Jewish Congregation of St. Martin".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold, is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at the town of St. Martin, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49243-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11822-58)

La Ligue des Propriétaires de Melocheville Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of October, 1958, to incorporate as a corporation without share capital: Joël Leduc, annuitant, Dr. Masteaï Brault, physician, Gérard Montpetit, merchant, Roch Pilon, foreman, Edgar Loiselle, garage-keeper, René Surprenant, photograph operator, Léopold Allard, restaurateur, Fernand Montpetit, Ovide Daoust, both farmers, and Guy Beauchamp, accountant, all of Melocheville, for the following purposes:

To protect the interests of property-owners of the municipality of Melocheville when dealing with municipal, school, provincial and federal authorities, under the name of "La Ligue des Propriétaires de Melocheville Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Melocheville, judicial district of Beauharnois.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49243 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13535-58)

Leeming Miles Pharmaceuticals Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept octobre 1958, constituant en corporation: Harold Lande, de Westmount, Solomon Weber, d'Outremont, tous deux conseils en loi de la Reine, et Joseph Samuel Caplan, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Préparer, vendre et distribuer des drogues en gros, des produits pharmaceutiques et cosmétiques, conformément à tels permis qui peuvent être requis par la Loi, sous le nom de "Leeming Miles Pharmaceuticals Inc.", avec un capital total de $50,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et 400 actions privliégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49243 P. FRENETTE.

(A.G. 13535-58)

Leeming Miles Pharmaceuticals Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of October, 1958, incorporating: Harold Lande, of Westmount, Solomon Weber, of Outremont, both Queen's Counsel, and Joseph Samuel Caplan, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To manufacture, sell and distribute at wholesale drugs, pharmaceutical products and cosmetics, subject to such licences as may be required by law, under the name of "Leeming Miles Pharmaceuticals Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 100 common shares of $100 each and 400 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49243-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13633-58)

Le Pavillon de Normand-Ville Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize octobre 1958, constituant en corporation: Louis Normand, rentier, de la Pointe-du-Lac, Georges Normand, chirurgien, de la Banlieue des Trois-Rivières, et René Normand, pharmacien, des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Acquisition de terrains et réalisation d'un projet de construction d'habitations, sous le nom de "Le Pavillon de Normand-Ville Inc.", avec un capital total de $65,000, divisé en 650 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera aux Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le seize octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49243-o P. FRENETTE.

(A.G. 13633-58)

Le Pavillon de Normand-Ville Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of October, 1958, incorporating: Louis Normand, annuitant, of Pointe-du-Lac, Georges Normand, surgeon, on the outskirts of Trois-Rivières, and René Normand, pharmacist, of Trois-Rivières, for the following purposes:

Acquisitions of lots the realization of a project of housing construction under the name of "Le Pavillon de Normand-Ville Inc.", with a total capital stock of $65,000, divided into 650 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49243 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13476-58)

Les Entreprises Fleury Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente septembre 1958, constituant en corporation: Roland Milette, notaire, Julien Plouffe, avocat, tous deux de Montréal, et Dr Gérard Bessette, médecin, de Ville Mont-Royal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Les Entreprises Fleury Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 579, rue Fleury, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente septembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49243-o P. FRENETTE.

(A.G. 13476-58)

Les Entreprises Fleury Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of September, 1958, incorporating: Roland Milette, notary, Julien Plouffe, advocate, both of Montreal, and Dr. Gérard Bessette, physician, of the town of Mount-Royal, for the following purposes:

To operate a business as an investment company under the name of "Les Entreprises Fleury Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at 579 Fleury Street, East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of September, 1958.

P. FRENETTE,
49243 Acting Deputy Attorney Geheral.

(P.G. 13336-58)

Les Entreprises McVey Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept octobre 1958, constituant en corporation: Gérard Dumont, menuisier, Roland Alarie et Maurice Forget, bouchers, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Les Entreprises McVey Limitée", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49243-o P. FRENETTE.

(A.G. 13336-58)

Les Entreprises McVey Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of October, 1958, incorporating: Gérard Dumont, joiner, Roland Alarie and Maurice Forget, butchers, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on as general building contractors under the name of "Les Entreprises McVey Limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49243 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12726-58)

Les Industries de Verre et Miroirs Limitée
Glass & Mirrors Industries Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux octobre, 1958, constituant en corporation: Henri L'Écuyer, industriel, Léonide Rolland, ménagère, épouse judiciairement séparée de biens dudit Henri L'Écuyer, et Dr Maurice L'Écuyer, médecin, marié en séparation de biens avec Denise Laurin, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce du verre et des sous-produits du verre, sous le nom de "Les Industries de Verre et Miroirs Limitée — Glass & Mirrors Industries Limited", avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions communes de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7500, rue St-Hubert, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49243-o P. FRENETTE.

(A.G. 12726-58)

Les Industries de Verre et Miroirs Limitée
Glass & Mirrors Industries Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of October 1958, incorporating: Henri L'Écuyer, industrialist, Léonide Rolland, housewife, wife contractually separate as to property of the said Henri L'Écuyer, and Dr. Maurice L'Écuyer, physician, married in separation as to property with Denise Laurin, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in glass and the by-products thereof, under the name of "Les Industries de Verre et Miroirs Limitée — Glass & Mirrors Industries Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 com-com shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 7500 St. Hubert Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49243 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13545-58)

Les Placements Raymond Inc.
Raymond Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept octobre 1958, constituant en corporation: Armand Poupart, fils, avocat, Jacqueline Matte et Monique Duquette, sténographes, célibataires majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placements, sous le nom de "Les Placements Raymond Inc. — Raymond Investments Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions communes de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49243-o P. FRENETTE.

(A.G. 13545-58)

Les Placements Raymond Inc.
Raymond Investments Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of October 1958, incorporating: Armand Poupart, junior, advocate, Jacqueline Matte and Monique Duquette, stenographers, spinsters of full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Les Placements Raymond Inc. — Raymond Investments Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares de $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49243 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12397-58)

L. N. Noiseux Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente septembre 1958, constituant en corporation: Luc Parent, René-C. Alary, avocats, et Berthe Lafontaine, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles et faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "L. N. Noiseux Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente septembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49243-o P. FRENETTE.

(A.G. 12397-58)

L. N. Noiseux Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of September, 1958, incorporating: Luc Parent, René C. Alary, advocates, and Berthe Lafontaine, spinster of full age, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in real estate and to operate as general building contractors under the name of "L. N. Noiseux Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of September, 1958.

P. FRENETTE,
49243 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12459-58)

L'O.T.J. de Chicoutimi-Nord Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois octobre 1958, constituant en corporation sans capital-actions: Roland-O. Delorme, agent-manufacturier, Ludovic Lavoie, gérant de compagnie, et Léon Petit, rentier, tous de Chicoutimi-Nord, pour les objets suivants:

L'organisation de terrains de jeux et autres lieux d'amusement ou de formation dans la ville de Chicoutimi-Nord, sous le nom de "L'O.T.J. de Chicoutimi-Nord Inc.".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Chicoutimi-Nord, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49243-o P. FRENETTE.

(A.G. 12459-58)

L'O.T.J. de Chicoutimi-Nord Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of October, 1958, to incorporate as a corporation without share capital: Rolland O. Delorme, manufacturing agent, Ludovic Lavoie, company manager, and Léon Petit, annuitant, all of Chicoutimi-North, for the following purposes:

To organize play-grounds or other places of amusement or for formation purposes in the town of Chicoutimi-North, under the name of "L'O.T.J. de Chicoutimi-Nord Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Chicoutimi-North, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49243 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13665-58)

Montel Industries Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze octobre 1958, constituant en corporation: Monroe Abbey, de Westmount, Max Slapack, de la ville Côte St-Luc, et Gregory Charlap, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de machines, machinerie et pièces d'icelle, accessoires, instruments, dispositifs, fournitures attaches et outillage, sous le nom de "Montel Industries Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49243 P. FRENETTE.

(A.G. 13665-58)

Montel Industries Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of October, 1958, incorporating: Monroe Abbey, of Westmount, Max Slapack, of the town of Côte St. Luc, and Gregory Charlap, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in machines, machinery, parts thereof, accessories, instruments, devices, supplies, attachments and equipment, under the name of "Montel Industries Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49243-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13669-58)

Montgomery Fuels (1958) Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre octobre 1958, constituant en corporation: William Patrick Creagh, commis en Loi, de Ville Mont-Royal, Clifford George Meek, teneur de livres, de Montréal, et James Harold Stafford, commis, de Beloeil Station, pour les objets suivants:

Négocier et en général, faire le commerce de toutes sortes de combustibles, sous le nom de "Montgomery Fuels (1958) Limited", avec un capital total de $50,000, divisé en 500 actions d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49243 P. FRENETTE.

(A.G. 13669-58)

Montgomery Fuels (1958) Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of October, 1958, incorporating: William Patrick Creagh, law clerk, of the town of Mount Royal, Clifford George Meek, bookkeeper, of Montreal, and James Harold Stafford, clerk, of Beloeil station, for the following purposes:

To trade and generally deal in or with fuels of all kinds, under the name of "Montgomery Fuels (1958) Limited", with a total capital stock of $50,000, divided into 500 shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Valleyfield, judicial district of Beauharnois.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49243-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13693-58)

Montreal Construction Centre Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept octobre 1958, constituant en corporation: Samuel David Rudenko, conseil en loi de la Reine, Rollin Gallay, tous deux avocats, Moses Silverstein, commis et Sarah Miller, sténographe, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Louer des espaces d'étalage et autres facilités aux manufacturiers et fournisseurs de matériaux de construction et exercer tous les commerces y alliés ou connexes, sous le nom de "Montreal Construction Centre Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49243 P. FRENETTE.

(A.G. 13693-58)

Montreal Construction Centre Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of October, 1958, incorporating: Samuel David Rudenko, Queen's Counseil, Rollin Gallay, both advocates, Moses Silvertstein, clerk, and Sarah Miller, stenographer, all of Montreal, for the following purposes:

To lease display space and other facilities to manufacturers and suppliers of building materials and to carry on all businesses accessory or supplementary thereto, under the name of "Montreal Construction Centre Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a par value of $100 each and 300 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49243-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10731-58)

One Twelve Realty Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept février 1958, constituant en corporation: John J. Wasserman, avocat, de Westmount, Harold S. Freeman, avocat et Dorothy Martel, sténographe, fille majeure, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de courtiers d'immeubles et entrepreneurs généraux sous le nom de "One Twelve Realty Corp.", avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune, 1,000 actions privilégiées première catégorie d'une valeur au pair de $1 chacune et 380 actions privilégiées deuxième catégorie d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept février 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49243 P. FRENETTE.

(A.G. 10731-58)

One Twelve Realty Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of February, 1958, incorporating: John J. Wasserman, advocate, of Westmount, Harold S. Freeman, advocate, and Dorothy Martel, stenographer, spinster of the full age of majority, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as realty brokers and as general contractors, under the name of "One Twelve Realty Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $1 each, 1,000 first preferred shares of a par value of $1 each and into 380 second preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of February, 1958.

P. FRENETTE,
49243-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13593-58)

Plomberie Daigle Plumbing Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québeç, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf octobre 1958, constituant en corporation: Paul Tremblay, comptable, de Cowansville, Jean-Paul Daigle, plombier, et Louise Rodrigue, ménagère, épouse séparée de biens dudit Jean-Paul Daigle, de Dunham, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage, réfrigération et climatisation et comme quincailliers, sous le nom de "Plomberie Daigle Plumbing Inc.", avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Cowansville, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49243-o P. FRENETTE.

(P.G. 13653-58)

Quick Electric Maintenance Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq octobre 1958, constituant en corporation: Hervé Beaudry, électricien, Dame Madeline Brunet, ménagère, épouse commune en biens dudit Hervé Beaudry, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de St-Michel, et Gérard Beaudry, électricien, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs-électriciens, sous le nom de "Quick Electric Maintenance Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 800 actions de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 9111, 12ème avenue, Saint-Michel, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49243-o P. FRENETTE.

(P.G. 13500-58)

Randall Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux octobre 1958, constituant en corporation: Jack Rudner, Joseph Mendelson, avocats, Celia Cohen et Mary Gaffney, secrétaires, célibataires, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de terrains, construction et amélioration, sous le nom de "Randall Investments Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $10 chacune et 360 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4763 avenue Maplewood, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49243 P. FRENETTE.

(A.G. 13593-58)

Plomberie Daigle Plumbing Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of October, 1958, incorporating: Paul Tremblay, accountant, of Cowansville, Jean-Paul Daigle, plumber, and Louise Rodrigue, housewife, wife separate as to property of the said Jean-Paul Daigle, of Dunham, for the following purposes:

To carry on business as contractors in plumbing, heating, refrigeration and air-conditioning and as hardware dealers, under the name of "Plomberie Daigle Plumbing Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Cowansville, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49243 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13653-58)

Quick Electric Maintenance Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of October, 1958 incorporating: Hervé Beaudry, electrician, Dame Madeleine Brunet, housewife, common as to property of the said Hervé Beaudry, electrician and duly authorized by him for these present purposes, both of St-Michel, and Gérard Beaudry, electrician, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as electrical contractors under the name of "Quick Electric Maintenance Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 800 shares of $50 each.

The head office of the company will be at 9111, 12th Avenue, Saint-Michel, judicial district of Montreal.

Daged at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49243 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13500-58)

Randall Investments Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of October, 1958, incorporating: Jack Rudner, Joseph Mendelson, advocates, Celia Cohen and Mary Gaffney, secretaries, spinsters, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "Randall Investments Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $10 each and 360 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 4763 Maplewood Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49243-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13448-58)

Robitaille Roofing and Construction Inc.
Toitures et Constructions Robitaille Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre octobre 1958, constituant en corporation: François Wilhelmy, Bernard Cousineau, avocats, et Annette Daveluy, sténographe, célibataire majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme ferblantiers, couvreurs et comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Robitaille Roofing and Construction Inc.— Toitures et Constructions Robitaille Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 10665, rue Balzac, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49243-o P. FRENETTE.

(P.G. 13093-58)

R. Thouin Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept octobre 1958, constituant en corporation: Raymond Thouin, commerçant, Madeleine Jean, ménagère, épouse séparée de biens dudit Raymond Thouin, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de Repentigny, et Gérard-Pierre Laganière, avocat, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce d'épiceries et de produits alimentaires, sous le nom de "R. Thouin Ltée", avec un capital total de $60,000, divisé en 400 actions communes de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 132, rue St-Jacques, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49243-o P. FRENETTE.

(P.G. 13696-58)

Safety Insurance Service Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept octobre 1958, constituant en corporation: André Fugère, courtier d'assurances, de Montréal-Nord, Marcel Chartier, ajusteur, de Ste-Geneviève, André Ducharme, avocat, de Pont-Viau, Jean Filiatreault, avocat, et Claire Morin, secrétaire, célibataire, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents d'assurances, sous le nom de "Safety Insurance Service Ltd.", avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49243-o P. FRENETTE.

(A.G. 13448-58)

Robitaille Roofing and Construction Inc.
Toitures et Constructions Robitaille Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of October, 1958, incorporating: François Wilhelmy, Bernard Cousineau, advocates, and Annette Daveluy, stenographer, spinster of full age, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on as tinsmiths, roofers and as builders and general building contractors under the name of "Robitaille Roofing and Construction Inc.— Toitures et Constructions Robitaille Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 10665, Balzac Street, Montreal-North, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49243 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13093-58)

R. Thouin Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of October, 1958, incorporating: Raymond Thouin, merchant, Madeleine Jean, housewife, wife separate as to property of the said Raymond Thouin, and duly authorized by him for the purposes therein, both of Repentigny, and Gérard-Pierre Laganière, advocate, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in groceries and foodstuffs, under the name of "R. Thouin Ltée", with a total capital stock of $60,000, divided into 400 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 132 St. James Street, West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49243 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13696-58)

Safety Insurance Service Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters Patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of October 1958, incorporating: André Fugère, insurance broker, of Montreal-North, Marcel Chartier, adjuster, of Ste. Geneviève, André Ducharme, advocate, of Point-Viau, Jean Filiatreault, advocate, and Claire Morin, secretary, spinster, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as insuracce brokers and agents, under the name of "Safety Insurance Service Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49243 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13614-58)

Spin-A-Wish Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze octobre 1958, constituant en corporation: Michael Garber, avocat et conseil en loi de la Reine, de Westmount, Jacob Harold Blumenstein, avocat, et Irene Rubin, secrétaire, fille majeure, de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et en général, faire le commerce d'appareils de radio, phonographes, tourne-disques, enregistreuses sur ruban et fil, disques, enregistrements sur ruban, disques, instruments de musique et pièces d'iceux; exercer le commerce d'imprimeurs, éditeurs, éditeurs de musique et libraires, sous le nom de "Spin-A-Wish Ltd.", avec un capital total de $30,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,

49243 P. FRENETTE.

(A.G. 13614-58)

Spin-A-Wish Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of October, 1958, incorporating: Michael Garber, advocate and Queen's Counsel, of Westmount, Jacob Harold Blumenstein, advocate, and Irene Rubin, secretary, fille majeure, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and generally deal in radios, gramophones, record players, tape and wife recorders, phonograph records, tape recordings, musical instruments and parts thereof; to carry on the trade of general printers, publishers, music, publishers and booksellers, under the name of "Spin-A-Wish Ltd.", with a total capital stock of $30,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of October, 1958.

P. FRENETTE,

49243-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13523-58)

St. Helen Mining Exploration Limited (No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux octobre 1958, constituant en corporation: Charles-A. Magnan, administrateur de compagnies, Roland Thouin, comptable, toutes deux de Montréal, et Paul Ranger, avocat et Conseil en Loi de la Reine, d'Outremont, pour les objets suivants:

Faire des recherches et des explorations pour découvrir des mines et minerais, et les négocier, sous le nom de "St. Helen Mining Exploration Limited" (No Personal Liability), avec un capital total de $4,000,000 divisé en 4,000,000 d'actions de $1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,

49243 P. FRENETTE.

(A.G. 13523-58)

St. Helen Mining Exploration Limited (No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of October, 1958, incorporating: Charles-A. Magnan, Companies' Executive, Roland Thouin, accountant, both of Montreal, and Paul Ranger, attorney at law and Queen's Counsel, of Outremont, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and deal with the same, under the name of "St. Helen Mining Exploration Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of $4,000,000, divided into 4,000,000 shares of $1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of October, 1958.

P. FRENETTE,

49243-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13456-58)

Webb & Knapp Construction (Canada) Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un octobre 1958, constituant en corporation: Neil Phillips, avocat, Sylvia Vineberg, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal et Godfroy Marin, avocat, de Pointe Claire, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux et constructeurs, agents financiers et courtiers d'immeubles, sous le nom de "Webb & Knapp Construction (Canada) Limited", avec un

(A.G. 13456-58)

Webb & Knapp Construction (Canada) Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of October, 1958, incorporating: Neil Phillips, advocate, Sylvia Vineberg, Secretary, fille majeure, both of Montreal, and Godfroy Marin, advocate, of Pointe Claire, for the following purposes:

To carry on business as general contractors and builders, financial agents and real estate brokers, under the name of "Webb & Knapp Construction (Canada) Limited", with a total

capital total de $9,000, divisé en 900 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49243 P. FRENETTE.

(P.G. 13667-58)

West Mattagami Mines Limited
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec , il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze octobre 1958, constituant en corporation: Joseph Shapiro, avocat et Conseil en Loi de la Reine, de Westmount, Jonathan J. Robinson, Theodore H. Shapiro, Laurence Capelovitch, avocats, et Ethel Yussem, secrétaire, fille majeure, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et minerais, y compris du gaz naturel, huile ou naphte et les négocier, sous le nom de "West Mattagami Mines Limited" (No Personal Liability), avec un capital total de $5,000,000, divisé en 5,000,000 d'actions de $1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Prcoureur général, le quinze octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49243 P. FRENETTE.

(P.G. 13603-58)

530 Sherbrooke Est Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept octobre 1958, constituant en corporation: Christophe-Antoine Geoffrion, de Westmount, Guillaume Geoffrion et Mlle Réjane Laberge, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agents d'immeubles et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "530 Sherbrooke Est Limitée", avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49243-o P. FRENETTE.

---

capital stock of $9,000, divided into 900 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49243-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13667-58)

West Mattagami Mines Limited
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of October, 1958, incorporating: Joseph Shapiro, advocate and Queen's Counsel, of Westmount, Jonathan J. Robinson, Theodore H. Shapiro, Laurence Capelovitch, advocates, and Ethel Yussem, secretary, spinster of the full age of majority, all four of Montreal, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals, including natural gas, oil or napthah and to deal with the same, under the name of "West Mattagami Mines Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of $5,000,000, divided into 5,000,000 shares of $1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49243-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13603-58)

530 Sherbrooke Est Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of October, 1958, incorporating: Christophe-Antoine Geoffrion, of Westmount, Guillaume Geoffrion and Miss Réjane Laberge, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To carry on business as real estate agents and general building contractors, under the name of "530 Sherbrooke Est Limitée", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of October, 1958.

P. FRENETTE.
49243 Acting Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

(P.G. 13660-58)

Beattie-Duquesne Mines Limited
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec et de la première partie de la Loi des compagnies de Qué-

Supplementary Letters Patent

(A.G. 13660-58)

Beattie-Duquesne Mines Limited
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act and Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary

bec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quatorze octobre 1958, à la compagnie "Beattie-Duquesne Mines Limited" (No Personal Liability), augmentant son capital de $5,000,000 à $6,000,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,000,000 actions de $1 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49243-o P. FRENETTE.

(P.G. 13644-58)

Club Kiwanis Sillery-Ste-Foy Inc.
Kiwanis Club Sillery-Ste. Foy Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du seize octobre 1958, à la corporation "Kiwanis Club of Sillery", constituée en vertu des dispositions de la troisième partie de ladite Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 19 décembre 1957, changeant son nom en celui de "Club Kiwanis Sillery-Ste-Foy Inc.— Kiwanis Club Sillery-Ste. Foy Inc.".

Daté du bureau du Procureur général, le seize octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49243-o P. FRENETTE.

(P.G. 13497-58)

Compagnie de Valeurs en Placement Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-deux octobre 1958, à la "Compagnie de Valeurs en Placement Ltée", modifiant les dispositions de ses lettres patentes originaires en ce qui concerne les droits, privilèges, priorités, conditions et restrictions attachés aux actions privilégiées.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49243-o P. FRENETTE.

(P.G. 12996-58)

Drummondville Realties Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt octobre 1958, à la compagnie "Drummondville Realties Ltd.", réduisant son capital, le capital-actions annulé étant divisé en 1,600 actions ordinaires sans valeur au pair, et le montant avec lequel ladite compagnie continuera ses opérations étant fixé à 2,000.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49243-o P. FRENETTE.

(P.G. 13581-58)

E. J. Chartier Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-deux octobre 1958, à la compagnie "Rosaire Dumas, Limitée — Rosaire Dumas, Limited", constituée en corpo-

letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the fourteenth day of October, 1958, to the company "Beattie-Duquesne Mines Limited" (No Personal Liability), increasing its capital stock from the sum of $5,000,000 to $6,000,000, the additional share capital being divided into 1,000,000 shares of $1 each.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49243 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13644-58)

Club Kiwanis Sillery-Ste-Foy Inc.
Kiwanis Club Sillery-Ste. Foy Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the sixteenth day of October, 1958, to the corporation "Kiwanis Club of Sillery", incorporated under the provisions of Part III of said Quebec Companies' Act, by letters patent dated December 19, 1957, changing its name to that of "Club Kiwanis Sillery-Ste-Foy Inc.— Kiwanis Club Sillery-Ste. Foy Inc.".

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49243 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13497-58)

Compagnie de Valeurs en Placement Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-second day of October, 1958, to the "Compagnie de Valeurs en Placement Ltée", amending the provisions of its original letters patent respecting its rights, privileges, priorities, conditions and restrictions attaching to the preference shares.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49243 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12996-58)

Drummondville Realties Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twentieth day of October, 1958, to the company "Drummondville Realties Ltd.", reducing its capital stock, the cancelled capital stock being divided into 1,600 common shares without par value and the amount with which the said company shall continue its operations being fixed at 2,000.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49243 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13581-58)

E. J. Chartier Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-second day of October, 1958, to the company "Rosaire Dumas, Limitée — Rosaire Dumas, Limited", constituted as a corporation

ration en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 23 mai 1944, i) changeant son nom en celui de "E. J. Chartier Inc.", ii) étendant ses pouvoirs; iii) augmentant son capital de $49,900 à $99,900, le capital-actions additionnel étant divisé en 5,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49243-o P. FRENETTE.

(P.G. 13282-58)

O. D. S. Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt et un octobre 1958, à la compagnie "Transport DeSerres Ltée", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 18 septembre 1958, i) changeant son nom en celui de "O. D. S. Ltée"; ii) étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49243-o P. FRENETTE.

(P.G. 13517-58)

Pigeon's Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-trois octobre 1958, à la compagnie "Pigeon's Dress Shop Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 28 juillet 1958, changeant son nom en celui de "Pigeon's Inc.".

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49243-o P. FRENETTE.

(P.G. 13403-58)

Regent Shirt Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-quatre octobre 1958, à la compagnie "Regent Shirt Limited", étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49243-o P. FRENETTE.

(P.G. 13728-58)

Taran Furs Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt octobre 1958, à la compagnie "Taran Furs Incorporated", augmentant son capital de $150,000, à $350,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune et en 1,750 actions privilégiées de $100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt octobre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49243-o P. FRENETTE.

under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated May twenty-third 1944, i) changing its name to that of "E. J. Chartier Inc."; ii) extending its powers; iii) increasing its capital from the sum of $49,900 to $99,900, the additional share capital being divided into 5,000 preferred shares of $10 each.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49243 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13282-58)

O. D. S. Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-first day of October, 1958, to the company "Transport DeSerres Ltée", incorporated under Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent of September 18, 1958, i) changing its name into that of "O. D. S. Ltée"; ii) extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49243 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13517-58)

Pigeon's Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-third day of October 1958, to the company "Pigeon's Dress Shop Inc.", constituted as a corporation under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated July 28, 1958, changing its name to that of "Pigeon's Inc.".

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49243 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13403-58)

Regent Shirt Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-fourth day of October, 1958, to the company "Regent Shirt Limited" extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49243 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13728-58)

Taran Furs Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated twentieth day of October, 1958, to the company "Taran Furs Incorporated", increasing its capital stock from $150,000, to $350,000, the additional capital stock being divided into 250 common shares of $100 each and into 1,750 preferrde shares of $100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of October, 1958.

P. FRENETTE,
49243 Acting Deputy Attorney General.

Action en séparation de corps et de biens

Canada, Province de Québec, district de Québec, Cour Supérieure, N° 94142. Dame Huguette Richard, ménagère, de la cité de Québec, épouse commune en biens de J. Thomas Lemire domicilié à 685 rue Fleurie, cité de Québec, demanderesse vs J. Thomas Lemire, employé civil fédéral, de la cité de Québec, défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause le dixième jour de novembre 1958.

Québec, 20 novembre 1958.

Le Procureur de la demanderesse,

49246-o LÉON ROUILLARD, C.R.

Action for Separation as to Bed and Board and Property

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court No. 94142. Dame Huguette Richard, housewife, of the city of Quebec, wife common as to property of J. Thomas Lemire residing at 685 Fleurie Street, city of Quebec, plaintiff vs J. Thomas Lemire, Federal civil servant, of the city of Quebec, defendant.

An action in separation as to bed and borad has been instituted in this case the tenth day of November 1958.

Quebec, November 20, 1958.

LÉON ROUILLARD, Q.C.,

49246 Attorney for the Plaintiff.

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Number 1176

Québec, le 19 novembre 1958.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil

CONCERNANT certains actes administratifs du département des affaires municipales

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable ministre des Affaires municipales, ce qui suit:

Preuve photographique de certains documents

14° Conformément et sous l'autorité de l'article 6 du Statut 5-6 Elizabeth II, chapitre 67, la Loi concernant la preuve photographique de certains documents est déclarée applicable à la cité des Trois-Rivières, à la suite d'une demande contenue à la résolution adoptée par le conseil de ladite cité le 21 juillet 1958;

(Signé): L. DÉSILETS,

49268-o Greffier du Conseil Exécutif.

Orders in Council

ORDER IN CUONCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1176

Quebec, November 19, 1958.

Present: The Lieutenant-Governor in council

CONCERNING certain administrative agreements of the Department of Municipal Affairs.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Municipal Affairs, as follows:

Photographic Proof of Certain Documents

14. In conformity and under the authority of section 6 of Statute 5-6 Elizabeth II, chapter 67, the Act respecting photographic proof of certain documents is declared applicable to the city of Trois-Rivières, following a request contained in the resolution adopted by the council of the said town on July 21, 1958.

(Signed): L. DÉSILETS,

49268 Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1171

Québec, le 19 novembre 1958.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de l'imprimerie dans la région de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de l'imprimerie dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 141 du 8 février 1951, amendé par les arrêtés en conseil numéros 68-G et 1336-D des 31 janvier et 23 décembre 1952, 375-A, 861-C et 1378-C des 26 mars, 23 juillet et 23 décembre 1953, 324 et 391 des 1er et 14 avril 1954, 1119-B du 19 octobre 1955, 384-F et 928 des 19 avril et 5 septembre 1956, ont présenté à l'honorable Ministre du Travail une

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1171

Quebec, November 19, 1958.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments of the decree relating to the printing trades in the region of Quebec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the printing trades in the region of Quebec, rendered obligatory by the decree No. 141 of February 8, 1951, amended by Orders in Council Nos. 68-G and 1336-D of January 31 and December 23, 1952, 375-A, 861-C and 1378-C of March 26, July 23 and December 23, 1953, 324 and 391 of April 1 and 14, 1954, 1119-B of October 19, 1955, 384-F and 928 of April 19 and September 5, 1956, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and

requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la dédision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 8 mars 1958;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Premier Ministre:

QUE ledit décret, numéro 141 du 8 février 1951, soit modifié suivant le document annexé à ladite proposition comme cédule "A".

L. DÉSILETS,
Greffier du Conseil Exécutif.

CEDULE "A"

1° Le paragraphe "*f*" de l'article I est remplacé par le suivant:

"*f*) Un "atelier" est un lieu où s'exécute l'un ou l'autre des travaux mentionnés au paragraphe *b*, alinéa 1, de l'article II, que ces travaux soient exécutés par des artisans ou par les salariés d'une entreprise privée, commerciale ou industrielle, d'une institution religieuse ou d'enseignement, ou de tout autre établissement, et que de tels travaux constituent ou non leur activité principale.

Aucun atelier ne doit être subdivisée en entreprises distinctes et indépendantes l'une de l'autre."

2° Les sous-paragraphes 1 et 5 du paragraphe "*b*", de l'article II sont remplacés par les suivants:

"*b*) *Juridiction professionnelle:* 1. Pour les fins d'application du décret, la juridiction professionnelle comprend toute personne qui, dans un atelier, accomplit l'un quelconque des travaux de production d'imprimés par procédé de typographie, de photogravure, d'électrotypie, de lithographie, de photolitho, d'autocopie, (multicopie) et par tout autre procédé de reproduction, y compris les travaux de composition (travaux sur fondeuses inclus), ou accomplit l'un quelconque des travaux de coupage, réglage, reliure et finition."

"5. Le présent décret ne s'applique pas aux établissements qui publiaient ou imprimaient avant le 1er novembre 1958, un ou des journaux hebdomadaires dans toute la juridiction territoriale, sauf dans la cité de Québec."

3° L'article III est remplacé par le suivant:

"III. *Classification:* Les ateliers assujettis au décret sont divisés en trois (3) classes comme suit:

Classe A: La classe "A" comprend les ateliers non compris dans les autres classes.

Classe C: La classe "C" comprend tous les atelies qui ne possèdent pas d'autres presses que les presses à plateau margées à la main.

Classe D: La classe "D" comprend tous les ateliers qui s'occupent exclusivement de travaux de reliure.

Toutefois, dans le cas où un atelier est susceptible de changer de classe au cours de la durée du décret, en raison de l'acquisition de matériel, l'employeur exploitant ledit atelier peut n'augmenter le salaire de ses salariés que de la moitié de la marge de salaire existant entre la classe où il était auparavant et celle où il monte; et ce, durant les six premiers mois à partir de la mise en opération du nouvel équipement. Une fois cette période de six mois terminée, les salariés ont droit au salaire régulier de la classe où se trouve l'atelier."

4° L'article V est radié et remplacé par le suivant:

"V. *Taux de salaires minima:* Les taux de salaires minima sont les suivants:

a) Travail de jour:

decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree;

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of March 8, 1958;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Prime Minister:

THAT the said decree, number 141 of February 8, 1951, be amended pursuant to the document annexed to the said recommendation and entitled "Schedule "A".

L. DÉSILETS,
Clerk of the Executive Council.

SCHEDULE "A"

1. Paragraph "*f*" of article I is replaced by the following:

"*f*) A "shop" is a place where any one of the operations mentioned in paragraph *b*, subparagraph 1 of article II is executed, whether they be executed by artisans or by employees of a private, commercial or industrial concern, of a religious or educational institution, or of any other establishment, and whether or not such operations constitute the principal occupation thereof.

No shop shall be subdivided into distinct and independant enterprises."

2. Sub-paragraphs 1 and 5 of paragraph "*b*" of article II are replaced by the following:

"*b*) *Professional jurisdiction:* 1. For the purposes of enforcement of the decree, the professional jurisdiction extends to any person who executes in a shop any one of the printing production operations by means of typography, photoengraving, electrotyping, lithography, photolitho, multicopying and any other reproduction process, including composition operations (caster work included), or does work in connection with cutting, ruling, binding and finishing."

"5. The present decree does not apply to the establishments which published or printed one or more weekly newspapers before November 1st 1958, in the entire territorial jurisdiction, excepting the city of Quebec."

3. Article III is replaced by the following:

"III. *Classification:* Establishments or shops regulated by the decree are divided into three (3) classes, as follows:

Class A: Class "A" includes all shops or establishments not included in the other classes.

Class C: Class "C" includes all shops having no other presses than hand-fed platen presses.

Class D: Class "D" includes all shops or establishments engaged exclusively in binding work.

However, should a shop be likely to change classes in the course of the duration of the decree because of new material being acquired, the employer concerned may increase the wages of his employees by only half the difference between the rates of the former and of the new class of his shop. However, such privilege is only granted for a period of six months following the change; thereafter, he shall pay the full rates of the class to which his hop belongs."

4. Article V is deleted and replaced by the following:

"V. *Minimum wage rates:* The minimum wage rates shall be as follows:

a) Day work:

COMPAGNONS (OUVRIERS QUALIFIÉS)

Classe "A"	
Typographe, opérateur de claviers et fondeuses	$1.875
Finisseur, doreur en reliure	1.875
Clicheur	1.86
Pressier	1.85
Relieur	1.81
Photograveur et opérateur de caméra	1.81
Aide:	
1ère année	0.85
2ième année	0.89
Classe "C"	
Typographe	1.74
Pressier	1.74
Classe "D"	
Finisseur, doreur en reliure	1,805
Relieur	1.78

JOURNEYMEN (SKILLED WORKERS)

Class "A"	
Compositor, keyboard operator and caster runner	$1.875
Bookbinding finisher, gilder	1.875
Stereotyper	1.86
Pressman	1.85
Bookbinder	1.81
Photo-engraver and camera operator	1.81
Helper:	
1st year	0.85
2nd year	0.89
Class "C"	
Compositor	1.74
Pressman	1.74
Class "D"	
Bookbinding finisher, gilder	1.805
Bookbinder	1.78

APPRENTIS

Classe "A"	
1ère année	$0.70
2ième année	0.80
3ième année:	
1er semestre	0.90
2ième semestre	1.00
4ième année:	
1er semestre	1.10
2ième semestre	1.20
5ième année:	
1er semestre	1.30
2ième semestre	1.41
Classes "C" et "D"	
1ère année	0.675
2ième année	0.775
3ième année:	
1er semestre	0.84
2ième semestre	0.94
4ième année:	
1er semestre	1.04
2ième semestre	1.14
5ième année:	
1er semestre	1.21
2ième semestre	1.34

APPRENTICES:

Class "A"	
1st year	$0.70
2nd year	0.80
3rd year:	
1st six months	0.90
2nd six months	1.00
4th year:	
1st six months	1.10
2nd six months	1.20
5th year:	
1st six months	1.30
2nd six months	1.41
Classes "C" and "D"	
1st year	0.675
2nd year	0.775
3rd year:	
1st six months	0.84
2nd six months	0.94
4th year:	
1st six months	1.04
2nd six months	1.14
5th year:	
1st six months	1.21
2nd six months	1.34

MAIN-D'OEUVRE FÉMININE DU DÉPARTEMENT DE LA RELIURE

Classes "A", "D"	
1ère année:	
1er semestre	$0.715
2ième semestre	0.735
2ième année:	
1er semestre	0.80
2ème semestre	0.825
3ième année:	
1er semestre	0.85
2ième semestre	0.95
4ième année:	
1er semestre	1.00
2ième semestre	1.05
Classe "C":	
1ère année:	
1er semestre	0.68
2ième semestre	0.70
2ième année:	
1er semestre	0.76
2ième semestre	0.785
3ième année:	
1er semestre	0.81
2ième semestre	0.90
4ième année:	
1er semestre	0.95
2ième semestre	0.995

FEMALE EMPLOYEES BOOKBINDING DEPARTMENT

Classes "A", "D"	
1st year:	
1st six months	$0.715
2nd six months	0.735
2nd year:	
1st six months	0.80
2nd six months	0.825
3rd year:	
1st six months	0.85
2nd six months	0.95
4th year:	
1st six months	1.00
2nd six months	1.05
Class "C"	
1st year:	
1st six months	0.68
2nd six months	0.70
2nd year:	
1st six months	0.76
2nd six months	0.785
3rd year:	
1st six months	0.81
2nd six months	0.90
4th year:	
1st six months	0.95
2nd six months	0.995

OPÉRATEUR DE MACHINE À MULTICOPIER

1ère année:	
1er semestre	$0.70
2ième semestre	0.80
2ième année:	
1er semestre	0.90
2ième semestre	1.00
Subséquemment	1.15

b) *Travail de nuit:* Tous les compagnons travaillant sur l'équipe de nuit doivent recevoir cinq dollars ($5.00) de plus par semaine que le salaire régulier des salariés travaillant le jour.

c) *Contremaître:* Les salaires des contremaîtres, selon la branche du métier dans laquelle ils sont classifiés, doivent être d'au moins $5.00 de plus par semaine que ceux des compagnons dans la classe "A" et d'au moins $4.00 de plus par semaine que ceux des compagnons dans les autres classes. Lesdits contremaîtres sont soumis aux mêmes conditions que les compagnons.

d) Les apprentis sur fondeuses doivent recevoir le salaire prévu pour les apprentis, jusqu'à concurrence du salaire du compagnon, diminué de 15% pour cent. Il n'est pas permis d'employer un apprenti-fondeur avant d'avoir au moins un (1) compagnon opérateur de fondeuse (casterman) au travail. Le nombre d'apprentis dans les autres départements ne doit pas être réduit par le nombre "d'apprentis sur fondeuses".

e) *Travail de nuit des apprentis:* Les apprentis travaillant de nuit doivent recevoir trois dollars ($3.00) de plus par semaine que le salaire régulier des apprentis travaillant le jour.

f) 1. Dans les districts électoraux de Lévis et Lotbinière, bien que faisant partie du district judiciaire de Québec, la cédule des salaires peut, toutefois être réduite de trois pour cent (3%).

2. Dans les districts judiciaires autres que celui de Québec, la cédule des salaires peut, toutefois, être réduite de dix pour cent (10%)."

5° L'article VI est remplacé par le suivant:

"VI. *Travail supplémentaire: a*) Tout travail exécuté par un salarié régulier ou surnuméraire en plus des heures régulières stipulées aux paragraphes "*a*" et "*b*" de l'article IV, qu'il s'agisse d'une même journée, d'une même nuit ou d'une même semaine régulière, ou en dehors des limites horaires déterminées au premier alinéa du paragraphe "*a*" du même article, est considéré comme du travail supplémentaire et doit être rénuméré au taux de salaire et demi par rapport au salaire régulier, excepté dans les cas mentionnés ci-dessous.

i. Cependant, sujet aux paragraphes "*a*" et "*b*" de l'article IV, si la journée régulière de travail d'une équipe comprend moins de 8 heures de travail et qu'un salarié est transféré à un autre atelier, le surtemps ne sera payé qu'après 8 heures de travail.

ii. Chaque employeur doit d'abord offrir le surtemps à ses employés, avant de demander les services d'employés de l'extérieur.

b) Aucun employeur n'a le droit d'exiger qu'un salarié ait fait une journée ou une semaine complète de travail pour recevoir le taux de salaire supplémentaire, sauf si ledit salarié, dans la classe "D", n'a pas travaillé vingt-quatre (24) heures au cours de la semaine normale de travail précédente. Dans ce cas, le travail supplémentaire d'une journée ne doit pas excéder quatre (4) heures et peut être rémunéré au taux simple.

c) Toutefois, le salarié peut recevoir une rémunération basée sur son salaire régulier, pour le travail supplémentaire qu'il exécute, s'il bénéficie d'un engagement annuel écrit, lui assurant un salaire hebdomadaire supérieur de dix pour cent

MULTICOPYING MACHINE OPERATION

1st year:	
1st six months	$0.70
2nd six months	0.80
2nd year:	
1st six months	0.90
2nd six months	1.00
Thereafter	1.15

b) *Night shift:* Journeymen on night shifts shall receive $5.00 more per week than the regular rates established for day workers.

c) *Foremen:* Wages of foremen, according to their particular trade, shall be at least five ($5.00) dollars more per week than those of journeymen in class "A", and at least four ($4.00) more per week than those of journeymen in the other classes, and said foremen are subject to the same working conditions as those of journeymen.

d) Caster apprentices shall receive apprentices rates up to 15% under the journeyman's rate. There must be at least one casterman at work if one (1) caster apprentice is to be employed. The number of caster apprentices shall not affect the number of apprentices in other departments.

e) *Night work of apprentices:* Apprentices doing night work shall receive three ($3.00) dollars more per week than the regular wage rate of apprentices doing day work.

f) 1. In the electoral districts of Levis and Lotbinière, although included in the judicial district of Quebec, the wage scale may be reduced by three per cent (3%).

2. In electoral districts other than that of Quebec, the wage scale may be reduced by ten per cent (10%)."

5. Article VI is replaced by the following:

"VI. *Overtime: a*) Time worked by a regular or occasional employee in excess of the standard hours mentioned in subsections "*a*" and "*b*" of section IV, in a same day, a same night or a same regular week or outside the periods of work determined in the first paragraph of subsection "*a*" of the same section, is considered as overtime and remunerated at the rate of time and a half based on the regular rate, with the exception of the cases hereunder referred to.

i. However, subject to paragraphs "*a*" and "*b*" of article IV, should the regular work day of a shift consist of leas than 8 hours of work and should an employee be transferred to another shop, overtime shall only be paid beyond 8 hours of work.

ii. Employers shall first offer overtime to their own employees before availing themselves of the services of outside employees.

b) No employer has the right to require that an employee have worked a complete day or week to pay him the overtime rate except when the said employee, in class "D", has not worked 24 hours in the course of the preceding standard week of work. In such case, overtime work in one day shall not exceed four (4) hours and may be paid straight rate.

c) However, for overtime work, the worker may be paid on the basis of his regular rate in the case of an annual written employment contract with his employer by which he is assured of weekly wages 10% higher than the weekly rate

(10%) à celui prévu au décret pour la semaine normale de travail, et s'il bénéficie en plus, de congés payés, du paiement de son salaire en cas d'absence pour cause de maladie soit, en ce dernier cas, de quinze (15) jours par année.

d) Le salaire double doit être payé pour tout travail exécuté le dimanche, la Saint-Jean-Baptiste et le 1er juillet (Confédération).

e) En plus de la rémunération stipulée au paragraphe "*a*" de l'article VIII, les fêtes suivantes, lorsque travaillées, doivent être rémunérées au taux double: le Premier jour de l'An; l'Épiphanie; l'Ascension; la Toussaint, l'Immaculée Conception, le jour de Noël et la fête du Travail. Le même principe s'applique pour les ateliers qui ont substitué d'autres fêtes à celles mentionnées ci-dessus.

f) Tout salarié appelé, après avoir quitté l'atelier, pour exécuter du travail régulier ou supplémentaire, doit recevoir une rémunération équivalente à au moins trois (3) heures de travail. Toutefois, un salarié qui sera appelé à travailler le dimanche ou les jours de fête chômés et payés, doit recevoir une rémunération minimum de 3 heures à raison de salaire double.

6° L'article VII est remplacé par le suivant:

"VII. *Congés payés: a) Compagnons:* Après un an de services continus pour le même employeur, au trente (30) avril de chaque année, tous les compagnons ainsi que les apprentis régis par la clause des 10% (paragraphe "*f*" de l'article IX) ont droit à deux (2) semaines de vacances payées et calculées sur deux (2) semaines régulières de travail établies par le décret au moment de la prise de leur congé ou de leur départ. Une durée minimum de sept (7) jours consécutifs doit constituer une partie de ces vacances, le choix des jours de l'autre partie étant laissé à la discrétion de l'employeur.

Dans le cas où, au trente (30) avril de chaque année, un compagnon ou un apprenti régi par la clause des 10% n'a pas un an de services continus pour son employeur, ce dernier doit lui accorder autant de jours de congés qu'il a de mois (30 jours de calendrier) à son service et lui verser en argent autant de douzièmes de son salaire basé sur deux (2) semaines régulières de travail établies par le décret au moment de la prise de son congé ou de son départ, qu'il a de mois (30) jours de calendrier) de service à son emploi. S'il y a matière, une durée minimum de sept (7) jours consécutifs doit constituer une partie de ces vacances, le choix des jours de l'autre partie étant laissé à la discrétion de l'employeur.

b) *Apprentis, main-d'Œuvre, féminine du département de reliure et aides:*

Les apprentis, la main-d'œuvre féminine du département de reliure de toute qualification (ou compétence) et les aides, ont droit à des vacances payées, comme suit:

Après un an de services continus, une semaine de calendrier;
Après deux ans de services continus, deux jours ouvrables additionnels;
Après trois ans de services continus, trois jours ouvrables additionnels.
Après quatre ans de services continus, quatre jours ouvrables additionnels;
Après cinq ans de services continus, deux semaines de calendrier.

Une durée minimum de sept jours consécutifs doit constituer une partie de ces vacances, le choix des jours de l'autre partie étant laissé à la discrétion de l'employeur.

Dans le cas où, au 30 avril de chaque année, un salarié qui bénéficie des dispositions du présent paragraphe n'a pas un an de services continus pour son employeur, ce dernier doit lui accorder

established by the decree for the standard work week and a vacation with pay and of the payment of his wages in the case of absence on account of sickness to the extent of fifteen (15) days per year.

d) Double time shall be paid for all time worked on Sunday, St. Jean Baptiste Day and July 1st, (Confederation Day).

e) Notwithstanding the remuneration provided for under subsection "*a*" of article VIII, the following holidays, when worked, shall be remunerated at the rate of double time: New Year's Day, Epiphany Day, Ascension Day, All Saints Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day and Labour Day. The same principle applies to shops which have replaced the above-mentioned holidays by other ones.

f) Any employee called, after he has left the shop, to perform regular or extra work, shall receive a minimum of three (3) hours' pay.

However, any employee called to work on Sunday or on a holiday with pay shall be paid a minimum of three hours' pay at double time rates."

6. Article VII is replaced by the following:

"VII. *Vacation with pay: a) Journeymen:* After one year of continuous service for the same employer ending april 30, of each year, all journeymen as well as apprentices subject to the 10% clause (paragraph "*f*" of article IX) are entitled to two (2) weeks of vacation with pay computed on two (2) standard work weeks, as established by the decree, at the time of vacation or departure. A minimum of seven (7) consecutive days shall constitute a part of such vacation; the days of the other part of the vacation will be selected by the employer.

In the event of journeymen or apprentices subject to the 10% clause not having completed one year of continuous service for their employer on April 30, the employer shall give them as many days of vacation as they have months (30 calendar days) of service, and pay them as many twelfths of their wages (based on two (2) standard work weeks, as established by the decree at the time of vacation or departure) as they have months (30 calendar days) of service in his employ. If sufficient in number, the days of vacation shall consist of a minimum of seven (7) consecutive days for a part of the vacation; the days of the other part of the vacation will be selected by the employer.

b) *Helpers and bookbinding department apprentices and female employees:*

Helpers and bookbinding department apprentices and female employees of any qualification are entitled to a vacation with pay as follows:

After one year of continuous service, one calendar week;
After two years of continuous service, two additional working days;
After three years of continuous service, three additional working days;
After four years of continuous service, four additional working days;
After five years of continuous service, two calendar weeks.

In the vacation, there shall be at least seven consecutive days; the employer has the option of designating the other days of vacation.

Should an employee covered by the present paragraph have, on April 30 of one year, less than one year of continuous service for his employer, the latter shall give him a continuous

un congé annuel continu payé d'une durée minimum d'autant de demi-jours qu'il a de mois (30 jours de calendrier) à son service.

L'indemnité de vacances due au salarié qui bénéficie des dispositions du présent paragraphe est le montant que ledit salarié aurait reçu s'il avait travaillé aux heures régulières fixées par le décret durant ladite période de vacances.

c) Services continus: La durée des services continus doit s'entendre de la période pendant laquelle le salarié est lié à son employeur par un contrat de travail, même si l'exécution de celui-ci a été interrompue sans qu'il y ait résiliation de contrat.

Ne sauraient notamment être considérés comme interrompant la durée du service continu, les jours de maladie, d'un total n'excédant pas 30 jours consécutifs que le contrat ait été résilié ou non, les jours de fermeture, les périodes de congé annuel, de délai-congé, les absences autorisées si le salarié n'a pas occupé pendant ces journées, un emploi rémunéré.

d) Période de services continus donnant droit au congé: Pour chaque congé annuel payé, la période de services continus pour son employeur donnant droit à tel congé, s'établit du premier (1er) mai d'une année au trente (30) avril de l'année subséquente.

e) Échéance de la rémunération: Avant le départ du salarié visé par les paragraphes "*a*" et "*b*" du présent article, l'employeur doit lui payer sa rémunération pour congé.

f) Période de prise de congé: Chaque congé doit être donné dans les douze mois de la date à laquelle le droit à un tel congé est acquis, i.e. au 1er mai de chaque année et de préférence, les sept (7) jours consécutifs de vacances devront être accordés entre le 1er juin et le 1er octobre.

g) Fixation de la période de congé: Le salarié a droit de connaître au moins quinze (15) jours à l'avance, la période de son congé. Toutefois, lorsqu'il y a une entente intervenue entre l'employeur et ses salariés cette entente doit être maintenue.

h) Congés obligatoires: Sauf le cas prévu au paragraphe suivant, il est interdit à l'employeur de remplacer par une indemnité compensatrice un congé annuel payé prescrit par le décret.

i) Indemnité en cas de départ: Lors de la résiliation de son contrat de travail, le salarié a droit à une indemnité comprenant:

1. La rémunération payable lors de la prise des vacances auxquelles il a un droit acquis s'il n'a pas pris telles vacances;

2. Un montant égal à un douzième (1/12) de la rémunération payable lors de la prise des vacances auxquelles il aurait un droit acquis le 1er mai suivant son départ multiplié par le nombre de mois de calendrier écoulé depuis le 1er mai précédent."

7° Les paragraphes "*a*" et "*b*" de l'article VIII sont remplacés par les suivants:

"VIII. *Fêtes payées: a)* Lorsque chômées et ouvrables, les fêtes suivantes doivent être payées aux taux des heures régulières de travail:

Le Premier jour de l'An, l'Épiphanie, le 1er juillet (Confédération), l'Ascension, la St-Jean-Baptiste, la fête du Travail, la Toussaint, l'Immaculée-Conception et le jour de Noël. Toutefois, pour bénéficier de ces fêtes payées, le salarié doit avoir travaillé le dernier et le premier jour ouvrable qui précède et suit la fête, à moins d'une raison valable ou à moins que ses services n'aient pas été requis pour ces jours ouvrables seulement ou à moins qu'il n'ait obtenu la permission de son

annual vacation with pay of at least as many half-days as he has months (30 calendar days) of service.

Vacation pay owed to the employee covered by the present paragraph shall be equal to the amount which such employee would have earned had he worked the regular hours of the decree, during the said period of vacation.

c) Continuous service: The duration of continuous service shall be the period during which the employee is bound by a labour contract with his employer, even if the carrying out of the said contract has been interrupted without annulment thereof.

The following shall not be considered as interrupting the duration of continuous service: days of illness (not exceeding 30 consecutive days, irrespective of the cancellation of the labour contract), days of closing, periods of annual vacation, terms of notice, authorized absences, providing the employee has not held, during such time, any other remunerated employment.

d) Period of continuous service which gives right to vacation: The period of continuous service for an employer which entitles an employee to an annual vacation with pay extends from May 1st of one year to April 30 of the following year.

e) Payment of vocation remuneration: The employees referred to in paragraphs "*a*" and "*b*" hereof shall be given their vacation pay by their employer before leaving for the vacation.

f) Period of vacation: Every vacation shall be given within the twelve months following the date on which the right to such vacation has been acquired, i.e. May 1st of each year and, preferably, the seven (7) consecutive days of vacation shall be given between June 1 and October 1.

g) Fixing of date of vacation: The employee has the right to know the date of his vacation at least fifteen (15) days in advance. However, in the event of an agreement between the employer and his employees to that effect, such agreement shall be maintained.

h) Compulsory vacation: No employer may replace by a compensation indemnity any annual vacation with pay provided for under the decree, except as stipulated in the following paragraph.

i) Indemnity in the event of departure: At the time of cancellation of his labour contract, the employee is entitled to an indemnity as follows:

1. The remuneration payable at the time of the vacation to which he is entitled, if he has not taken such vacation;

2. An amount equal to one twelfth (1/12) of the remuneration payable at the time of the vacation to which he would be entitled on May 1 following his departure multiplied by the number of calendar months elapsed since the preceding May 1."

7. Paragraphs "*a*" and "*b*" of article VIII are replaced by the following:

"VIII. *Holidays with pay: a)* When the following days are working days but are not worked by the employees, they shall be paid at the rate of regular hours of work: New Year's Day, Epiphany, July 1 (Confederation Day), Awcension Day, St. Jean Baptiste Day, Labour Day, All Saints Day, Immaculate Conception Day and Christmas Day. However ,to be entitled to these holidays with pay, employees must have worked the working day before and the working day following the holiday except for sufficient reason or unless his services has not been required for these working day or the absence had been authorized

employeur. Dans le cas de litige pour l'interprétation de "raison valable", le Comité paritaire en sera le juge.

b) Lorsque la St-Jean-Baptiste, le 1er juillet (Confédération), le Jour de Noël et le Premier jour de l'An tombent le dimanche, leur célébration sera reportée au lundi qui suit ou à tout autre jour que l'autorité civile compétente pourrait fixer pour leur célébration, tel jour devant être considéré comme jour payé et chômé."

8° Le paragraphe "*a*" de l'article X est remplacé par le suivant:

"*a*) Le nombre maximum d'apprentis alloué à chaque équipe pour chaque département, tant pour le temps régulier que pour le temps supplémentaire, est le suivant:

Pour 1, 2 ou 3 compagnons, (employés régulièrement)...	1 apprenti
Pour 4, 5 ou 6 compagnons, (employés régulièrement)...	2 apprentis
Pour 7, 8 ou 9 compagnons, (employés régulièrement)...	3 apprentis
Pour chaque groupe de (3) compagnons additionnels, (employés régulièrement)...	1 apprenti.

Dans le cas des apprentis sur fondeuse, le nombre d'apprentis est:

Pour 1 compagnon.....	1 apprenti
Pour 2, 3 ou 4 compagnons...	2 apprentis."

9° L'article XVII (Durée du décret) est radié et remplacé par le suivant:

"XVII. *Durée du décret:* Le présent décret, dans sa teneur modifiée, demeure en vigueur jusqu'au 1er janvier 1959 exclusivement.

Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 1er janvier de l'année 1959 ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail."

"Les parties contractantes ont convenu que les nouveaux taux de salaire ci-haut mentionnés, aient leur effet à compter du 1er mars 1958."

49173-o

by the employer. In the event of disputes as to the interpretation of the term "sufficient reason", the Parity Committee shall decide.

b) When St. Jean Baptiste Day, July 1, (Confederation Day), Christmas Day and New Year's Day fall on Sunday, their observance shall be postponed to the following Monday or to any other day set for their celebration by competent civil authorities, such day being then considered as a holiday with pay."

8. Paragraph "*a*" of section X is replaced by the following:

"*a*) The maximum number of apprentices allowed in each shift and for each department, for regular hours as well as for overtime, shall be as follows:

For 1, 2 or 3 journeymen (employed regularly)	1 apprentice
For 4, 5 or 6 journeymen (employed regularly)	2 apprentices
For 7, 8 or 9 journeymen (employed regularly)	3 apprentices
For each group of 3 additional journeymen (employed regularly) ...	1 apprentice."

In the case of caster apprentices, the number of apprentices shall be:

For 1, journeyman.....	1 apprentice
For 2, 3 or 4 journeymen ...	2 apprentices."

9. Article XVII (Duration of the decree) is deleted and replaced by the following:

"XVII. *Duration of the decree:* The present decree, as amended, remains in full effect until January 1, 1959, exclusively.

It then renews itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notifies the other party, in writing, to the contrary, within the period extending from the 60th to the 30th day before January 1st, of the year 1959 or of any subsequent year. Such a notice must also be filed with the Minister of Labour."

"The contracting parties are agreed that the new rates of wages above mentioned be effective from March 1, 1958."

49273-o

Avis divers

Avis de demande d'autorisation et de dépôt de plans et devis

Avis est donné au public, conformément à l'article 8 de la Loi du régime des eaux courantes, que "Aluminum Company of Canada, Limited", ayant son siège social et sa principale place d'affaires en la cité de Montréal, province de Québec, se propose de demander l'autorisation de faire construire des ouvrages pour l'aménagement et l'exploitation des forces hydrauliques sises à Chute-des-Passes sur la rivièrePéribonca, comprenant une prise d'eau, des tunnels, un canal, des lignes de transport d'énergie, une centrale électrique et autres ouvrages nécessaires. La centrale et ouvrages connexes sont situés sur le bloc D, Bassin Rivière-Péribonca, division d'enregistrement de Lac-St-Jean-Ouest, et sur le bloc G, Bassin Rivière-Péribonca, division d'enregistrement de Chicoutimi, emplacement mieux connu sous le nom de Chute-des-Passes. Le canal et ses ouvrages connexes sont situés sur le bloc 1, Bassin Rivière-Manouane, et sur les blocs 6 et 7, Bassin Rivière-Péribonca, division d'enregistrement de Chicoutimi, dans la région

Miscellaneous Notices

Notice of application for authorization and of deposit of plans and specifications

Public notice is hereby given, in accordance with section 8 of the Water-Course Act, that "Aluminum Company of Canada, Limited", having its head office and principal place of business in the city of Montreal, Province of Quebec, intends to apply for authorization to have constructed works for the development and operation of the water-powers located at Chute-des-Passes on the Peribonca River, consisting of intake works, tunnels, a canal, transmission lines, a power-house and other necessary works. The powerhouse and related works are located on block D, Bassin Rivière-Péribonca, Registration Division of Lake St. John West, and block G, Bassin Rivière-Péribonca, registration division of Chicoutimi, which location is more generally known as Chute-des-Passes. The canal and related works are located on block 1, Bassin Rivière-Manouane, and on blocks 6 and 7, Bassin Rivière-Péribonca, registration division of Chicoutimi, in the area of Baie-du-Portage on the shores of lake Manouane. The trans-

de la Baie-du-Portage sur les bords du lac Manouane. Les lignes de transport d'énergie suivent le parcours suivant: commençant sur ledit bloc D, traversant le bloc J, Bassin Rivière-Péribonca, et les cantons St-Onge, Constantin, Maltais et Jogues, division d'enregistrement de Lac-St-Jean-Ouest, puis les cantons Garnier et Delisle, division d'enregistrement de Lac-St-Jean-Est, et se terminant sur parties des lots 1 et 2, rang I, dudit canton Delisle, à proximité de la ville d'Isle-Maligne.

Avis est de plus donné qu'une requête en demande d'autorisation, accompagnée des plans et devis, indiquant les détails des ouvrages et les terrains nécessaires pour la construction et l'exploitation desdits ouvrages, a été transmise au ministre des ressources hydrauliques, et qu'un duplicata de ladite requête, accompagnée des plans et devis, a été déposé aux bureaux des divisions d'enregistrement de Lac-St-Jean-Ouest, à Roberval, de Lac-St-Jean-Est, à Hébertville, et de Chicoutimi, à Chicoutimi.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

ALUMINUM COMPANY OF CANADA, LIMITED,
Le Secrétaire,
49230-47-4-o L.-P. LEDUC.

MOTEL STE-ADÈLE INC.

Règlement N° 6

relatif à la distribution des biens entre les actionnaires

Les biens de la compagnie seront distribués entre ses actionnaires proportionnellement au montant d'actions qu'ils détiennent dans la compagnie 15 jours après la publication de ce règlement dans la *Gazette Officielle de Québec*.

Le Président,
J.-ALPHONSE CIMON.
Le Secrétaire,
49247-o JEAN-MARIUS MOTTET.

(P.G. 12088-58)

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a, le dix-neuf novembre 1958, approuvé les règlements généraux de la "Fondation Félix Goyer", et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le vingt et un novembre 1958.

Le Sous-secrétaire de la province,
49248-o JEAN BRUCHÉSI.

(P.G. 13930-58)

DAWSON, HANNAFORD LIMITED

Règlement spécial "F"

Augmentation du nombre des directeurs

Que le nombre des membres du bureau de direction de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de quatre à six.

Je, le soussigné, N. S. McFarland, secrétaire de "Dawson, Hannaford Limited", certifie, par les présentes, que le précédent est une copie conforme et exacte du règlement spécial "F" de "Dawson, Hannaford Limited", celui-ci ayant été décrété à une assemblée des directeurs de la compagnie tenue à Montréal, le 29e jour d'octobre

mission lines commence on the said block D and follow through block J, Bassin Rivière-Péribonca, thence through townships St-Onge, Constantin, Maltais and Jogues, registration division of lake St. John West, thence through townships Garnier and Delisle, registration division of lake St. John Est, and terminate on parts of lots 1 and 2, range I, in said township Delisle, in the vicinity of the town of Isle-Maligne.

Notice is also given that a petition requesting such authorization, accompanied by plans and specifications, showing details of the works and the lands necessary for the construction and operation thereof, has been forwarded to the minister of Hydraulic Resources, and that a duplicate of such petition, accompanied by plans and specifications, has been deposited at the Registry Offices of the registration divisions of lake St. John West, at Roberval, of lake St. John East, at Hébertville, and of Chicoutimi, at Chicoutimi.

The application contained in the petition will be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

ALUMINUM COMPANY OF CANADA, LIMITED,
L.-P. LEDUC,
49230-47-4-o Secretary.

MOTEL STE-ADÈLE INC.

By-Law No. 6

respecting the distribution of the assets of the company amongst its shareholders

The assets of the companys hall be distributed amongst its shareholders reteably to the amount of shares they own in the company 15 days after the publication of this by-law in the *Quebec Official Gazette*.

J.-ALPHONSE CIMON,
President.
JEAN-MARIUS MOTTET,
49247-o Secretary.

(A.G. 12088-58)

Notice is given that, on the recommendation of the Deputy-Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary has, on November nineteenth, 1958, approved the general by-laws of the "Fondation Félix Goyer", and such pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary on November twenty-first, 1958.

JEAN BRUCHÉSI,
49248 Under Secretary of the Province.

(A.G. 13930-58)

DAWSON, HANNAFORD LIMITED

Special By-Law "F"

Increase in number of directors

That the number of the members of the Board of Directors of the company be and the same is hereby increased from four to six.

I the undersigned, N. S. McFarland, Secretary of "Dawson, Hannaford Limited" hereby certify that the foregoing is a true and exact copy of special by-law "F" of "Dawson, Hannaford Limited" the same having been enacted at a meeting of the Directors of the company held at Montreal on the 29th day of October 1958 and

1958 et ayant été dûment sanctionné et confirmé par le vote d'au moins les deux tiers en valeur des actions représentées par les actionnaires présents à une assemblée générale spéciale convoquée spécialement à cette fin et tenue à Montréal ledit 29e jour d'octobre 1958.

Montréal, le 31 octobre 1958.

(Sceau) Le Secrétaire,
49249 N. S. McFARLAND.

(P.G. 13816-58)

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'Honorable Secrétaire de la province a, le 18 novembre 1958, approuvé les règlements Nos 1 à 10 inclusivement de "Bernard & Freda Goldstein Foundation", conformément aux dispositions de l'aritcle 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 21 novembre 1958.

Le Sous-secrétaire de la province,
49250 JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné par les soussignés que le Lieutenant-gouverneur en conseil a adopté, en date du 16 octobre 1958, un arrêté en conseil à l'effet de changer le nom de la municipalité de la paroisse de Notre-Dame-de-Lourdes-de-Ham en celui de "Municipalité de Massabielle", comté de Wolfe.

Conformément aux dispositions de l'article 48 du Code municipal, ce changement de nom entre en vigueur à compter de la publication du présent avis de la *Gazette officielle de Québec*.

Notre-Dame de Ham, 10 novembre 1958.

Le Maire,
ARSÈNE NOLET.
Le Secrétaire-trésorier,
49262-o AUGUSTE CÔTÉ.

(P.G. 13669-58)

MONTGOMERY FUELS (1958) LIMITED

Règlement spécial "A"

augmentation du nombre de directeurs.

Qu'il soit et il est, par les présentes, décrété ce qui suit:

1° Le nombre des directeurs de la compagnie est, par les présentes, augmenté de trois (3) à cinq (5); et

2° Le règlement trois, tel qu'amendé est, par les présentes, modifié pour s'y conformer.

Montréal, 18 novembre 1958.

Vraie copie certifiée.

(Sceau) Le Secrétaire,
49263 J. H. STAFFORD.

(P.G. 13809-56)

VICTORIAN ORDER OF NURSES, LACHINE BRANCH
L'ORDRE DES INFIRMIÈRES VICTORIA, SUCCURSALE LACHINE

Règlement spécial "A"

Que le règlement N° 5, sous-paragraphe *b*) soit remplacé par le suivant:

b) Nombre de directeurs

i) Que le nombre des directeurs de la corporation soit et il est, par les présentes, augmenté de cinq à vingt-quatre de manière que le bureau de direction de la corporation soit dorénavant composé de vingt-quatre directeurs.

having been duly sanctioned and confirmed by the vote of at least two-thirds in value of the shares represented by the shareholders present at a special general meeting respecially called for the purpose and held at Montreal on the said 29th day of October 1958.

Montreal, October 31st, 1958.

(Seal) N. S. McFARLAND,
49249-o Secretary.

(A.G. 13816-58)

Notice is hereby given that, on November 18th 1958, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, By-laws Nos. 1 to 10 inclusive of "Bernard & Freda Goldstein Foundation" have been approved by the Honourable the Provincial Secretary, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary this 21st day of November, 1958.

JEAN BRUCHÉSI,
49250-o Under-Secretary of the Province.

Notice is hereby given by the undersigned that the Lieutenant-Governor in Council has adopted, under date of October 16, 1958, an Order-in-Council to the effect of changing the name of the municipality of the parish of Notre-Dame-de-Lourdes-de-Ham into that of "Municipality of Massabielle", county of Wolfe.

Pursuant to the provisions of section 48 of the Municipal Code, this change of name enters into force from and after the publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*.

Notre-Dame de Ham, November 10, 1958.

ARSÈNE NOLET,
Mayor.
AUGUSTE CÔTÉ,
49262 Secretary-Treasurer.

(A.G. 13669-58)

MONTGOMERY FUELS (1958) LIMITED

Special by-law "A"

increase in number of directors.

Be it and it is hereby enacted as follows:

1. That the number of Directors of the Company is hereby increased from three (3) to five (5); and

2. That by-law three, as amended, is hereby amended accordingly.

Montreal, November 18th, 1958.

Certified true copy.

(Seal) J. H. STAFFORD,
49263-o Secretary.

(A.G. 13809-56)

VICTORIAN ORDER OF NURSES, LACHINE BRANCH
L'ORDRE DES INFIRMIÈRES VICTORIA, SUCCURSALE LACHINE

Special by-law "A"

By-law No. 5, sub-paragraph *b*) shall be replaced by the following:

b) Number of Directors

i) The number of the directors of the corporation be and the same is hereby increased from five to twenty-four so that the board of directors of the corporation shall hereafter be composed of twenty-four directors.

ii) Tous règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie incompatibles à icelui, sont, par les présentes, amendés, modifiés et revisés de manière à donner effet à ce règlement.

Décrété, ce 11e jour ce juillet 1958.

Témoin le Sceau corporatif de la compagnie.

Le Président,
(Signé) JEANNOT CADIEUX.
Le Secrétaire-archiviste,
49264 EILEEN McARTHUR.

ii) All prior by-laws, resolutions and proceedings of the corporation inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law.

Enacted, this 11th day of July, 1958.

Witness the Corporation Seal of the Company.

(Signed) JEANNOT CADIEUX,
President.
EILEEN McARTHUR,
49264-o Recording Secretary.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Chantier Coopératif de St-Ambroise", en date du 23 septembre 1958, dont le siège social est situé à Saint-Ambroise, district de Chicoutimi, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le six octobre 1958.

Le Sous-secrétaire de la province,
49280-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Chantier Coopératif de St-Ambroise", under date of September 23, 1958, whereof the head office is at Saint Ambroise, District of Chicoutimi, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this sixth day of October 1958.

JEAN BRUCHÉSI.
49280 Undre Secretary of the Province.

(P.G. 11374-58)

Avis est donné que, le vingt-deux novembre 1958, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a approuvé les règlements Nos 1 et 2 de "La Société du Plan Social des Employés de Produits Diana Inc.", et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le vingt-quatre novembre 1958.

Le Sous-secrétaire de la province,
49281-o JEAN BRUCHÉSI.

(A.G. 11374-58)

Notice is given that on the twenty-second day of November 1958, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary approved By-laws Nos. 1 and 2 of "La Société du Plan Social des Employés de Produits Diana Inc.", and such, pursant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, the twenty-fourth day of November 1958.

JEAN BRUCHÉSI,
49281 Under Secretary of the Province.

(P.G. 10641-58)

LETELLIER AUTOMOBILES INC.

Règlement N° 28
augmentant le nombre des directeurs

Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de "Letellier Automobiles Inc.", ce qui suit:

1. Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de trois à cinq de manière que le bureau de direction de la compagnie soit composé dorénavant de cinq directeurs.

2. Trois directeurs formeront quorum à toute assemblée du bureau de direction.

3. Tous les règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie incompatibles à icelui sont, par les présentes, amendés, modifiés et revisés pour donner effet à ce règlement.

Vraie copie certifiée du règlement N° 28 de "Letellier Automobiles Inc.", lequel a été dûment décrété à une assemblée du bureau de direction de la compagnie dûment tenue le vingt-deuxième jour de septembre 1958, et a été confirmé subséquemment par le vote unanime de tous les actionnaires de la compagnie présents ou représentés à une assemblée générale spéciale des actionnaires tenue le vingt-deuxième jour de septembre 1958.

Daté ce vingt-cinq septembre 1958.

Le Secrétaire,
49286-o PAUL-A. OUIMET.

(A.G. 10641-58)

LETELLIER AUTOMOBILES INC.

By-Law No. 28
increasing the number of directors

"Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of "Letellier Automobiles Inc." as follows:

1. The number of directors of the Company be and the same is hereby increased from three to five so that the board of directors of the Company shall hereafter be composed of five directors.

2. Three directors shall constitute a quorum at any meeting of the board of directors.

3. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the Company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law."

Certified to be a true copy of By-law No. 28 of "Letellier Automobiles Inc.", which was duly enacted at a meeting of the board of directors of the Company duly held on the twenty-second day of September, 1958, and was subsequently confirmed by the unanimous vote of all the shareholders of the company present or represented at a special general meeting of the shareholders held on the twenty-second day of September, 1958.

Dated this twenty-fifth day of September, 1958.

PAUL-A. OUIMET,
49286 Secretary.

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie "Société Funéraire Drummond Inc.— Drummond Funeral Society Inc.", tenue le 29 août 1958, il a été résolu que les affaires de ladite compagnie soient liquidées volontairement, et que celle-ci soit dissoute, le tout conformément aux dispositions de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social, S.R.Q., 1941, chapitre 278, et que MM. Jules Sirois et Léo-A. Bourgeois ont été nommés liquidateurs.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le quatre novembre 1958.

Le Sous-secrétaire de la province,

49291-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is given that, at a special general meeting of shareholders of the company "Société Funéraire Drummond Inc.— Drummond Funeral Society Inc.", held August 29, 1958, it has been resolved that the affairs of said company be voluntarily wound-up, and that the latter be dissolved, all of which pursuant to the provisions of the Winding-up Act, R.S.Q., 1941, chapter 278, and that Messrs Jules Sirois and Léo-A. Bourgeois have been appointed liquidators.

Given at the office of the Provincial Secretary, the fourth day of November, 1958.

JEAN BRUCHÉSI,

49291 Under Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Aqueduc Coopératif de St-Anselme", en date du 15 novembre 1958, dont le siège social est situé à Saint-Anselme, comté de Dorchester, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le dix-huit novembre 1958.

Le Sous-secrétaire de la province,

49294-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Aqueduc Coopératif de St-Anselme", under date November 15, 1958, whereof the head office is at Saint-Anselme, county of Dorchester, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of November, 1958.

JEAN BRUCHÉSI,

49294 Under Secretary of the Province.

KRUMPEX INC.

Avis

Le règlement N° 56 de "Krumpex Inc.", a été dûment décrété par les directeurs de la compagnie, le 26e jour de novembre 1958, et ratifié et confirmé à une assemblée générale spéciale des actionnaires tenue le même jour, autorisant la distribution de l'actif de la compagnie au prorata entre ses actionnaires et subséquemment procéder à sa dissolution par voie de procédures d'abandon de charte en vertu de l'article 26 de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, 26 novembre 1958.

Le Secrétaire,

49306 A. O. MALDOFF.

KRUMPEX INC.

Notice

By-law No. 56 of "Krumpex Inc.", was duly enacted by the directors of the company on the 26th day of November, 1958, and ratified and confirmed at a special meeting of shareholders held the same day, authorizing the distribution of the Company's assets rateably among its shareholders and subsequently to proceed to dissolution by way of surrender of charter proceedings under section 26 of the Quebec Companies' Act.

Montreal, November 26th, 1958.

A. O. MALDOFF,

49306-o Secretary.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire de l'Université Laval", en date du dix novembre 1958, dont le siège social est situé à Cité Universitaire, Ste-Foy, district judiciaire de Québec, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le vingt-quatre novembre 1958.

Le Sous-secrétaire de la province,

49314-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire de l'Université Laval", under date of November tenth, 1958, whereof the head office is at University City, Ste-Foy, judicial district of Quebec, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-fourth day of November, 1958.

JEAN BRUCHÉSI,

49314 Under Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Les Immeubles Co-op Rivière du Loup", en date du 6 novembre 1958, dont le siège social est situé à Rivière-du-Loup, comté de Rivière-du-Loup, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le vingt-six novembre 1958.

Le Sous-secrétaire de la province,

49315-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Les Immeubles Co-op Rivière du Loup", under date of November 6, 1958, whereof the head office is at Rivière-du-Loup, county of Rivière-du-Loup, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-sixth day of November, 1958.

JEAN BRUCHÉSI,

49315 Under Secretary of the Province.

MODIFICATIONS AUX RÈGLES DE PRATIQUE DE LA COUR DU BANC DE LA REINE
(14 octobre 1958)

A une assemblée convoquée à cette fin et tenue à Québec le trente et unième jour de janvier mil neuf cent cinquante-huit, le Juge en chef et tous les juges puisnés de la Cour, étant présents et d'accord, ont, en vertu de l'article 73 du Code de procédure civile, modifié les règles de pratique en la manière et forme qu'il appert du document ci-joint, tel qu'attesté par le Juge en chef et le greffier de la Cour, telles modifications devant prendre effet le premier janvier 1959 après la publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

En foi de quoi nous avons signé en la cité de Québec le quatorzième jour d'octobre mil neuf cent cinquante-huit.

Les Juges de la Cour du Banc de la Reine,
ANTONIN GALIPEAULT,
J.-L. ST-JACQUES,
BERNARD BISSONNETTE,
GARON PRATTE,
P.-C. CASEY,
G. MILLER HYDE.
G.-E. RINFRET,
JEAN MARTINEAU,
ANDRÉ TASCHEREAU,
GEORGE R.-W. OWEN,
FERNAND CHOQUETTE,
G.-H. MONTGOMERY.

Le document joint au procès-verbal de ladite assemblée se lit comme suit:

17. Ne peuvent être mises au rôle de l'audience que les causes dans lesquelles un avis d'audition a été déposé au greffe au moins vingt jours avant la date d'ouverture de la session. Cet avis peut être donné après l'expiration du délai fixé par l'article 1223 (2), par l'une ou l'autre des partie qui a produit son mémoire; il ne peut pas être déposé avant d'avoir été signifié à la partie adverse.

Le Greffier des Appels à Montréal,
49316-o LÉON FARIBAULT.

AMENDMENTS TO THE RULES OF PRACTICE OF THE COURT OF THE QUEEN'S BENCH
(October 14, 1958)

At a meeting convened for that purpose and held in Quebec the thirty-first day October in the year one thousand nine hundred and fifty-eight, the Chief Justice and all the puisne Judges of the Court being present and concurrent, have, in virtue of Article 73 of the Code of Civil Procedure, amended the Rules of Practice in the manner and form indicated in the document attached hereto, as certified by the Chief Justice and the Clerk of the Court, which amendments shall take effect the first day of January 1959 following publication in the *Quebec Official Gazette*.

In witness whereof we have signed in the city of Quebec the fourteenth day of October in the year one thousand nine hundred and fifty-eight.

ANTONIN GALIPEAULT,
J. L. ST-JACQUES,
BERNARD BISSONNETTE,
GARON PRATTE,
P. C. CASEY,
G. MILLER HYDE,
G. E. RINFRET,
JEAN MARTINEAU,
ANDRÉ TASCHEREAU,
GEORGE R. W. OWEN,
FERNAND CHOQUETTE,
G. H. MONTGOMERY,
Judges of the Court of the Queen's Bench.

The document attached to the Minutes of said Meeting reads as follows:

17. No cases shall be placed upon the roll for hearing except those in which a notice of hearing has been filed in the office of the Court at least twenty days before the opening of the term. This notice may be given after the expiration of the delay fixed by Article 1223 (2) of the Code of Civil Procedure by any party who has filed his factum; which notice cannot be filed before having been served upon the opposite party.

LÉON FARIBAULT,
49316-o The Clerk of Appeals at Montreal.

Chartes — Abandon de

HERON ENTERPRISES LTD.

Avis est donné que la compagnie "Heron Enterprises Ltd.", corporation légallement constituée, demandera au procureur général la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 20ième jour de novembre 1958.

Le Secrétaire,
49265-o CLAUDE DUCHARME.

Prenez avis que "Houle & Frère Cie Ltée" demandera au Procureur général de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte. conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, le 20 novembre 1958.

Le Procureur,
49266-o MAURICE RUEL.

Prenez avis que "Les Développements St-Eustache & Cie Ltée", demandera au Procureur général de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, le 20 novembre 1958.

Le Procureur,
49267-o MAURICE RUEL.

Charters — Surrender of

HERON ENTERPRISES LTD.

Notice is hereby given that the company "Heron Enterprises Ltd.", legally incorporated corporation, will make application to the Attorney General for the surrender of its charter.

Montreal, this 20th day of November, 1958.

CLAUDE DUCHARME,
49265 Secretary.

Notice is hereby given that "Houle & Frère Co. Ltd.", will make application for leave to surrender its charter immediately to the Attorney General of the Province of Quebec, in according with the Quebec Companies' Act".

Montreal, November 20th, 1958.

MAURICE RUEL,
49266-o Attorney.

Notice is hereby given that "Les Développements St-Eustache & Cie Ltée", will make an application for leave to surrender its charter immediately to the Attorney General of the Province of Quebec, in according with the Quebec Companies' Act.

Montreal, November 20th, 1958.

MAURICE RUEL,
49267-o Attorney.

MODERN OFFICE METHODS CORP.

D'après les dispositions de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, "Modern Office Methods Corp.", donne par les présentes, avis publique, qu'elle demandera à la province de Québec, d'accepter l'abandon de sa charte, à compter de telle date que déterminera l'honorable procureur général.

Montréal, le 15ième jour de novembre 1958.

MODERN OFFICE METHODS CORP.,
Par le Secrétaire,
49282-o PHILIP SILVER.

COUTURIERS OF PARIS LIMITED

Avis est par les présentes donné que "Couturiers of Paris Limited", corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec, s'adressera au Procureur général de la Province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte à compter de la date qu'il lui plaira de fixer.

Daté à Montréal, ce 25e jour de novembre 1958.

Le Secrétaire,
49295-o GORDON G. COOKE.

KAYMAC ACCEPTANCE CORPORATION LTD.

D'après les dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, "Kaymac Acceptance Corporation Ltd.", donne par les présentes, avis publique, qu'elle demandera au Procureur général de la province de Québec, d'accepter l'abandon de sa charte, à compter de telle date que déterminera l'Honorable Procureur Général.

Montréal, le 26ième jour de novembre, 1958.

Kaymac Acceptance Corporation Ltd.
Par le Secrétaire,
49301-o (Signé) MAX S. MENSHER.

MODERN OFFICE METHODS CORP.

Under the Provisions of Part I of the Quebec Companies' Act, "Modern Office Methods Corp.", hereby gives public notice that it will make application to the Honourable Attorney-General of the Province of Quebec for acceptance of the surrender of its charter, as and from a date to be fixed by the Honourable Attorney-General.

Montréal, this 15th day of November, 1958.

MODERN OFFICE METHODS CORP.,
Per: PHILIP SILVER,
49282-o Secretary.

COUTURIERS OF PARIS LIMITED

Notice is hereby given that "Couturiers of Paris Limited", a corporation constituted under the Quebec Companies' Act will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter from the date to be fixed by him.

Dated at Montreal, this 25th day of November, 1958.

GORDON G. COOKE,
49295-o Secretary.

KAYMAC ACCEPTANCE CORPORATION LTD.

Under the provisions of Part I of the Quebec Companies' Act, "Kaymac Acceptance Corporation Ltd.", hereby gives public notice that it will make application to the Honourable Attorney-General of the Province of Quebec for acceptance of the surrender of its charter, as and from a date to be fixed by the Honourable Attorney-General.

Montreal, this 26th day of November, 1958.

Kaymac Acceptance Corporation Ltd.
Per: (Signed) MAX S. MENSHER,
49301-o Secretary.

Compagnie autorisée à faire des affaires

(Sec. P. 538-58)

ERRATUM

Re: LANDIS & GYR, INC.
et
Loi des compagnies à fonds social étrangères

Prière de noter que, dans l'avis concernant l'autorisation accordée à la compagnie ci-haut mentionnée de faire affaires en cette province, — voir *Gazette officielle de Québec*, N° 46, du 15 novembre 1958, à la page 3980, — le mot "Cyr" a été erronnément substitué à celui de "Gyr", de sorte que le nom de ladite compagnie doit se lire ainsi: "Landis & Gyr, Inc.".

49243-o

Company Licensed to do Business

(P. Sec. 538-58)

ERRATUM

Re: LANDIS & GYR, INC.
and
Extra Provincial Companies' Act

Kindly note that, in the notice concerning the authorization granted to the above mentioned company to carry on business in the Province, — see *Quebec Official Gazette*, No. 46, from November 15, 1958, on page 3980, — the word "Cyr" was erroneously substituted for that of "Gyr", therefore the name of the said company should read as follows: "Landis & Gyr, Inc.".

49243

Curatelle publique

Canada — Province de Québec
District de Rouyn-Noranda

Succession vacante de Workman, William Ross, en son vivant de prospecteur, domicilié à 45 rue Noranda est, à Rouyn (Abitibi).

Public Curatorship

Canada — Province of Quebec
District of Rouyn-Noranda

Vacant estate of Workman, William Ross in his lifetime a prospector, domiciled at 45 Noranda Street, East, in Rouyn (Abitibi).

Le soussigné donne avis que cette succession a été déclarée vacante en vertu d'un jugement rendu le 19 septembre 1955 par un juge de la cour supérieure siégeant à Rouyn, dans le district de Rouyn-Noranda que, sous l'autorité de la loi de la cuturelle publique (9 Geo. VI, c. 62), il est curateur d'office à cette succession, et qu'il recevra, à l'adresse ci-dessous, le paiement de toute dette envers la succession et la preuve de toute réclamation contre elle.

LE CURATEUR PUBLIC,
187, rue Sainte-Catherine (Ouest),
49285-o Montréal 18.

The undersigned gives notice that the said estate has been declared vacant in virtue of a judgment rendered on September 19, 1955, by a judge of the Superior Court sitting at Rouyn, in the district of Rouyn-Noranda, that he is, under the authority of the Public Curatorship Act (9 Geo. VI ch. 62), curator ex-officio to the said estate, and that he will receive, at the address given below, the payment of all debts owing to the said estate and proof of all claims against it.

THE PUBLIC CURATOR,
187, Sainte Catherine Street (West),
49285 Montreal 18.

Demandes à la Législature

Avis public est par les présentes donné que le conseil municipal de la paroisse de Notre-Dame-de-l'Ile-Perrot s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins de lui accorder certains pouvoirs spéciaux, dont: le pouvoir de modifier ses règlements de construction ou de zonage au moyen d'un règlement sujet à l'approbation des électeurs municipaux selon une procédure spéciale; de règlementer les conditions d'émission des permis de construction; de décréter par résolution la création d'une charge municipale dont le titulaire sera appelé "surintendant"; de règlementer la subdivision des lots; de règlementer la construction des égouts et la répartition du coût de cette construction; d'ajourner l'imposition de la taxe pour payer certains travaux d'aqueduc et d'égouts jusqu'à ce que les propriétaires commencent à faire usage de ces services; d'établir la procédure d'approbation des règlements d'emprunt par les électeurs propriétaires; et pour autres fins.

Montréal, le 19 novembre 1958.
Les Procureurs du requérant,
LACROIX, VIAU
49269-48-4-o & POUPART.

Applications to Legislature

Public notice is hereby given that the municipal council of the parish of Notre-Dame-de-l'Ile-Perrot will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, to request the adoption of an act for the purpose of granting it certain special powers, to wit: the power to amend its building and zoning by-laws by by-law submitted to the approval of the municipal electors according to a special procedure; to regulate the issuing of building permits; to decree, by resolution, the creation of a municipal charge whose holder will be called "superintendent"; to regulate the subdivision of lots; to regulate the construction of sewers and the apportionment of the cost thereof; to postpone the imposition of the tax for the payment of sewers and waterworks until such time as these services are being used by the proprietors; to determine the procedure for the approval of loan by-laws by the property owners who are electors; and for other purposes.

Montreal, November 19th, 1958.
LACROIX, VIAU
& POUPART,
49269-48-4-o Attorneys for the petitioner.

Commission des Écoles Catholiques de Pointe-aux-Trembles

Avis est par les présentes donné que la Commission des Écoles Catholiques de Pointe-aux-Trembles, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins suivantes, savoir: pour faire changer la date de l'assemblée générale des contribuables et la date d'élection des commissaires; pour demander l'autorisation de changer, durant l'année scolaire, les membres du personnel enseignant de fonctions pédagogiques, de classes ou d'écoles, sans réduction de traitement; pour exempter la commission de rembourser certaines proportions de la taxe neutre aux corporations qui l'ont payée nonobstant les dispositions de la loi 15 George V, chapitre 45 et ses amendements; et pour toutes autres fins.

Montréal, ce 20 novembre 1958.
Les Procureurs de la pétitionnaire,
BADEAUX, FILION, BADEAUX
49270-48-4-o & BÉLAND.

Catholic Schools Commission of Pointe-aux-Trembles

Notice is hereby given that the Catholic Schools Commission of Pointe-aux-Trembles, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of an act for the following purposes, to wit: to change the date of the annual meeting of rate payers and the date of election of the Schools Commissioners; to ask the authorization to transfer, during the school year, the teaching personal from their functions, schools or classes, without any reduction in salary; to exempt the Commission from refunding certain proportion of the neutral tax to the corporations having paid same notwithstanding the dispositions of the act 15 George V, chapter 45 and its amendments; and for all other purposes.

Montreal, November the 20th, 1958.
BADEAUX, FILION, BADEAUX
& BÉLAND,
49270-48-4-o Attorneys for the petitioner.

Cité de Pointe-aux-Trembles

Avis est par les présentes donné que la cité de la Pointe-aux-Trembles s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi aux

City of Pointe-aux-Trembles

Notice is hereby given that the city of Pointe-aux-Trembles will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of an act for the following purposes,

fins suivantes, savoir: pour amender l'article 12 de la loi 6 Geo. V, chapitre 53 et rendre applicables à la municipalité les dispositions de l'article 123, paragraphe 8 de la Loi des Cités et Villes; pour autoriser le paiement d'une indemnité au maire et aux échevins; pour autoriser le paiement d'une pension à toute personne qui aura rempli les fonctions de maire de la cité pendant douze ans ou plus; et pour toutes autres fins.

Montréal, ce 20 novembre 1958.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
BADEAUX FILION BADEAUX &
49271-48-4-o BÉLAND.

to wit: to amend Section 12 of the Act 6 Geo. V, chapter 53 and to render applicable to the Municipality the dispositions of paragraph 8 of section 123 of the Cities and Towns Act; to authorize payment of an indemnity to mayor and members of the council; to authorize payment of a pension to any person having held the office of mayor of the city for twelve years or more; and for all other purposes.

Montreal, November the 20th, 1958.

BADEAUX FILION BADEAUX
& BÉLAND,
49271-48-4-o Attorneys for the Petitioner.

Avis public est par les présentes donné que "The Laprairie Protestant Cemetery", corps politique légalement constitué en vertu des lois de la Province de Québec, ayant son siège social en la ville de LaPrairie, district de Montréal, s'adressera à la Législature de la Province, à sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi déclarant "The Laprairie Protestant Cemetary" propriétaire des lots Nos 268 et 287 des plan et livre de renvoi du village de Laprairie, comté de Laprairie et autorisant la pétitionnaire à transférer subséquemment la propriété de ces immeubles à la ville de LaPrairie.

Montreal, le 25 juillet 1958.

Le Procureur de la pétitionnaire,
MAURICE RIEL.

507 Place d'Armes,
Suite 910,
Montréal, P.Q. 49272-48-4-o

Public notice is hereby given that "The Laprairie Protestant Cemetery", a body politic duly incorporated under the laws of the Province of Quebec and having its place of business in the city of LaPrairie, district of Montreal, will apply to the Legislature of the Provicne of Quebec, at its present session, for the passing of an Act decreeting "The Laprairie Protestant Cemetery" to be sole owner of lots No. 268 and 287 of the plans and books of reference of the village of LaPrairie, county of Laprairie and authorizing the petitioner to transfer them in due course, the said property to the city of LaPrairie.

Montreal, July 25, 1958.

MAURICE RIEL,
Attorney for petitioner.

507 Place d'Armes,
suite 910,
Montréal, P.Q. 49272-48-4-o

Avis est par les présentes donné que le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke et le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Sherbrooke s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour être autorisé à augmenter, pour fins d'éducation, la taxe de vente de 1% à 2% dans les limites de leur municipalité scolaire; et pour d'autres fins.

Sherbrooke, ce 18 novembre 1958.

Le Procureur des requérants,
(Signé) LÉONCE CÔTÉ, C. R.
49274-48-4-o

Notice is hereby given that the board of the Roman Catholic School Commissioners of the city of Sherbrooke and the Protestant Board of School Commissioners of the city of Sherbrooke will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to be authorized to increase, for educational purposes, the sales tax from 1% to 2% within the limits of their school municipality; and for other purposes:

Sherbrooke, November 18, 1958.

(Signed) LÉONCE CÔTÉ, Q.C.,
Attorney for the petitioners.
49274-48-4

Avis est, par les présentes, donné que la Ville de LaPrairie, dans le comté de Laprairie, s'adressera à la législature de la province de Québec à sa présente session pour obtenir l'adoption d'une loi étendant les pouvoirs d'acheter les terrains de la Commune que la ville avait déjà, pour lui permettre d'acheter une certaine étendue de la dernière partie de la commune et d'autres terrains qui actuellement nuisent au développement de la ville, pour augmenter les pouvoirs des estimateurs et autres pouvoirs additionnels.

Montréal, le 25 novembre 1958.

Les procureurs de la requérante,
49288-48-4-o MONETTE & FILION.

Notice is hereby given that the town of LaPrairie, county of Laprairie, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passation of an act, extending the powers already given to the town to buy lands of the Commune, to permit it to buy a certain portion of the last part of the Commune and other lands which actually prejudice the extension of the town, and to increase the powers of the estimators, and other additional powers.

Montreal, November 25th, 1958.

MONETTE & FILION,
49288-48-4-o Attorneys for the petitioner.

Avis public est par les présentes donné que La Commission des Écoles Catholiques de la cité de Dorval, dans le district de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi spéciale aux fins ci-après:

a) d'imposer et prélever une taxe spéciale, dite d'éducation, de 2% au lieu de 1%;

b) de déterminer le mode de distribution du revenu provenant de ladite taxe d'éducation;

c) d'abroger l'article 7 de la Loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 120;

Public notice is hereby given that the Catholic School Commission of the city of Dorval, in the district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, to request the adoption of a special act, for the following purposes:

a) to impose and levy a special tax, known as the Education Tax, of 2% instead of 1%;

b) to determine the distribution of the revenue from said Education Tax;

c) to abrogate article 7 of act 1-2 Elizabeth II, chapter 120;

d) de préciser la distribution des revenus de la taxe imposée sur les biens immeubles des corporations et des compagnies légalement constituées, situées dans le territoire de La commission scolaire;

e) de définir, pour les fins scolaires, le status de tout propriétaire contribuable professant une croyance religieuse différente de celle de son conjoint;

f) de confirmer et ratifier l'annexion du lot 541 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Laurent et du lot 726 du cadastre officiel de la paroisse de Lachine;

g) de déclarer valide et légale une vente consentie à la commission scolaire.

Donné à Dorval, ce 24ième jour de novembre 1958.

L'Avocat de la pétitionnaire,
49289-48-4-o MAURICE R. MARCOTTE.

d) to regulate the distribution of revenues arising from the tax levied on the immoveable properties belonging to corporations and companies legally incorporated, and located within the territory of the school commission;

e) to define, for school purposes, the status of rate-payers professing a religious belief other than the one of his consort;

f) to confirm and ratify the annexation of lot 541 of the official cadastre for the parish of Saint-Laurent and lot 726 of the official cadastre for the parish of Lachine;

g) to declare legal and valid the sale of lots to the school commission.

Given in Dorval, this 24th day of November, 1958.

MAURICE R. MARCOTTE,
49289-48-4-o Attorney for the petitioner.

Avis public est par les présentes donné que la ville de Roxboro s'adressera à la Législature de la province de Québec, au cours de sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins suivantes: fixer la date de la confection de la liste électorale au premier août, la date de la présentation des candidats au dernier lundi de septembre et la date de la votation au premier lundi d'octobre, dans le cas de l'élection du maire et des échevins; permettre à l'officier-rapporteur de demander lui-même un recomptage des voix dans les quatre jours de la votation; autoriser le conseil à règlementer la subdivision des lots et le dépôt des plans de subdivision; autoriser le conseil à répartir la taxe imposée pour payer les travaux d'aqueduc soit selon l'étendue en front des immeubles ou selon leur évaluation; autoriser le conseil à empêcher les nuisances sur les lots vacants où partiellement construits; autoriser le conseil à imposer une taxe de vente n'excédant pas 2%; autoriser le conseil à exécuter des travaux permanents d'aqueduc, d'égouts et de voirie sur requête des deux tiers des propriétaires riverains; autoriser le conseil à ne commencer à prélever la taxe imposée pour payer le coût de travaux d'aqueduc et d'égouts que lorsque les propriétaires commenceront à utiliser ces services; autoriser le conseil à créer un fonds de roulement d'un capital maximum de $20,000.00; annexer à la ville de Roxboro les lots numéros 46 et 47 du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Geneviève de Pierrefonds, détachés de la municipalité de la paroisse de Sainte-Geneviève, et le lot numéro 291 dudit cadastre, détaché de la municipalité de Dollard des Ormeaux; abroger certaines dispositions périmées de sa charte; et pour autres fins.

Montréal, le 24 novembre 1958.

Les Procureurs de la requérante,
49290-48-4-o LACROIX, VIAU & POUPART.

Public notice is hereby given that the Town of Roxboro will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, to request the adoption of an act for the following purposes: to decree that, for the election of the mayor and aldermen, the electoral list shall be prepared on the 1st of August, the presentation of candidates shall take place on the last Monday in September and the polling on the first Monday in October; to allow the returning-officer to request a recount of votes within four days after the polling-day; to give to the council the following powers: the power to regulate the subdivision of lots and the deposit of subdivision plans; the power to apportion the cost of waterworks according to the frontage of immoveables or their valuation; the power to prevent nuisances on vacant lots or lots partly built upon; the power to impose a sales tax at a rate not exceeding 2%; the power to do permanent works such as aqueducts, sewers, paving, etc., upon petition signed by the owners of two thirds of the bordering properties; the power to levy the tax imposed for the payment of waterworks and sewers only when the proprietors begin to avail themselves of these services; the power to constitute a working fund the capital of which shall not exceed $20,000.00; to annex to the town lots Nos. 46 and 47 of the official cadastre of the parish of Ste. Geneviève de Pierrefonds, detached from the Municipality of the parish of Sainte-Geneviève, and lot No. 291 of said Cadastre, detached from the municipality of Dollard des Ormeaux; to abrogate certain obsolete provisions of the Charter; and for other purposes.

Montreal, November 24, 1958.

LACROIX, VIAU & POUPART,
49290-48-4-o Attorneys for the Petitioner.

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Avis public est par les présentes donné que "Les Commissaires d'Écoles pour la Municipalité de Ville d'Anjou, dans le comté de Laval", demanderont à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, l'adoption d'une loi aux fins de modifier la durée du terme d'office des Commissaires d'écoles, et de prolonger le terme des Commissaires actuels jusqu'à l'élection générale du mois de juillet 1961.

Montréal, le 26 novembre 1958.

Les Procureurs des pétitionnaires,
49298-48-4-o TORMEY & GUÉRIN.

Canada — Province of Quebec
District of Montreal

Public notice is hereby given that "Les Commissaires d'Écoles pour la Municipalité de Ville d'Anjou, dans le comté de Laval", will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its present session, for the passing of an Act changing the term of office of the School Commissioners and also prolonging the term of office of the present Commissioners until the general election to be held in July 1961.

Montreal, November 26th, 1958.

TORMEY & GUÉRIN,
49298-48-4-o Attorneys for petitioners.

Avis public est par les présentes donné que le Conseil Supérieur de la Chiropratique pour la Province de Québec Incorporé, ayant son siège social à Montréal, district de Montréal, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à la présente session, pour demander l'adoption d'une loi afin que les chiropraticiens de la Province de Québec ne soient pas poursuivis judiciairement, dans l'exercice de leur profession, sans autorisation préalable, nonobstant toutes autres lois; afin d'obtenir la reconnaissance professionnelle des chiropraticiens dans la Province de Québec; afin de faire des règlements suivant le projet de loi soumis à la Législature, ces règlements ayant pour but de régir, dans l'intérêt public, la profession de la chiropratique dans la Province de Québec, l'admission, l'étude, la discipline, les droits acquis et tous les objets et pouvoirs mentionnés au projet de loi et pour autres fins.

Montréal, ce 24 novembre, 1958.

Les procureurs du pétionnaire.
COUSINEAU, LAGANIÈRE,
49296-48-4-o BÉLANGER & PAGÉ.

Public notice is hereby given that the Quebec Superior Council for Chiropractic Incorporated, having its head office at Montreal, district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of an Act in order that the Chiropractors of the Province of Quebec shall not be prosecuted, while practising their profession, without previous authorization, notwithstanding any other laws; in order to obtain professional recognition of Chiropractors in the Province of Quebec; in order to make regulations according to the Bill introduced in the Legislature, the object of which would to be govern, in the interest of the public, the Chiropractif profession in the Province of Quebec, the admission, study, discipline, acquired rights, and all other objects and powers mentioned in said Act and for any other purposes.

Montreal, November 24, 1958.

Attorneys for the petitioner.
COUSINEAU, LAGANIÈRE,
49296-48-4-o BÉLANGER & PAGÉ.

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Avis public est, par les présentes, donné que Les Commissaires d'Écoles Catholiques pour la Municipalité de la cité de Longueuil, dans le comté de Chambly, demanderont à la Législature de la province de Québec, à sa présente Session, l'adoption d'une loi aux fins de modifier le nom de la Corporation Scolaire en celui de "La Commission des Écoles Catholiques de Longueuil"; également aux fins d'imposer une taxe de vente, dite taxe d'éducation, ne dépassant pas 2%, et aux fins d'être autorisés à voter et payer annuellement à ses Commissaires d'écoles une indemnité pour leur frais de déplacement, de représentation et autres dépenses.

Montréal, le 26 novembre 1958.

Les Procureurs des pétitionnaires,
49297-48-4-o TORMEY & GUÉRIN.

Canada — Province of Quebec
District of Montreal

Public notice is hereby given that Les Commissaires d'Écoles Catholiques pour la Municipalité de la cité de Longueuil dans le comté de Chambly, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its present Session, for the passing of an Act, changing their name in that of "La Commission des Écoles Catholiques de Longueuil"; authorizing them to impose a sale's tax not exceeding 2%, and to pay to its School Commissioners a compensation for travelling and entertainment costs, and other expenses.

Montreal, November 26th, 1958.

TORMEY & GUÉRIN,
49297-48-4-o Attorneys for petitioners.

Avis est par les présentes donné que "La Corporation de la ville de Cookshire" s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour obtenir la passation d'une loi amendant sa charte, la loi 55-56, Victoria, chapitre 57 (1892) sur les matières suivantes: autoriser "La Corporation de la ville de Cookshire" d'abandonner le régime particulier et désuet qui la régit depuis 1892 afin de revenir aux dispositions de la Loi générale, la Loi des cités et villes, chapitre 233, S.R.Q., 1941, avec certains pouvoirs particuliers détaillés ci-après: permettre que le terme d'office des échevins municipaux soit d'une durée de trois ans avec système rotatif de deux échevins se retirant chaque année; autoriser le numérotage des sièges échevinaux; autoriser ladite corporation, sujet à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec, à acquérir, construire et entretenir un ou des immeubles pour fins municipales ou industrielles dont le coût total ne devra pas dépasser $150,000.00; autoriser ladite corporation à réglementer d'une façon particulière la construction, l'entretien et le raccordement des conduites privées, entrées d'eau et égouts; permettre que tout locataire ou occupant reste redevable de la taxe de locataire ou d'occupant envers ladite corporation tant et aussi longtemps qu'il ne lui aura pas donné avis par écrit de son intention d'abandonner ou quitter les lieux loués; autoriser ladite corporation à imposer et prélever une taxe

Notice is hereby given that the "Corporation of the town of Cookshire" will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session for the passing of an act amending its charter, the act 55-56 Victoria, chapter 57 (1892), on the following matters: to authorize the "Corporation of the town of Cookshire" to abandon the obsolete and special regime that governs the said corporation since 1892 to come back to the dispositions of the general law, the Cities and Towns Act, chapter 233, R.S.Q., 1941, with the special powers hereinafter described: to allow the municipal aldermen's term of office to be of duration of three years coupled with a rotating system so as to allow two aldermen to retire each year; to authorize the numbering of the aldermen's seats; to authorize the said corporation, subject to the previous approval of the Quebec Municipal Commission, to acquire, construct and maintain one or more immoveables for municipal or industrial purposes the total cost of which shall not exceed $150,000.00; to authorize the said corporation to provide specifically for the construction, maintenance and connection of private conduits, water intakes and sewers; to allow that any tenant or "occupant" shall remain liable for his rental or occupancy tax towards the said corporation, as long as he has not given a written notice of his intention to vacate or leave the said premises; to authorize the said corporation to impose and levy an annual tax of $5.00

annuelle de $5.00 sur tout habitant mâle et âgé de 21 ans et plus qui a résidé dans la municipalité pendant au moins 6 mois et qui n'est chargé d'aucune autre taxe; autoriser ladite corporation à imposer et prélever annuellement une taxe ou licence n'excédant pas $50.00 sur toute personne exploitant tout distributeur automatique, jeu mécanique ou phonographe; autoriser ladite corporation à constituer un fonds de roulement ne devant pas excéder $15,000.00 afin de mettre à la disposition de ladite corporation les deniers dont elle peut avoir besoin soit pour rencontrer les dépenses au cours d'un exercice financier en attendant la perception des taxes, soit pour défrayer le coût de certains travaux publics; et pour d'autres fins.

Sherbrooke, ce 24 novembre, 1958.

Les Procureurs de la requérante,
CRÉPEAU, CRÉPEAU & MELANSON.

49299-48-4-o

on every male inhabitant of the age of 21 years and over who has resided in the municipality for at least 6 months and who is not liable to the payment of any other tax; to authorize the said corporation to impose and levy annually a tax or licence not exceeding $50.00 on every person owing or operating any automatic distributor, mechanical game or phonograph; to authorize the said corporation to constitute a working-fund not exceeding $15,000.00 so as to put to the disposal of the said corporation the necessary monies needed for either to meet the expenditures incurred during a fiscal year before the perception of the taxes or to defray the costs of certain public work; and for other purposes.

Sherbrooke, this November 24th, 1958.

CRÉPEAU, CRÉPEAU & MELANSON
Attorneys for Petitioners.

49299-48-4-o

Cité de Verdun

Amendements à la charte

La cité de Verdun donne par les présentes avis qu'elle s'adressera à la Législature Provinciale, lors de sa présente session, pour obtenir des amendements à sa charte sur les matières suivantes:

1. Renouveler l'évaluation municipale des propriétés de la cité de Montréal à Verdun.
2. Renouveler le contrat pour service d'eau avec la cité de Montréal.
3. Augmenter l'appropriation pour le prolongement de l'émissaire d'égout No 1.
4. Emprunter pour travaux capitaux.
5. Amender la charte concernant terrain de stationnement dans ou près des bâtisses.
6. Imposer des permis pour stationnement durant la nuit.
7. Enlever la servitude perpétuelle sur les ruelles non utilisées.
8. Payer des pensions à certains employés.
9. Imposer $2.00 par jour pour l'entreposage des voitures remorquées.
10. Imposer une taxe sur les poteaux et cables de télévision.
11. Réglementer les heures de fermeture pour postes de ravitaillement d'essence.
12. Payer des pensions aux échevins après 15 années de service.
13.— Vente d'articles confisqués, etc. par la police.
14. Imposer une taxe d'enlèvement de la neige.

Verdun, 25 novembre 1958.

L'aviseur légal de la
Cité de Verdun,
FRS. FAUTEUX.

49300-48-4-o

City of Verdun

Charter amendments

The city of Verdun hereby gives notice that it will apply to the Provincial Legislature, at its present session, to obtain amendments to its Charter on the following matters:

1. To renew the municipal valuation of city of Montreal property in Verdun.
2. To renew the water contract with the City of Montreal.
3. To increase expenditure on the extension to sewer outlet No. 1.
4. To borrow for capital works.
5. To amend the charter, concerning parking areas in or near buildings.
6. To impose permits for overnight parking.
7. To remove perpetual servitudes on unused lanes.
8. To pay pensions to certain employees.
9. To charge $2.00 per day storage on autos towed away.
10. To tax T.V. poles and cables.
11. To regulate closing hours of gasoline stations.
12. To pay pensions to aldermen after 15 years service.
13. Sale of moveables confiscated, etc. by the Police.
14. Power to impose a street snow removal tax.

Verdun, November 25th, 1958.

FRS. FAUTEUX,
Attorney for the
City of Verdun.

49300-48-4-o

Avis est par les présentes donné, que Paul Rodier, administrateur, Rolland Préfontaine, ingénieur civil, domiciliés à Westmount, et André Martin, avocat, domicilié à Outremont, feront une demande à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, afin d'adopter une Loi pour modifier le testament de feu Charles Séraphin Rodier, aux fins de prévoir une rémunération pour les exécuteurs testamentaires et le curateur à la substitution créée par ledit testament.

Montréal, ce 26ème jour de novembre 1958.

Les Procureurs des Pétitionnaires,
TORMEY & GUÉRIN.

49303-48-4-o

Notice is hereby given that Paul Rodier, administrator, Rolland Préfontaine, civil engineer, of the city of Westmount, and André Martin, lawyer, of the city of Outremont, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session for the passing of an Act to modify the last will of the late Charles Seraphin Rodier, as to provide a remuneration for the Testamentory executors and the curator to the substitution created by the said will.

Montreal, this 26th day of November, 1958.

TORMEY & GUÉRIN,
Attorneys for Petitioners.

49303-48-4-o

Avis est par les présentes donné, que les corporations des villages de St-Hilaire, Otterburn Park et McMasterville, feront une demande à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, afin d'adopter une Loi aux fins de créer une commission pour l'administration de l'Usine de Filtration, qui desservira les dites trois Municipalités et pour autres fins.

Montréal, ce 25ème jour de novembre 1958.

Les Procureurs des Pétitionnaires,
49304-48-4-o TORMEY & GUÉRIN.

Notice is hereby given that the Corporations of the village of St-Hilaire, McMasterville and Otterburn Park, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session for the passing of an Act to create a Commission to take over the administration of the Filtration Plant, who will bring water to the three Municipalities and other purpose.

Montreal, this 25th day of November, 1958.

TORMEY & GUÉRIN,
49304-48-4-o Attorneys for Petitioners.

Département des Affaires municipale

Le soussigné donne avis que, tel que demandé par une résolution adoptée le 3 novembre 1958 par le conseil municipal du village de Saint-Damase, comté de Saint-Hyacinthe, et conformément aux dispositions de l'article 130 du Code municipal, il a décrété, en date du 20 novembre 1958, que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de la corporation du village de Saint-Damase, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se feront, à l'avenir, dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en vertu de l'article 131 du Code municipal (10 George VI, chapitre 55, section 2).

Québec, le 20 novembre 1958.

Le ministre des Affaires Municipales,
49245-o PAUL DOZOIS.

Le soussigné donne avis que, tel que demandé par une résolution adoptée le 10 novembre 1958 par le conseil municipal de la paroisse de Saint-Épiphane, comté de Rivière-du-Loup, et conformément aux dispositions de l'article 130 du Code municipal, il a décrété, en date du 25 novembre 1958, que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de la corporation de la paroisse de Saint-Épiphane, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se feront, à l'avenir, dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en vertu de l'article 131 du Code municipal (10 George VI, chapitre 55, section 2).

Québec, le 25 novembre 1958.

Le ministre des Affaires municipales,
49245-o PAUL DOZOIS.

Le soussigné donné avis que, tel que demandé par une résolution adoptée le 3 novembre 1958 par le conseil municipal du village de Saint-Guillaume, comté Yamaska, et conformément aux dispositions de l'article 130 du Code municipal, il a décrété, en date du 25 novembre 1958, que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de la corporation du village de Saint-Guillaume, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se feront, à l'avenir, dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en vertu de l'article 131 du Code municipal (10 George VI, chapitre 55, section 2).

Québec, le 25 novembre 1958.

Le ministre des Affaires municipales,
49245-o PAUL DOZOIS.

Department of Municipal Affairs

The undersigned gives notice that as requested by a resolution adopted November 3, 1958 by the Municipal Council of the village of Saint Damase, county of Saint Hyacinthe, and pursuant to the provisions of section 130 of the Municipal Code, he has enacted, on November 20, 1958, that the publication of any public notice, by-law, resolution or order of the Corporation of the village of Saint Damase, except as are required to be made in the *Quebec Official Gazette*, shall be made hereafter in the French language only.

This notice is published pursuant to section 131 of the Municipal Code (10 Georges VI, chapter 55, section 2).

Quebec, November 20, 1958.

PAUL DOZOIS,
49245 Minister of Municipal Affairs.

The undersigned gives notice that, as requested in a resolution adopted on November 10, 1958, of the Municipal Council of the parish of Saint-Épiphane, county of Rivière-du-Loup, and pursuant to the provisions of Article 130, of the Municipal Code, he has enacted, under date of November 25, 1958, that the publication of all public notices, by-laws, resolutions or orders of the corporation of the parish of Saint-Épiphane, with the exception of those required in the *Quebec Official Gazette* be made, henceforth, in the franch language only.

The present notice is published in conformity with Article 131, of the Municipal Code, (10 George VI, chapter 55, section 2).

Quebec, November 25, 1958.

PAUL DOZOIS,
49245 Minister of Municipal Affairs.

The undersigned gives notice that, as requested in a resolution adopted on November 3, 1958, of the Municipal Council of the village of Saint-Guillaume, county of Yamaska, and pursuant to the provisions of Article 130, of the Municipal Code, he has enacted, under date of November 25, 1958, that the publication of all public notices, by-laws, resolutions or orders of the corporation of the village of Saint-Guillaume, with the exception of those required in the *Quebec Official Gazette*, be made, henceforth, in the French language only.

The present notice is published in conformity with Article 131, of the Municipal Code, (10 George VI, chapter 55, section 2).

Quebec, November 25, 1958.

PAUL DOZOIS,
48245 Minister of Municipal Affairs.

Département de l'Instruction Publique

N° 737-58.

Il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté en conseil en date du 19 novembre 1958, de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de Chicoutimi, dans le comté de Chicoutimi, le territoire ci-dessous décrit, pour l'annexer à la municipalité scolaire catholique de Chicoutimi, même comté, pour les contribuables catholiques seulement.

Ce territoire comprend un certain terrain connu et désigné comme étant les lots nos. 64, 65, 66 et 67 (partie non-subdivisée) et 67 (partie subdivisée) du rang I, S.O. C.S. du cadastre officiel de la paroisse de Chicoutimi, comté et division d'enregistrement de Chicoutimi. De figure irrégulière, cedit terrain est borné vers le nord-est par le chemin Sydenham pour une partie; par une partie du lot no 67 et par les lots nos 66, 65 et 64 du rang I, N.E. C.S. dudit cadastre, vers le sud-est par le lot no 63 du rang I, S.O. C.S. et vers le sud-ouest par le lot no 1 du rang VII, S.O. C.S. dudit cadastre, vers le nord-ouest par une partie du lot no 68 (non-subdivisé) et par le lot no 68-28 du rang I, S.O. C.S.

Ce changement prendra effet au 1er juillet 1959.

Québec, le 26 novembre 1958.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

49302-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 304-55.

Il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté en conseil en date du 19 novembre 1958, de détacher de la municipalité scolaire de Shipton, dans le comté de Richmond, les lots 7, 8 et 9 du rang VIII du canton Shipton, pour les annexer pour les contribuables catholiques seulement, à la municipalité scolaire catholique de la Ville de Richmond, dans le même comté.

Ce changement prendra effet au 1er juillet 1959.

Québec, le 26 novembre 1958.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

49302-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 348-57.

Il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté en conseil en date du 19 novembre 1958, de détacher de la municipalité scolaire de Côte St-Rémi de Ste-Geneviève N° 4 dans le comté de Jacques-Cartier, le lot 294 du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Geneviève, pour l'annexer, pour les contribuables catholiques seulement, à la municipalité scolaire catholique de Roxboro, dans le même comté.

Ce changement prendra effet au 1er juillet 1959.

Québec, le 25 novembre 1958.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

49302-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 911-56.

Il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté en conseil en date du 19 novembre 1958, de corriger l'item 10 de l'arrêté en conseil N° 543 en date du 22 mai 1958, relatif à l'annexion de certains lots à la municipalité scolaire de Notre-Damede Pontmain, dans le comté de Labelle, publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 31 mai 1958, à la page 1758, de manière à changer

Department of Education

No. 737-58.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated November 19, 1958, to detach from the School Municipality of the Parish of Chicoutimi, in the county of Chicoutimi, the territory hereinunder described in order to annex it to the Catholic School Municipality of Chicoutimi, same county, for Catholic ratepayers only.

This territory comprises a certain piece of land known and designated as being lot Nos. 64, 65, 66 and 67 (non-subdivided part) and 67 (subdivided part) of range I, S.W. S.S. of the official cadaster of the Parish of Chicoutimi, county and registry Division of Chicoutimi. Of irregular shape, the said land is bounded northeasterly by the Sydenham Road; par a part of No. 67 ad lots Nos. 66, 65 and 64, range I, N.E. S.S. of said cadaster, southeasterly by lot No. 63, range I, S.W. S.S. and southwesterly by lot No. 1, range VII, S.W. S.S. of said cadastre, northwesterly by a part of lot No. 68 (non-subdivided) and by lot No. 68-28, range I, S.W. S.S.

This change shall take effect on July 1st, 1959.

Quebec, November 26, 1958.

O. J. DÉSAULNIERS,

49302 Superintendent of Education.

No. 304-55.

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council, dated November 19, 1958, has been pleased to detach from the school municipality of Shipton, in the county of Richmond, lots 7, 8 and 9 of range VIII of the township of Shipton, to annex them for the Catholic ratepayers only, to the Catholic school municipality of the Town of Richmond, in the same county.

This change will take effect on July 1st, 1959.

Quebec, November 26, 1958.

O. J. DÉSAULNIERS,

49302 Superintendent of Education.

No. 348-57.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated November 19, 1958, to detach from the school municipality of Côte St. Rémi de Ste. Geneviève No. 4, in the county of Jacques-Cartier, lot 294 of the official cadaster of the parish of Ste. Geneviève, in order that it be annexed, for Catholic ratepayers only, to the Catholic School municipality of Roxboro, in the same county.

This change shall take effect on July 1st, 1959.

Quebec, November 25, 1958.

O. J. DÉSAULNIERS,

49302 Superintendent of Education.

No. 911-56.

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council, dated November 19, 1958, has been pleased to correct item 10 of Order-in-Council No. 543 dated May 22, 1958, relative to the annexation of certain lots to the school municipality of Notre-Dame de Pontmain, in the county of Labelle, published in the *Quebec Official Gazette* of May 31, 1958, on

dans la description technique, les mots "20 à 23 des rangs II et III" par les mots "2 à 23 des rangs II et III".

Cette correction prend effet immédiatement.
Québec, le 25 novembre 1958.
Le Surintendant de l'Instruction publique,
49302-o O. J. DÉSAULNIERS.

page 1758, in order to change, in the technical description, the words "20 to 23 of ranges II and III", by words "2 to 23 of ranges II and III".

This correction takes effect immediately.
Quebec, November 25, 1958.
O. J. DÉSAULNIERS,
49302 Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de St-Laurent, (municipalité de cité de Montréal), division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que les lots 345-452-1, 345-452-2, 345-453-1, 345-453-2, 345-454-1, 345-454-2, 345-455-1 et 345-455-2 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 6 novembre 1958.
Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
49244-o AVILA BÉDARD.

Cadastre officiel du village de Thurso, division d'enregistrement de Papineau.

Avis est par la présente donné que le lot 29-70 et partie des lots 29-72 et 29-73 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 12 novembre 1958.
Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
49244-o AVILA BÉDARD.

Department of Lands and Forest

NOTICE

Official cadastre of the parish of St. Laurent (municipality of city of Montreal), registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lots 345-452-1, 345-452-2, 345-453-1, 345-453-2, 345-454-1, 345-454-2, 345-455-1 and 345-455-2 are cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, November 6, 1958.
Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
49244-o Deputy Minister.

Official cadastre of village of Thurso, registration division of Papineau.

Notice is hereby given that lot 29-70 and part of lots 29-72 and 29-73 are cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, November 12, 1958.
Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
49244-o Deputy Minister.

Département du Travail

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie du camionnage dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 706 du 7 juillet 1954, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en conseil la modification suivante audit décret:

L'article II sera remplacé par le suivant:

"II. *Juridiction territoriale:* La juridiction territoriale du décret comprend la cité de Québec et les municipalités situées sur la rive nord du fleuve Saint-Laurent et comprises en tout ou en partie dans un rayon de dix milles des limites de ladite cité de Québec.

La juridiction territoriale du décret comprend en outre la cité de Lévis et les municipalités situées sur la Rive Sud du fleuve St-Laurent et comprises en tout ou en partie dans un rayon de dix (10) milles des limites de la dite cité de Lévis, dans le comté de Lévis exclusivement."

La publication du présent avis ne rend pas obligatoire les dispositions qui y sont contenues.

Department of Labour

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, the Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the cartage industry in the region of Quebec, rendered obligatory by the decree number 706 of July 7, 1954, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendment to the said decree:

Article II will be replaced by the following:

"II. *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of the decree comprises the City of Quebec and the municipalities located on the North shore of the St. Lawrence River and included, in whole or part, in a radius of ten miles from the limits of the said City of Quebec.

The territorial jurisdiction of the decree also includes the city of Levis and the municipalities on the south shore of the St. Lawrence River included, in whole or part, within a radius of ten (10) miles of the said city of Levis, in the county of Levis exclusively."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained

Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 29 novembre 1958. 49273-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, après consultation des parties contractantes, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), qu'il se propose de recommander l'approbation des modifications suivantes au décret N° 3088 du 7 août 1946, relatif aux métiers de l'imprimerie dans la région de Montréal, dans sa teneur modifiée:

Les articles XIX et XXIV seront remplacés par les suivants:

XIX. *Taux minima de salaires, Zone I:* Les taux minima de salaires sont les suivants:

therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 29, 1958. 49273-o

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, after consulting with the contracting parties, hereby gives notice pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that he intends to recommend the approval of the following amendments to the decree No. 3088 of August 7, 1946, relative to the printing trades in the region of Montreal, as amended:

Sections XIX and XXIV will be replaced by the following:

XIX. *Minimum hourly wage rates, Zone I:* The minimum wage rates shall be as follows:

A. Atelier de composition — Composing room

	Du 5 juillet 1958 au 28 février 1959 — *From July 5, 1958, to February 28, 1959*		*Du 1er mars 1959 et subséquemment* — *From March 1st, 1959, and thereafter*	
	Taux de jour — *Day Rates*	*Taux de nuit* — *Night Rates*	*Taux de jour* — *Day Rates*	*Taux de nuit* — *Night Rates*
Compagnon typographe — Journeyman compositor	$2.20	$2.52	$2.31	$2.63
Compagnon opérateur de clavier — Journeyman Keyboard operator	2.20	2.52	2.31	2.63
Correcteur d'épreuves: (employé précédemment comme compagnon typographe avant d'être appelé à remplir les fonctions de correcteur d'épreuves).— *Proof Reader:* (who has been employed as journeyman compositor before being assigned to proof reading)	2.20	2.52	2.31	2.63
Compagnon opérateur de fondeuse: (doit pouvoir prendre charge complète des fondeuses et claviers, sans qu'il soit nécessaire d'être opérateur de clavier).— *Casterman:* (must be capable of taking complete charge of casters and keyboards, but need not be keyboard operator)	2.20	2.52	2.31	2.63
Aide sur fondeuse.— Caster runner:				
1ère année — 1st year:				
1er semestre — 1st six months	0.70	0.81	0.74	0.85
2e semestre — 2nd six months	0.72	0.83	0.76	0.87
2e année — 2nd year:				
1er semestre — 1st six months	0.75	0.86	0.79	0.91
2e semestre — 2nd six months	0.78	0.90	0.82	0.94
3e année — 3rd year:				
1er semestre — 1st six months	0.93	1.07	0.98	1.13
2e semestre — 2nd six months	1.04	1.20	1.09	1.25

Après 3 années révolues, les aides sur fondeuses sont rémunérés selon les conditions convenues entre salariés et employeurs, mais en aucun cas le salaire ne doit être inférieur à celui fixé pour un apprenti de 3e année, 2e semestre.— Thereafter, caster runners will be paid at rate agreed upon between employer and employee, but not less than the rate set for a 3rd year, 2nd six months apprentice.

B. Atelier d'impression — Press room

i. Presses à plateau; presses à cartes; presses à enveloppes; presses à ruban de soie; presses à étiquettes agrafes; presses à plateau pouvant imprimer papier sur bobine; presses à multiple plateaux; pres-

	Du 5 juillet 1958 au 28 février 1959 — From July 5, 1958, to February 28, 1959		Du 1er mars 1959 et subséquemment — From March 1st, 1959 and thereafter	
	Taux de jour — Day Rates	Taux de nuit — Night Rates	Taux de jour — Day Rates	Taux de nuit — Night Rates
ses à plateau ou autres, servant à gaufrer à chaud ou à froid; machines à multicopier, de toutes descriptions et de tous formats—automatiques ou margées à la main. — Platen presses; Card presses; Envelope Presses; Silk ribbon printing presses; Pin ticket presses Platen presses with web attachment; Multiple platen presses; Platen or other type presses used for hot or cold embossing; Multicopying machines of every size and description — automatic or hand fed:				
Compagnon pressier.— Journeyman pressman	1.91	2.20	2.01	2.31
Assistant-pressier — Assistant pressman	1.84	2.12	1.93	2.22
Margeur — Feeder	1.47	1.69	1.54	1.77
ii. Presses rotatives pouvant imprimer papier sur bobine de moins de 36 pouces de largeur; presses à imprimer, à gaufrer et à découper en une opération continue; presses cylindriques à marbre horizontal ou vertical — une couleur — tous formats — automatiques ou margées à la main. — Rotary presses capable of printing paper rolls less than 36 inches in width; Machine for Power Printing, die embossing and die cutting in one continuous operation; Flat bed cylinder presses — one colour — all sizes — whether automatic or hand fed:				
Compagnon pressier. — Journeyman pressman	2.20	2.52	2.31	2.63
Assistant-pressier. — Assistant pressman	1.91	2.20	2.01	2.31
Margeur — Feeder	1.60	1.84	1.68	1.93
iii. Presses rotatives pouvant imprimer papier sur bobine de 36 pouces et plus; presses "Tubular" de 16 pages ou toutes autres rotatives de même calibre; presses rotatives margeant papier à feuilles mobiles; presses rotatives à deux couleurs; presses cylindriques à marbre horizontal ou vertical, à deux couleurs; presses cylindriques à marbre horizontal ou vertical avec attachement pour deuxième couleur, presses à retiration—automatiques ou margées à la main: — Rotary presses capable of printing paper rolls 36 inches and over; Tubular rotary presses—16 pages or any rotary press of same capacity; Rotary presses, sheet fed; Two-colour rotary presses; Two-colour flat bed cylinder presses with special attachment for 2nd colour; perfecting presses — whether automatic or hand fed;				
Compagnon pressier. — Journeyman pressman	2.45	2.77	2.57	2.89
Assistant-pressier.— Assistant pressman	1.91	2.20	2.01	2.31
C. Atelier de reliure et de finition — Bookbinding and finishing department				
Compagnon relieur.— Journeyman bookbinder	2.20	2.52	2.31	2.63
Opérateur de: Machines à couper le papier et la toile avec couteaux ordinaires ou dentelés; machines à régler (plumes et/ou disques) — *Operator on:* Paper and cloth-cutting machines, when using straight or serrated knives; ruling machines — pen and/or disk	2.20	2.52	2.31	2.63
Opérateur de: Machines à plier; machines à assembler automatiques; machines à couper le carton; machines rotatives à couper la toile, le papier ou le carton; machines à collationner automatiques, rotatives ou margées à la main; machines à biseauter le carton ou le cuir; machines à faire les couvertures; machines à endosser; machines à frapper et à gaufrer; machines à encaisser (pas plus de 2 aides par machine); machines à empreintes servant à fabriquer des couvertures en relief; machines à arrondir; machines à coller de plus de 24 pouces de largeur. — *Operator on:* Folding machines; Automatic gathering machines; Shearboard cutters; Rotary linen, paper or board cutters; Collators — rotary, automatic or hand fed; Board or leather bevelling machines; Case-making machines; Back-lining machines; Casing-in-machines (not more than two helpers per machine); Backing machines; Stamping machines — automatic or hand; Power machines, as used in the embossing or making of book covers; Rounding machines; Pasting machines over 24 inches in width	2.20	2.52	2.31	2.63
Opérateur sur rogneuses: jusqu'à 25 pouces.— *Operator on:* Paper trimmers and choppers, up to 25 inches	1.48	1.70	1.55	1.78
Main d'oeuvre féminine: Fille, femme ou homme lorsque celui-ci remplace celle-là — opération manuelles de toutes descriptions considérées comme travail féminin.— *Female help:* Female employees, and males when replacing females, — hand operations of every description considered as women's work	1.11	1.28	1.17	1.35

	Du 5 juillet 1958 au 28 février 1959 — *From July 5, 1958, to February 28, 1959*		*Du 1er mars 1959 et subséquemment* — *From March 1st, 1959 and thereafter*	
	Taux de jour — *Day Rates*	*nuit* — *Night Rates*	*Taux de jour* — *Day Rates*	*nuit* — *Night Rates*
Margeuse: Machines à régler; machines à estamper; machines à plier. — *Feeding:* Ruling machines; Folding machines: Stamping machines...	1.11	1.28	1.17	1.35
Opératrice; Machines à poinçonner; machines à brocher; machines à coudre; machines à numéroter; machines à perforer; tables à assembler; machines à faire les coins ronds aux couvertures remployées; machines à poser les feuillards de calendriers; machines à coller de moins de 24 pouces de largeur: — *Operating:* Punching machines; Stitching machines; Sewing machines; Eyeletting machines; Numbering machines; Perforing machines; Gathering tables; Boundcornering machines as used on book cases, or covers; Tinning machines; Pasting machines in size smaller than 24 inches in width.....	1.11	1.28	1.17	1.35
Apprentie; Le nombre d'apprenties ne doit pas excéder le tiers du nombre total des salariées. Toute personne ayant moins de 36 mois d'expérience est considérée comme apprentie. — *Apprentice (Female);* The number of apprentices shall not exceed one third (1/3) of the total number of female employees. Any person having less than thirty-six (36) months experience at the trade shall be considered as an apprentice:				
1ère année — 1st year:				
1er semestre — 1st six months.....	0.60	0.69	0.63	0.72
2e semestre — 2nd six months.....	0.67	0.77	0.70	0.81
2e année — 2nd year:				
1er semestre — 1st six months.....	0.74	0.85	0.78	0.90
2e semestre — 2nd six months.....	0.82	0.94	0.86	0.99
3e année — 3rd year:				
1er semestre — 1st six months.....	0.88	1.01	0.92	1.06
2e semestre — 2nd six months.....	0.94	1.08	0.99	1.14
d-i. *Apprenti* (Atelier de Composition, Réglage, Coupage, Reliure et Finition) — *Apprentice* (Composition, Ruling, Cutting, Bindery and Finishing Departments):				
1ère année — 1st year:				
1er semestre — 1st six months.....	0.70	0.81	0.74	0.85
2e semestre — 2nd six months.....	0.72	0.83	0.76	0.87
2e année — 2nd year:				
1er semestre — 1st six months.....	0.75	0.86	0.79	0.91
2e semestre — 2nd six months.....	0.78	0.90	0.82	0.94
3e année — 3rd year:				
1er semestre — 1st six months.....	0.93	1.07	0.98	1.13
2e semestre — 2nd six months.....	1.04	1.20	1.09	1.25
4e année — 4th year:				
1er semestre — 1st six months.....	1.13	1.30	1.19	1.37
2e semestre — 2nd six months.....	1.27	1.46	1.33	1.53
5e année — 5th year:				
1er semestre — 1st six months.....	1.48	1.70	1.55	1.78
2e semestre — 2nd six months.....	1.63	1.87	1.71	1.97
6e année — 6th year:				
1er semestre — 1st six months.....	1.74	2.00	1.83	2.10
2e semestre — 2nd six months.....	1.84	2.12	1.93	2.22
ii. *Atelier d'Impression* (toutes presses).— *Press department;* (all presses).				
1ère année — 1st year:				
1er semestre — 1st six months.....	0.70	0.81	0.74	0.85
2e semestre — 2nd six months.....	0.84	0.95	0.88	1.01
2e année — 2nd year:				
1er semestre — 1st six months.....	0.98	1.13	1.03	1.18
2e semestre — 2nd six months.....	1.14	1.31	1.20	1.38
3e année — 3rd year:				
1er semestre — 1st six months.....	1.29	1.48	1.35	1.55
2e semestre — 2nd sx months.....	1.44	1.66	1.51	1.74
4e année — 4th year:				
1er semestre — 1st six months.....	1.60	1.84	1.68	1.93
2e semestre — 2nd six months.....	1.75	2.01	1.84	2.12
iii. *Presses* Groupe B-i — *Presses* Group B-i:				
5e année — 5th year.....	1.84	2.12	1.93	2.22
6e année — 6th year.....	1.86	2.14	1.95	2.24
7e année — 7th year.....	1.89	2.17	1.98	2.28

	Du 5 juillet 1958 au 28 février 1959 — From July 5, 1958, to February 28, 1959		Du 1er mars 1959 et subséquemment — From March 1st, 1959 and thereafter	
	Taux de jour — Day Rates	nuit — Night Rates	Taux de jour — Day Rates	nuit — Night Rates
iv. *Presses* Groupe B-ii et Groupe B-iii — *Presses* Group B-ii and Group B-iii:				
5e année — 5th year	1.91	2.20	2.01	2.31
6e année — 6th year	2.01	2.31	2.11	2.43
7e année — 7th year	2.11	2.43	2.22	2.54
E. Aide inexpérimenté (masculin) — Helper (Male) unskilled				
Tous départements — All departments:				
1ère année, 1er semestre — 1st year, 1st six months	0.70	0.81	0.74	0.85
Subséquemment — Thereafter	0.84	0.97	0.88	1.01

XXIV. *Taux minima de salaires, Zone I:* Les taux minima de salaires sont les suivants:

XXIV. *Minimum hourly wage rates, Zone I:* The minimum wage rates shall be as follows:

A. Département de la caméra — Camera department				
Opérateur de caméra employé exclusivement à la préparation de négatifs et/ou de positifs pour reproduction par machines à multicopier de format 14″ x 20″ ou moindre — Camera operator who exclusively produces negatives and/or positives for reproduction by multicopying machines up to and inclusing 14 x 20 inches	2.04	2.24	2.14	2.35
B. Département de la préparation des plaques — Plate-making department				
i. Opérateur de châssis pneumatiques et de contacts négatifs employé exclusivement à la préparation de plaques pour reproduction par machines à multicopier de format 14″ x 20″ ou moindre — Vacuum frame and contact-negative operator who exclusively produces plates for reproduction by multicopying machines up to and including 14 x 20 inches	2.04	2.24	2.14	2.35
ii. Opérateur de grainoir employé au grainage de plaques pour reproduction par machines à multicopier de format 14″ x 20″ ou moindre — Plate grainers engaged on graining plates for reproduction by multicopying machines of a press size up to and including 14 x 20 inches	1.93	2.12	2.03	2.23
C. Machine à multicopier — Multicopying machine				
i. Opérateur de machine à multicopier de tout genre de format 12″ x 19″ ou moindre — Operator on multicopying machine of any description of a press size less than 12 x 19 inches:				
1ère année — 1st year:				
1er semestre — 1st six months	0.83	0.91	0.87	0.96
2e semestre — 2nd six months	1.04	1.14	1.09	1.20
2e année — 2nd year:				
1er semestre — 1st six months	1.25	1.38	1.31	1.44
2e semestre — 2nd six months	1.45	1.60	1.52	1.67
Subséquemment — Thereafter	1.65	1.82	1.73	1.90
ii. Opérateur de machine à multicopier de tout genre de format de plus de 12″ x 19″ jusqu'à 14″ x 20″ inclusivement — Operator on multicopying machine of any description, of a press size over 12 x 19 inches up to and including 14 x 20 inches:				
1ère année — 1st year:				
1er semestre — 1st six months	0.88	0.97	0.92	1.01
2e semestre — 2nd six months	1.14	1.25	1.20	1.32
2e année — 2nd year:				
1er semestre — 1st six months	1.41	1.55	1.48	1.63
2e semestre — 2nd six months	1.67	1.84	1.75	1.94
Subséquemment — Thereafter	1.93	2.12	2.03	2.23
D. Apprentis — Apprentices				
Le taux minimum initial des apprentis débutants des départements de la caméra ou de la préparation des plaques est de — For new employees engaged as apprentices in the Camera or the Plate-making Departments, the minimum starting rate is	1.09	1.20	1.14	1.25
Ce taux est augmenté à chaque six (6) moins à raison de 1/10 de la différence entre le taux initial de l'apprenti et le taux du compagnon du même métier que l'apprenti.— This rate is increased every six months of 1/10 of the difference between appropriate journeyman rate and the starting rate.				

La publication du présent avis ne rend pas obligatoire les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispoistions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec.*

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec,* l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 29 novembre 1958. 49273-o

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the *Queebec Official Gazette.*

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette,* the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 29, 1958. 49273-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par la Section "H" (Industrie des Ascenseurs) du décret numéro 314 du 27 mars 1957 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en conseil la modification suivante audit décret:

Les articles X et X-A de ladite Section "H" seront remplacés par le suivant:

"X-A. *Congés statutaires payés:* Premier de l'An, Vendredi-Saint, Confédération, fête du Travail, jour d'Actions de Grâces et Noël."

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec.*

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec,* l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 29 novembre 1958. 49273-o

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, the Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by Part "H" (Elevator Industry) of the decree No. 314 of March 27, 1957 and amendments, relating to the construction industry and trades in the district of Montreal, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendment to the said decree:

Articles X and X-A of the said Part "H" will be replaced by the following:

"X-A. *Statutory Paid Holidays:* New Year's Day, Good Friday, Dominion Day, Labor Day, Thanksgiving Day, Christmas Day."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette.*

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette,* the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 29, 1958. 49273-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la Convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail donne avis par les présentes qu'il a l'intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes au décret numéro 256 du 5 mars 1953 et amendements, relatif à l'industrie de la construction dans la région des Trois-Rivières:

1° Les item "Poseur de tuile...$1.50...$1.45" et "Poseur de tuile d'asphalte, de caoutchouc, de plastique et de prélart...$1.60...$1.55" seront biffés de l'échelle de salaires apparaissant au paragraphe "*a*" de l'article IV.

2° L'article X-A suivant sera ajouté:

"X-A. *Poseurs de tuile d'asphalte, tuile de caoutchouc, tuile de plastique, poseurs de prélart,*

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the procedure established under section 8 of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour hereby gives notice that he intends to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the decree No. 256 of March 5, 1953 and amendments, relating to the construction industry in the region of Trois-Rivières:

1. Items "Tile layer...$1.50...$1.45" and "Asphalt tile, rubber, plastic and linoleum layer...$1.60...$1.55" will be deleted from the wage scale appearing in paragraph "*a*" of article IV.

2. The following article X-A will be added:

"X-A. *Layers of asphalt tile, rubber tile, plastic*

polisseurs de planchers, poseurs de tapis et poseurs de stores vénitiens et draperies avec agencements:

a) Salaires:

	Taux horaires
Poseur de tuile d'asphalte	$1.70
Poseur de tuile de caoutchouc	1.70
Poseur de tuile de plastique	1.70
Poseur de prélart	1.70
Polisseur de planchers	1.70
Poseur de tapis	1.70
Poseur de stores vénitiens et draperies avec agencements	1.70

Les employés exécutant des travaux non compris dans leur métier ne subiront pas de rabais de salaire. De plus, le temps de déplacement fait pendant la durée du travail doit être payé par l'employeur, exception faite pour le retour du travail à l'heure des repas.

b) Apprentis: L'apprentissage comporte une durée de deux (2) ans et les salaires devont être les suivants:

	Taux horaires
1ère année	$1.00
2ème année	1.35

Le nombre d'apprentis ne devra pas dépasser un (1) par compagnon.

c) Durée de travail: La durée régulière du travail est de huit (8) heures par jour et la semaine régulière de travail ne devra pas excéder quarante-huit (48) heures par semaine.

d) Paiement du travail supplémentaire: Le taux de salaire et demi doit être payé aux salariés pour le travail supplémentaire exécuté en plus de huit (8) heures par jour. L'employé est libre de refuser le travail supplémentaire.

e) Vacances payées: Tous les employés qui ont moins de cinq (5) ans de service ont droit à une demi-journée (½) de vacances par mois de travail et à 2% de leur salaire hebdomadaire payé par l'employeur à moment du départ, soit pour les vacances ou à la suite de la mise à pied.

Les employés qui ont cinq (5) ans ou plus de service ont droit à une (1) journée de vacances par mois de travail. En conséquence, chaque employé a droit à 4% de son salaire hebdomadaire qui lui sera payé par son employeur à son départ; soit pour ses vacances ou pour sa mise à pied."

La publication du présent avis ne rend pas obligatoire les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoire ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec.*

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 29 novembre 1958. 49273-o

tile and linoleum, floor polishers, layers of carpets and venitian blinds and curtains with fixtures:

a) Wages:

	Hourly rates
Asphalt tile layer	$1.70
Rubber tile layer	1.70
Plastic tile layer	1.70
Linoleum layer	1.70
Floor polisher	1.70
Carpet layer	1.70
Venitian store and curtain (with fixtures) layer	1.70

Employees doing work not included in the operations of their trade shall continue to receive the same wages. Also, travelling time, when occuring during working hours, shall be paid by the employer excepting the return from work at meal time.

b) Apprentices: Apprénticeship shall consist of a period of two years and wages shall be as follows:

	Hourly rates
1st year	$1.00
2nd year	1.35

There shall be but one apprentice to each journeyman.

c) Duration of work: The standard duration of work shall be eight (8) hours per day and shall not exceed forty-eight (48) hours per week.

d) Overtime: Time and a half shall be paid to employees for overtime worked in excess of eight (8) hours per day. Employees may refuse to work overtime.

e) Vacation with pay: All employees with less than five (5) years of service are entitled to one half day (½) of vacation per month of work and to 2% of their weekly wages paid at the time of the departure for vacation or resulting from dismissal.

Employees with five (5) years or more of service are entitled to one (1) day of vacation per month of and to 4% of their weekly wages paid at the time of the departure for vacation or resulting from dismissal.

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette.*

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 29, 1958. 49273-o

Sièges sociaux

Avis est donné par la Companies "Administration & Finance Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 18 septembre 1950, et ayant son bureau principal à Montréal où son bureau était situé jusqu'à aujourd'hui au

Head Offices

Notice is hereby given that the company "Administration & Finance Inc.", incorporated by letters patent September 18, 1950, and having its head-office in Montreal, where it was located up to this date at 437 St. James St. West, has

numéro 437 ouest, de la rue St-Jacques, qu'elle a transporté ledit bureau au numéro 209 est, de la rue Ste-Catherine.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce quatrième jour de septembre 1958.

ADMINISTRATION & FINANCE INC.,
Le Secrétaire-Trésorier,
49251-o JEAN-MARC CHAPUT.

moved said office to 209 St. Catherine St.East.

From the date of the present notice, said office is considered by the company to be its head-office.

Montreal, this fourth day of September 1958.

ADMINISTRATION & FINANCE INC.,
JEAN-MARC CHAPUT,
49251-o Secretary-Treasurer.

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Dans l'affaire de:
CANDIAC-MONTCALM SHOPPING CENTRE LTD.

Avis de situation du siège social

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Candiac-Montcalm Shopping Centre Ltd.", constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 7e jour d'octobre 1958, et ayant son siège social en la cité de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à suite 810, 1510 rue Drummond.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté en la cité de Montréal, ce 10e jour d'octobre 1958.

(Sceau) Le Secrétaire-trésorier,
49252 HÉLÈNE SENTENNE.

Canada — Province of Quebec
District of Montreal

In the matter of:
CANDIAC-MONTCALM SHOPPING CENTRE LTD.

Notice of location of head office

Notice is hereby given that "Candiac-Montcalm Shopping Centre Ltd.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies' Act on the 7th day of October, 1958, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province, has established its office at suite 810, 1510 Drummond Street.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the Company.

Dated at the city of Montreal, this 10th day of October, 1958.

(Seal) HÉLÈNE SENTENNE,
49252-o Secretary-Treasurer.

COMPTOIR IMMOBILIER INCORPORÉ

Changement du siège social

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Comptoir Immobilier Incorporé", constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la Loi des Compagnies de Québec, en date du 5 juin 1953, et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, a établi son siège social à 132 ouest, rue St-Jacques à Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, ce 29ème jour d'octobre 1958.

Le Secrétaire,
49253 FRANÇOIS JOBIN.

COMPTOIR IMMOBILIER INCORPORÉ

Change of head office

Notice is hereby given that the company "Comptoir Immobilier Incorporé", incorporated by letters patent issued under the Quebec Companies' Act on the 5th day of June 1953, and having its head office in the city of Montreal, has established its head office at number 132 St. James Street West, at Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal, this 29th day of October, 1958.

FRANÇOIS JOBIN,
49253-o Secretary.

Avis est donné par la compagnie "Doxa Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 27 octobre 1950, et ayant son bureau principal à Montréal où son bureau était situé jusqu'à aujourd'hui au numéro 437 ouest, de la rue St-Jacques, qu'elle a transporté ledit bureau au numéro 209 est, de la rue Ste-Catherine.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce quatrième jour de septembre 1958.

DOXA INC.,
Par le Secrétaire-trésorier,
49254-o JEAN-MARC CHAPUT.

Notice is hereby given that the Company "Doxa Inc.", incorporated by letters patent October 27, 1950, and having its head office in Montreal where it was located up to this date at 437 St. James St. West, has moved said office to 209 St. Catherine St. East.

From the date of the present notice, said office is considered by the company to be its head office.

Montreal, this fourth day of September, 1958.

DOXA INC.,
Per: JEAN-MARC CHAPUT,
49254-o Secretary-Treasurer.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Filiatrault & Marcotte Inc.", constituée en corporation par lettres patentes le 3 octobre 1958, a établi son bureau et siège social à 165

Notice is hereby given that "Filiatrault & Marcotte Inc.", company incorporated by letters patent bearing the date of October 3rd, 1958, has established its office at 165 Gouin Boulevard

ouest, Boulevard Gouin, cité et district de Montréal, province de Québec.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 28 octobre 1958.

FILIATRAULT & MARCOTTE INC.,
Par le Président,
49255-o ROMÉO FILIATRAULT.

Avis est donné que la compagnie "Mansions Radiator (Lachine) Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du deuxième jour de septembre 1958, et ayant son bureau principal dans Lachine a établi son bureau au numéro 594, 19ième avenue de la cité Lachine.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Lachine, ce dix-huitième jour de Novembre 1958.

Le Secrétaire-trésorier,
49256-o PAUL-E. MALLETTE.

NATIONAL WELDING CO. LTD.

Avis est par les présentes donné que le bureau chef de "National Welding Co. Ltd.", a été changé à 8235 Mountain Sights Avenue, dans la cité de Montréal.

Le Sécrétaire,
49257-o WILLIAM NORMAN McCULLOUGH.

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Avis de la situation du siège social de la compagnie PIGEON & CHEVALIER AUTO BODY INC.

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Pigeon & Chevalier Auto Body Inc." constituée en corporation par lettres patentes accordées en vertu de la Loi des compagnies de Québec, en date du 30 juillet 1956, et ayant son bureau principal en les cité et district de Montréal, au numéro 3941 de la rue St-Émélie.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montreal, ce 14e jour de novembre 1958.

Le Président,
49258-o ROGER PIGEON.

RELIABLE PLUMBING & HEATING CO. LTD.

Avis est par les présentes donné que le bureau chef de "Reliable Plumbing & Heating Co. Ltd.", a été changé à 8235 Avenue Mountain Sights, dans la cité de Montréal.

Le Secrétaire,
49259-o WILLIAM NORMAN McCULLOUGH.

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE RECHERCHES ÉCONOMIQUES INC.
INTERNATIONAL ECONOMIC RESEARCH CORPORATION INC.

Changement du siège social

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Société Internationale de Recherches Économiques Inc.— International Economic Research Corporation Inc.", constituée en corpora-

West, city and district of Montreal, Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, this 28th day of October, 1958.

FILIATRAULT & MARCOTTE INC.,
Per: ROMÉO FILIATRAULT,
49255-o President.

Notice is hereby given that the company "Mansions Radiator (Lachine) Ltd.", incorporated by letters patent on the second day of September 1958, and having its head office in the city of Lachine, has established its office at number 594, 19th Avenue at Lachine.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Dated at Lachine, this 18th day of November 1958.

PAUL-E. MALLETTE,
49256-o Secretary-Treasurer.

NATIONAL WELDING CO. LTD.

Notice is hereby given that the head office of "National Welding Co. Ltd." has been changed to 8235 Mountain Sights Avenue, in the city of Montreal.

WILLIAM NORMAN McCULLOUGH,
49257-o Secretary.

Canada, — Province of Quebec
District of Montreal

Notice of Location of Head Office of Company PIGEON & CHEVALIER AUTO BODY INC.

Notice is hereby given that the company "Pigeon & Chevalier Auto Body Inc." constituted as a corporation by letters patetn granted in accordance with the Quebec Companies' Act, dated July 30, 1956, and having its head office in the city and district of Montreal, at number 3941 St. Emélie Street.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this fourteenth day of November 1958.

ROGER PIGEON,
49258 President.

RELIABLE PLUMBING & HEATING CO. LTD.

Notice is hereby given that the head office of "Reliable Plumbing & Heating Co. Ltd." has been changed to 8235 Mountain Sights Avenue, in the city of Montreal.

WILLIAM NORMAN McCULLOUGH,
49259-o Secretary.

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE RECHERCHES ÉCONOMIQUES INC.
INTRENATIONAL ECONOMIC RESEARCH CORPORATION INC.

Change of head office

Notice is hereby given that the company "Société Internationale de Recherches Économiques Inc.— International Economic Research Corporation Inc.", incorporated by letters patent

tion par lettres patentes émises en vertu de la Loi des compagnies de Québec, en date du 14 juin 1949, et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, a établi son siège social à 132 ouest, rue St-Jacques, à Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, ce 29ème jour d'octobre 1958.

Le Secrétaire,
49260-o FRANÇOIS JOBIN.

issued under the Quebec Companies' Act on the 14th day of June 1949, and having its head office in the city of Montreal, has established its head office at number 132 St. James Street West, at Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal, this 29th day of October, 1958.

FRANÇOIS JOBIN,
49260-o Secretary.

GASPÉ ADJUSTERS LTD.

Avis est donné que la compagnie "Gaspé Adjusters Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 24 avril 1958 a établi son bureau à Gaspé, comté de Gaspé, Province de Québec.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Gaspé, ce 14 novembre 1958.

Le Président,
49261-o CAMILLE CHICOINE.

GASPÉ ADJUSTERS LTD.

Notice is hereby given that "Gaspé Adjusters Ltd.", incorporated by letters patent under the date of April 24th, 1958, has established its principal place of business at Gaspé, County of Gaspé, Province of Quebec.

As and from the date of this notice, the said office is considered by the company as being its principal office.

Dated at Gaspé, this 14th day of November 1958.

CAMILLE CHICOINE,
49261-o President.

Avis est donné que la compagnie "Le Secrétariat des Syndicats Nationaux d'Arvida, Inc.", constituée en corporation en vertu de la troisième partie de la loi des compagnies en date du neuvième (9e) jour de juillet 1957 et ayant son bureau principal dans Arvida a établi son bureau au numéro 406 de la rue Mellon.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Arvida, ce douzième (12e) jour de septembre 1958.

Le Secrétaire,
49283-o ROBERT AUCLAIR.

Notice is hereby given that the company "Le Secrétariat des Syndicats Nationaux d'Arvida, Inc.", incorporated under Part III of the Companies' Act dated the ninth (9th) day of July, 1957, and having its head office at Arvida, has established its office at number 406 Mellon Street.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Arvida, this twelfth (12th) day of September, 1958.

ROBERT AUCLAIR.
49283 Secretary.

(P.G. 11782-58)

PANZINI LTÉE-LTD.

Règlement N° XXXVIII

Adopté à une assemblée des directeurs de la compagnie "Panzini Ltée — Ltd.", tenue le 5 novembre 1958, et ratifié à toutes fins que de droit par les actionnaires à une assemblée générale et spéciale tenue le même jour.

"Il est par, les présentes, décrété come règlement N° XXXVIII de la compagnie "Panzini Ltée-Ltd", que sa principale place d'affaires qui, jusqu'à ce jour était située au numéro 2,515 de l'Avenue Maplewood dans la cité de Montréal, district de Montréal, sera dorénavant située au numéro 1,562 de la rue Van Horne dans la cité d'Outremont, district de Montréal."

Nous, soussignés, Henri Walter Panzini, et Michel Panzini, respectivement président et secrétaire de la compagnie "Panzini Ltée-Ltd.", certifiions par les présentes, sous le sceau de la compagnie, que le présent règlement est une copie authentique du règlement N° XXXXVII de la compagnie régulièrement adopté par les directeurs de ladite compagnie à une assemblée dûment convoquée et tenue au numéro 1,562 de la rue Van Horne dans la cité d'Outremont, district de Montréal, le 5 novembre 1958.

Nous certifions également qu'une assemblée générale et spéciale des actionnaires de la compagnie dûment convoquée et tenue au même

(A.G. 11782-58)

PANZINI LTÉE-LTD.

By-law No. XXXVIII

Adopted at a meeting of directors of the company "Panzini Ltée — Ltd.", held November 5, 1958, and confirmed for any legal purposes, by the shareholders at a special general meeting held the same day.

"It is hereby enacted as by-law No. XXXVIII of the company "Panzini Ltée-Ltd", that its head office which was located up to to-day at number 2,515 Maplewood Avenue in the city of Montreal, district of Montreal, shall hereafter be located at number 1,562 Van Horne Street in the city of Outremont, district of Montreal."

We, the undersigned, Henri Walter Panzini and Michel Panzini, respectively president and secretary of the company "Panzini Ltée-Ltd.", certify under the seal of the company, that this by-law is an authentic copy of by-law No. XXXXVII of the company regularly adopted by the directors of said company at a meeting duly called and held at number 1,562 Van Horne Street, in the city of Outremont, district of Montreal, November 5, 1958.

We also certify that a special general meeting of shareholders of the company duly called and held at the same place, November 5, 1958,

endroit, le 5 novembre 1958, a approuvé ledit règlement N° XXXVIII.

Nous certifions également que lors de l'assemblée générale et spéciale des actionnaires, les actionnaires présents représentaient ou détenaient la totalité des actions de la compagnie et ont voté à l'unanimité en faveur dudit règlement.

En foi de quoi, nous avons signé à Montréal, ce 5ième jour de novembre 1958.

(Sceau) Le Président,
HENRI WALTER PANZINI.
Le Secrétaire,
MICHEL PANZINI.

49284-o

confirmed said by-law No. XXXVIII.

We also certify that at the time of the special general meeting of shareholders, the shareholders present represented or held all the shares of the company and voted unanimously in favour of said by-law.

In witness whereof, we have signed, at Montreal, this fifth day of November, 1958.

(Seal) HENRI WALTER PANZINI,
President.
MICHEL PANZINI,
Secretary.

49284

Examens du Barreau

Bar Examinations

BARREAU D'ARTHABASKA — BAR OF ARTHABASKA

CANDIDATS AUX EXAMENS D'ADMISSION À LA PRATIQUE DU DROIT
CANDIDATES TO THE EXAMINATIONS FOR ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

Noms — Names	Prénoms — Surnames	Age	Résidence — Residence	Collège — College
Gilbert	Luc	26	Black Lake	Université Laval, Québec.
Loubier	Gabriel	25	Black Lake	Université Laval, Québec.

Arthabaska, ce 18 novembre, 1958 — Arthabaska, November 18th, 1958.

Le Secrétaire du Barreau d'Arthabaska,
JEAN MOISAN,
Secretary of the Bar of Arthabaska.

49316-o

BARREAU DE QUÉBEC — QUEBEC BAR

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À LA PRATIQUE DU DROIT
CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

Noms — Names	Pronoms — Surnames	Age	Résidence — Residence	Collège — College
Beaulieu	Richard	28	1420, de Callières, Québec.	Université Laval.
Blanchet	André	26	470, 7ième rue, Québec.	Université Laval et McGill.
Brochu	Jean-Charles	27	1115, 3ième Ave, Québec.	Université Laval.
Cimon	Charles	27	34, 23ième Rue, est, Gros Pins, Charlesbourg, Q.	Université Laval.
Dussault	Jean-Marie	34	4, Fraser, Québec.	Université Laval.
Fontaine	Claire	24	706, Père Marquette, Québec.	Université Laval.
Lalancette	Jean-Paul	33	1002 de Coulonge, Sillery.	Université Laval.
Lapointe	Paul-André	24	1047 de Grandville, Québec.	Université Laval.
Lavoie	Marc-André	26	339, 12ième Rue, Québec.	Université Laval.
Lefrançois	Roch	28	63, St-Augustin, Québec.	Université Ottawa.
Lilkoff	Ludomir	32	30, rue Garneau, Québec.	Université Laval.
Masse	Robert	41	954, Casot, Québec.	Université Laval.
Pouliot	Denys	27	142, Grande-Allée, Québec.	Université Laval.
Trahan	Pierre	25	1134, de Grandpré,	Université Laval.

Québec, novembre 1958 — Quebec, November, 1958.

Le Secrétaire du Barreau de Québec,
ANDRÉ VERGE,
Secretary of Quebec Bar.

49316-o

BARREAU DE BEDFORD — BAR OF BEDFORD

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'EXAMEN DU BARREAU
CANDIDATE FOR THE ADMISSION OF THE BAR EXAMINATION

Nom — Name	Prénom — Surname	Age	Résidence — Residence
Lévesque	François	26	Bedford.

Waterloo, 22 novembre 1958 — Waterloo, November 22nd, 1958.

Le Secrétaire du Barreau de Bedford,
GUY GENEST,
Secretary of Bedford Bar.

49316-o

BARREAU DE RICHELIEU — BAR OF RICHELIEU

CANDIDATE POUR L'EXAMEN À LA PRATIQUE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE EXAMINATIONS TO THE PRACTICE OF LAW

Nom — Name	Prénom — Surname	Age	Résidence — Residence
Petitclerc-Germain	Jacqueline	24	689, Ramesay, Sorel.

Saint-Hyacinthe, ce 24 novembre 1958 — Saint-Hyacinthe, November the 24th, 1958.

Le Secrétaire du Barreau de Richelieu,
LÉON NICHOLS,
Secretary of the Bar of Richelieu.

49316-o

Soumissions

CORRECTION

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES PROTESTANTES POUR LA MUNICIPALITÉ DE BEEBE-ROCK ISLAND-STANSTEAD
(Comté de Stanstead)

On est prié de noter que les soumissions pour l'émission de $328,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles protestantes pour la municipalité de Beebe-Rock Island-Stanstead seront reçues jusqu'à 5.00 heures de l'après-midi, lundi le 8 décembre 1958, et que la séance des commissaires aura lieu le même jour, à la même heure.
49218-o-x

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POAR LA MUNICIPALITÉ DE ROUYN
(Comté de Rouyn-Noranda)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Mozart Rioux, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, Rouyn, comté de Rouyn-Noranda, jusqu'à 8.00 heures du soir, mardi, le 16 décembre 1958, pour l'achat de $400,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Rouyn, comté de Rouyn-Noranda, datées du 1er novembre 1958 et remboursables par séries du 1er novembre 1959 au 1er novembre 1978 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er

Tenders

CORRECTION

THE PROTESTANT SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF BEEBE-ROCK ISLAND-STANSTEAD
(County of Stanstead)

Please note that tenders for the $328,000.00 of bonds issue of the protestant school commissioners for the municipality of Beebe-Rock Island Stanstead shall be received until 5.00 o'clock p.m., Monday December 8th, 1958, and that the meeting of the commissioners shall take place the same day, at the same hour.
49218-o-x

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF ROUYN
(County of Rouyn-Noranda)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Mozart Rioux, Secretary-Treasurer, City Hall, Rouyn, county of Rouyn-Noranda, until 8.00 o'clock p.m., Tuesday, December 16, 1958, for the purchase of an issue of $400,000.00 of bonds of the School Commissioners for the municipality of Rouyn, county of Rouyn-Noranda, dated November 1st, 1958, and redeemable serially from November 1st, 1959 to November 1st, 1978 inclusively, with interest at a rate of not less than 4½% nor more than 5½% per annum payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of

novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 4 septembre 1958, telle que modifiée — construction d'une école de quatorze classes.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er janvier 1959.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $400,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er novembre 1959	x$43,000.00
1er novembre 1960	x 45,500.00
1er novembre 1961	x 47,500.00
1er novembre 1962	x 50,000.00
1er novembre 1963	x 52,500.00
1er novembre 1964	7,000.00
1er novembre 1965	7,500.00
1er novembre 1966	8,000.00
1er novembre 1967	8,500.00
1er novembre 1968	9,000.00
1er novembre 1969	9,500.00
1er novembre 1970	10,000.00
1er novembre 1971	10,500.00
1er novembre 1972	11,000.00
1er novembre 1973	11,500.00
1er novembre 1974	12,500.00
1er novembre 1975	13,000.00
1er novembre 1976	13,500.00
1er novembre 1977	14,500.00
1er novembre 1978	15,500.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $239,434.90, accordé par le Secrétaire de la province et payable en cinq versements de $47,886.98, chacun, de 1959 à 1963 inclusivement, seront reçus et appliqués au service ce cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans et à courte échéance quinze ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Rouyn, comté de Rouyn-Noranda.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er novembre 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er novembre 1966 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er novembre 1968 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 16 décembre 1958, à 8.00 heures du soir, en l'Hôtel de Ville, Rouyn, comté de Rouyn-Noranda.

interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan Resolution dated September 4, 1958, as amended — erection of a school of fourteen classrooms.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from January 1st, 1959.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $400,000.00 — 20 years

Year	Capital
November 1st, 1959	x$43,000.00
November 1st, 1960	x 45,500.00
November 1st, 1961	x 47,500.00
November 1st, 1962	x 50,000.00
November 1st, 1963	x 52,500.00
November 1st, 1964	7,000.00
November 1st, 1965	7,500.00
November 1st, 1966	8,000.00
November 1st, 1967	8,500.00
November 1st, 1968	9,000.00
November 1st, 1969	9,500.00
November 1st, 1970	10,000.00
November 1st, 1971	10,500.00
November 1st, 1972	11,000.00
November 1st, 1973	11,500.00
November 1st, 1974	12,500.00
November 1st, 1975	13,000.00
November 1st, 1976	13,500.00
November 1st, 1977	14,500.00
November 1st, 1978	15,500.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $239,434.90 granted by the Provincial Secretary and payable in five instalments of $47,886.98 each from 1959 to 1963 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as to ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Rouyn, county of Rouyn-Noranda.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to November 1st, 1965 inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to November 1st, 1966 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to November 1st, 1968 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates the bonds are, under authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Tuesday, December 16, 1958, at 8.00 o'clock p.m., at the City Hall, Rouyn, county of Rouyn-Noranda.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Rouyn, (Comté de Rouyn-Noranda), ce 24 novembre 1958.

Le Secrétaire-trésorier,
MOZART RIOUX.

Adresse postale: Hôtel de Ville, C.P. 298,
Rouyn, (Rouyn-Noranda), P.Q.
Téléphone: ROger 2-7729. 49287-o

The School Commissioners are not bound to accept the highest or any of the tenders.

Rouyn, (County of Rouyn-Noranda) this November 24, 1958.

MOZART RIOUX,
Secretary-Treasurer.

Post Office Address: City Hall, P.B. 298,
Rouyn, (Rouyn-Noranda), P.Q.
Telephone: ROger 2-7729. 49287

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE REPENTIGNY
(Comté de l'Assomption)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Maurice Lamoureux, secrétaire-trésorier, jusqu'à 8.00 heures du soir à 481 rue Notre-Dame, ou jusqu'à 8.30 heures du soir au couvent de Repentigny, 30 Boulevard Brien, Repentigny, (L'Assomption), lundi, le 15 décembre 1958, pour l'achat de $235,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Repentigny, comté de l'Assomption, datées du 1er décembre 1958 et remboursables par séries du 1er décembre 1959 au 1er décembre 1978 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieure à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 11 août 1958, telle que modifiée — construction d'une école de garçons.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er janvier 1959.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $235,000.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er décembre 1959	x$29,500.00
1er décembre 1960	x 30,500.00
1er décembre 1961	x 32,000.00
1er décembre 1962	x 34,000.00
1er décembre 1963	4,500.00
1er décembre 1964	5,000.00
1er décembre 1965	5,000.00
1er décembre 1966	5,500.00
1er décembre 1967	5,500.00
1er décembre 1968	6,000.00
1er décembre 1969	6,000.00
1er décembre 1970	6,500.00
1er décembre 1971	7,000.00
1er décembre 1972	7,000.00
1er décembre 1973	7,500.00
1er décembre 1974	8,000.00
1er décembre 1975	8,500.00
1er décembre 1976	8,500.00
1er décembre 1977	9,000.00
1er décembre 1978	9,500.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $123,675.00, accordé par le Secrétaire de la province et payable en quatre versements de $30,918.75 chacun, de 1959 à 1962 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF REPENTIGNY
(County of L'Assomption)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Maurice Lamoureux, Secretary-Treasurer, until 8.00 p.m. at 481 Notre-Dame Street, or until 8.30 o'clock p.m. at the Convent of Repentigny, 30 Brien Boulevard, Repentigny, (L'Assomption), Monday, December 15, 1958, for the purchase of an issue of $235,000.00 bonds for the School Commissioners for the municipality of Repentigny, county of L'Assomption, dated December 1st, 1958, and redeemable serially from December 1st, 1959 to December 1st, 1978 inclusively, with interest at a rate not less than 4½% nor more than 5½% per annum payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated August 11, 1958, as amended — construction of a boys' school.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from January 1st, 1959.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $235,000.00 — 20 years

Year	*Capital*
December 1st, 1959	x$29,500.00
December 1st, 1960	x 30,500.00
December 1st, 1961	x 32,000.00
December 1st, 1962	x 34,000.00
December 1st, 1963	4,500.00
December 1st, 1964	5,000.00
December 1st, 1965	5,000.00
December 1st, 1966	5,500.00
December 1st, 1967	5,500.00
December 1st, 1968	6,000.00
December 1st, 1969	6,000.00
December 1st, 1970	6,500.00
December 1st, 1971	7,000.00
December 1st, 1972	7,000.00
December 1st, 1973	7,500.00
December 1st, 1974	8,000.00
December 1st, 1975	8,500.00
December 1st, 1976	8,500.00
December 1st, 1977	9,000.00
December 1st, 1978	9,500.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $123,675,00 granted by the Provincial Secretary and payable in four instalments of $30,918.75 each, from 1959 to 1962 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. Adjudication shall be made according to law.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Repentigny, comté de l'Assomption.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er décembre 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er décembre 1966 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er décembre 1968 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 15 décembre 1958, à 8.30 heures du soir, au couvent de Repentigny, 30 Boulevard Brien, Repentigny, comté de l'Assomption.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Repentigny, (Comté de l'Assomption), ce 24 novembre 1958.

Le Secrétaire-trésorier,
MAURICE LAMOUREUX.

Adresse postale: 481, rue Notre-Dame,
Repentigny, (L'Assomption), P.Q.
Téléphone: 468. 49292-o

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque pyable at par at Repentigny, county of l'Assomption.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to December 1st, 1965 inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to December 1st, 1966 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to December 1st, 1968 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates the bonds are, under authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Monday, December 15, 1958, at 8.30 o'clock p.m., at the convent of Repentigny, 30 Brien Boulevard, county of l'Assomption.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Repentigny, (County of L'Assomption) November 24, 1958.

MAURICE LAMOUREUX,
Secretary-Treasurer.

Postal address: 481 Notre-Dame Street,
Repentigny, (L'Assomption), P.Q.
Telephone: 468. 49292

Province de Québec

Cité de Jacques-Cartier
(Comté de Chambly)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, J.-C. Desjardins, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 350 ouest, Boulevard Curé Poirier, Jacques-Cartier, comté de Chambly, jusqu'à 8.00 heures du soir, mardi, le 16 décembre 1958, pour l'achat de $1,714,000.00 d'obligations de la cité de Jacques-Cartier, comté de Chambly, datées du 1er décembre 1958 et remboursables par séries du 1er décembre 1959 au 1er décembre 1978 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements d'emprunt Nos. 60 — $12,500.00, renouvellement d'emprunt; 85 — $125,000.00, construction d'un hôtel de ville; 102 — $168,500.00, travaux d'aqueduc et d'égouts; 135 — $555,000.00, travaux d'aqueduc et d'égouts; 141 — $115,000.00, construction de conduite d'aqueduc; 158 — $276,000.00, travaux d'aqueduc et d'égouts et autres travaux municipaux; et 161 — $462,000.00, travaux d'aqueduc et d'égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er janvier 1959.

Province of Quebec

City of Jacques-Cartier
(County of Chambly)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned J.-C. Desjardins, secretary-treasurer, City Hall, 350 Curé Poirier Boulevard, west Jacques-Cartier, county of Chambly, until 8.00 o'clock p.m., Tuesday, December 16, 1958, for the purchase of an issue of $1,714,000.00 bonds of the city of Jacques-Cartier, county of Chambly, dated December 1st, 1958, and redeemable serially from December 1st, 1959 to December 1st, 1978 inclusively, with interest at a rate of not less than 4½% nor more than 5½% per annum, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan By-laws Nos: 60: $12,500.00 — renewal of loan; 85 — $125,000.00: erection of a city hall; 102 — $168,500.00: waterworks and sewer operations; 135 — $555,000.00: waterworks and sewer operations; 141 — $115,000.00: building of a water-main; 158 — $276,000.00: waterworks and sewer operations and other municipal works; and 161 — $462,000.00: waterworks and sewer operations.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from January 1st, 1959.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—$1,714,000.00—20 ans

Année	Capital
1er décembre 1959	$ 23,000.00
1er décembre 1960	24,000.00
1er décembre 1961	18,000.00
1er décembre 1962	19,000.00
1er décembre 1963	21,000.00
1er décembre 1964	21,000.00
1er décembre 1965	22,000.00
1er décembre 1966	24,000.00
1er décembre 1967	25,000.00
1er décembre 1968	26,000.00
1er décembre 1969	28,000.00
1er décembre 1970	29,000.00
1er décembre 1971	31,000.00
1er décembre 1972	31,000.00
1er décembre 1973	34,000.00
1er décembre 1974	35,000.00
1er décembre 1975	37,000.00
1er décembre 1976	40,000.00
1er décembre 1977	41,000.00
1er décembre 1978	1,185,000.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé payable au pair à Jacques-Cartier, comté de Chambly.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er décembre 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er décembre 1966 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er décembre 1968 inclusivement si elles sont émises à courte échéance vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 16 décembre 1958, à 8.00 heures du soir, en l'Hôtel de Ville, 350 ouest, Boulevard Curé Poirier, Jacques-Cartier, comté de Chambly.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Jacques-Cartier, (Comté de Chambly), ce 25 novembre 1958.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-C. DESJARDINS.

Hôtel de Ville,
350 ouest, Boulevard Curé Poirier,
Jacques-Cartier, (Chambly), P.Q.
Téléphone: ORléans 4-4931. 49293-o

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $1,714,000.00 — 20 years

Year	Capital
December 1st, 1959	$ 23,000.00
December 1st, 1960	24,000.00
December 1st, 1961	18,000.00
December 1st, 1962	19,000.00
December 1st, 1963	21,000.00
December 1st, 1964	21,000.00
December 1st, 1965	22,000.00
December 1st, 1966	24,000.00
December 1st, 1967	25,000.00
December 1st, 1968	26,000.00
December 1st, 1969	28,000.00
December 1st, 1970	29,000.00
December 1st, 1971	31,000.00
December 1st, 1972	31,000.00
December 1st, 1973	34,000.00
December 1st, 1974	35,000.00
December 1st, 1975	37,000.00
December 1st, 1976	40,000.00
December 1st, 1977	41,000.00
December 1st, 1978	1,185,000.00

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as to ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Jacques-Cartier, county of Chambly.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to December 1st, 1965 inclusively, if issued as ten-year sort-term bonds, prior to December 1st, 1966 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to December 1st, 1968 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates the bonds are, under authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday, December 16, 1958, at 8.00 o'clock p.m., at the City Hall, 350 Curé Poirier Boulevard, West, Jacques-Cartier, county of Chambly.

The Council is not bound to accept the highest or any of the tenders.

Jacques-Cartier, (County of Chambly), this November 25, 1958.

J.-C. DESJARDINS,
Secretary-Treasurer.

City Hall,
350 Curé Poirier Boulevard, West,
Jacques-Cartier, (Chambly), P.Q.
Telephone: ORleans 4-4931. 49293

Province de Québec

VILLE DE WINDSOR
(Comté de Richmond)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, J.-M. Houle, greffier, Hôtel de Ville, 22 rue St-Georges, Windsor, comté de Richmond, jusqu'à 7.30 heures du soir, lundi, le 15 décembre 1958, pour l'achat de $20,000 d'obligations de la ville de Windsor, comté de Richmond, datées du 1er décembre 1958 et remboursables par séries du 1er décembre 1959 au 1er décembre 1973 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt N° 239 — travaux d'égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er janvier 1959.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $20,000.00 — 15 ans

Année	*Capital*
1er décembre 1959	$1,000.00
1er décembre 1960	1,000.00
1er décembre 1961	1,000.00
1er décembre 1962	1,000.00
1er décembre 1963	1,000.00
1er décembre 1964	1,000.00
1er décembre 1965	1,000.00
1er décembre 1966	1,000.00
1er décembre 1967	1,000.00
1er décembre 1968	1,000.00
1er décembre 1969	2,000.00
1er décembre 1970	2,000.00
1er décembre 1971	2,000.00
1er décembre 1972	2,000.00
1er décembre 1973	2,000.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Windsor, comté de Richmond.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er décembre 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, et avant le 1er décembre 1966 inclusivement si elles sont émises pour le terme de quinze ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi,

Province of Quebec

TOWN OF WINDSOR
(County of Richmond)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned J.-M. Houle, town clerk, 22 St-Georges St., Windsor, county of Richmond, until 7.30 o'clock p.m. Monday, December 15, 1958, for the purchase of an issue of $20,000 bonds for the town of Windsor, county of Richmond, dated December 1st, 1958, and redeemable serially from December 1st, 1959 to December 1st, 1973 inclusively, with interest at a rate not less than 4½% nor more than 5½% per annum payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities

Loan by-law No. 239 — work on sewers.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from January 1st, 1959.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $20,000.00 — 15 years

Year	*Capital*
December 1st, 1959	$1,000.00
December 1st, 1960	1,000.00
December 1st, 1961	1,000.00
December 1st, 1962	1,000.00
December 1st, 1963	1,000.00
December 1st, 1964	1,000.00
December 1st, 1965	1,000.00
December 1st, 1966	1,000.00
December 1st, 1967	1,000.00
December 1st, 1968	1,000.00
December 1st, 1969	2,000.00
December 1st, 1970	2,000.00
December 1st, 1971	2,000.00
December 1st, 1972	2,000.00
December 1st, 1973	2,000.00

Moreover, tenders may be forwarded and shall be consider as ten-year short-term bonds. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accured interest, if any, by certified cheque payable at par at Windsor, county of Richmond.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank at Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to December 1st, 1965, inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to December 1st, 1966 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, after which dates the bonds are, under authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday,

le 15 décembre 1958, à 7 heures 30 du soir, en l'Hôtel de Ville, 22 rue St-Georges, Windsor, comté de Richmond.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Windsor, (Comté de Richmond), ce 26 novembre 1958.

Le Greffier,
J.-M. HOULE.

Hôtel de Ville, 22, rue St-Georges,
Windsor, (Richmond), P.Q.
Téléphone: VIctor 5-2252. 49307-o

December 15, 1958, at 7.30 o'clock p.m., at the town Hall, 22 St-Georges Street, Windsor, county of Richmond.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Windsor, (County of Richmond), November 26, 1958.

J.-M. HOULE,
Secretary-Treasurer.

City Hall, 22 St-Georges Street,
Windsor, (Richmond), P.Q.
Telephone: VIctor 5-2252. 49307

Province de Québec

VILLAGE DE ST-HILAIRE
(Comté de Rouville)

Province of Quebec

VILLAGE OF ST-HILAIRE
(County of Rouville)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Eugène Handfield, secrétaire-trésorier, jusqu'à 7.30 heures du soir, rue Messier, St-Hilaire (Rouville), ou jusqu'à 8.00 heures du soir, à la salle de l'école St-Joseph, St-Hilaire (Rouville), lundi, le 15 décembre 1958, pour l'achat de $125,000.00 d'obligations du village de St-Hilaire, comté de Rouville, datées du 1er novembre 1958 et remboursables par séries du 1er novembre 1959 au 1er novembre 1978 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt N° 150 — travaux de voirie.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er janvier 1959.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Eugène Handfield, Secretary-Treasurer, until 7.30 o'clock p.m., Messier Street, St-Hilaire (Rouville), or until 8.00 o'clock p.m., in the hall of the St-Joseph School, St-Hilaire (Rouville), Monday, December 15, 1958, for the purchase of an issue of $125,000.00 bonds for the village of St-Hilaire, county of Rouville, dated November 1st, 1958, and redeemable serially from November 1st, 1959 to November 1st, 1978 inclusively, with interest at a rate not less than 4½% nor more than 5½% per annum payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law No. 150 — work on roads.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from January 1st, 1959.

The table of redemption is as follows:

Tableau d'amortissement — $125,000.00 — 20 ans.

Année	*Capital*
1er novembre 1959	$ 4,000.00
1er novembre 1960	4,000.00
1er novembre 1961	4,000.00
1er novembre 1962	4,500.00
1er novembre 1963	4,500.00
1er novembre 1964	5,000.00
1er novembre 1965	5,000.00
1er novembre 1966	5,500.00
1er novembre 1967	5,500.00
1er novembre 1968	6,000.00
1er novembre 1969	6,000.00
1er novembre 1970	6,500.00
1er novembre 1971	6,500.00
1er novembre 1972	7,000.00
1er novembre 1973	7,500.00
1er novembre 1974	8,000.00
1er novembre 1975	8,500.00
1er novembre 1976	8,500.00
1er novembre 1977	9,000.00
1er novembre 1978	9,500.00

Table of redemption — $125,000.00 — 20 years.

Year	*Capital*
November 1st, 1959	$4,000.00
November 1st, 1960	4,000.00
November 1st, 1961	4,000.00
November 1st, 1962	4,500.00
November 1st, 1963	4,500.00
November 1st, 1964	5,000.00
November 1st, 1965	5,000.00
November 1st, 1966	5,500.00
November 1st, 1967	5,500.00
November 1st, 1968	6,000.00
November 1st, 1969	6,000.00
November 1st, 1970	6,500.00
November 1st, 1971	6,500.00
November 1st, 1972	7,000.00
November 1st, 1973	7,500.00
November 1st, 1974	8,000.00
November 1st, 1975	8,500.00
November 1st, 1976	8,500.00
November 1st, 1977	9,000.00
November 1st, 1978	9,500.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Hilaire, comté de Rouville.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St-Hilaire, county of Rouville.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er novembre 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er novembre 1966 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er novembre 1968 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 15 décembre 1958, à 8.00 heures du soir, à la salle de l'école St-Joseph, St-Hilaire, comté de Rouville.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Hilaire, (Comté de Rouville), ce 25 novembre 1958.

Le Secrétaire-trésorier,
EUGÈNE HANDFIELD.

Adresse postale:
Rue Messier, St-Hilaire,
(Rouville), P.Q.
Téléphone: FOrest 7-4656. 49308-o

Province de Québec

VILLAGE DE POINTE-À-GATINEAU
(Comté de Hull)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Louis Lamarche, secrtaire-trésorier, Hôtel de Ville, Pointe-à-Gatineau, comté de Hull jusqu'à 8.00 heures p.m., lundi, le 15 décembre 1958, pour l'achat de $220,000.00 d'obligations du village de Pointe-à-Gatineau, comté de Hull, datées du 1er janvier 1959 et remboursables par séries du 1er janvier 1960 au 1er janvier 1979 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt numéro 244 — travaux d'égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er janvier 1959.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $220,000.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er janvier 1960	$ 1,500.00
1er janvier 1961	1,500.00
1er janvier 1962	2,000.00
1er janvier 1963	2,000.00
1er janvier 1964	2,000.00
1er janvier 1965	2,000.00
1er janvier 1966	2,500.00
1er janvier 1967	2,500.00
1er janvier 1968	2,500.00
1er janvier 1969	2,500.00
1er janvier 1970	3,000.00
1er janvier 1971	3,000.00
1er janvier 1972	3,000.00

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to November 1st, 1965 inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to November 1st, 1966 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to November 1st, 1968 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates the bonds are, under authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council in to be held on Monday, December 15, 1958, at 8.00 o'clock p.m., the Hall of St-Joseph's School, St-Hilaire, county of Rouville.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Hilaire, (County of Rouville), November 25, 1958.

EUGÈNE HANDFIELD,
Secretary-Treasurer.

Postal address:
Messier Street, St-Hilaire,
(Rouville), P.Q.
Telephone: FOrest 7-4656. 49308

Province of Quebec

VILLAGE OF POINTE-À-GATINEAU
(County of Hull)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Louis Lamarche, Secretary-Treasurer, City Hall, Pointe-à-Gatineau, county of Hull, until 8.00 o'clock p.m., Monday, December 15, 1958, for the purchase of an issue of $220,000.00 bonds of the village of Pointe-à-Gatineau, county of Hull, dated January 1st, 1959, and redeemable serially from January 1st, 1960 to January 1st, 1979 inclusively, with interest at a rate not less than 4½% nor more than 5½% per annum payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan By-law number 244 — Sewer operations.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from January 1st, 1959.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $220,000.00 — 20 years

Year	*Capital*
January 1st, 1960	$ 1,500.00
January 1st, 1961	1,500.00
January 1st, 1962	2,000.00
January 1st, 1963	2,000.00
January 1st, 1964	2,000.00
January 1st, 1965	2,000.00
January 1st, 1966	2,500.00
January 1st, 1967	2,500.00
January 1st, 1968	2,500.00
January 1st, 1969	2,500.00
January 1st, 1970	3,000.00
January 1st, 1971	3,000.00
January 1st, 1972	3,000.00

1er janvier 1973.....	3,000.00
1er janvier 1974.....	3,500.00
1er janvier 1975.....	3,500.00
1er janvier 1976.....	4,000.00
1er janvier 1977.....	4,000.00
1er janvier 1978.....	4,000.00
1er janvier 1979.....	168,000.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Hull.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque dans les cités d'Ottawa et de Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er janvier 1966 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er janvier 1967 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er janvier 1969 inclusivement si elles sont émises à courte échéance vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 15 décembre 1958, à 8.00 heures du soir, en l'Hôtel de Ville, Pointe-à-Gatineau, comté de Hull.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Pointe-à-Gatineau, (Comté de Hull), ce 26 novembre 1958.

Le Secrétaire-trésorier,
LOUIS LAMARCHE.

Adresse postale: Hôtel de Ville, C.P. 400,
Pointe-à-Gatineau, (Hull), P.Q.
Téléphone: PRovince 7-2796. 49309-o

January 1st, 1973.....	3,000.00
January 1st, 1974.....	3,500.00
January 1st, 1975.....	3,500.00
January 1st, 1976.....	4,000.00
January 1st, 1977.....	4,000.00
January 1st, 1978.....	4,000.00
January 1st, 1979.....	168,000.00

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as to ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Hull.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of said bank in the Cities of Ottawa and Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to January 1st, 1966, inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to January 1st, 1967 inclusively, if issued as fifteen-year, short-term bonds, and prior to January 1st, 1969 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates the bonds are, under authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, December 15, 1958, at 8.00 o'clock p.m., at the City Hall, Pointe-à-Gatineau, county of Hull.

The Council is not bound to accept the highest or any of the tenders.

Pointe-à-Gatineau, (County of Hull), this November 26, 1958.

LOUIS LAMARCHE,
Secretary-Treasurer.

Post Office Adress: City Hall, P.B. 400,
Pointe-à-Gatineau, (Hull), P.Q.
Telephone: PRovince 7-2796. 49309

Province de Québec

PAROISSE DE STE-ROSE-EST
(Comté de Laval)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Jean-Paul Ouimet, secrétaire-trésorier, jusqu'à 7.30 heures du soir à 421 Grande Côte, Ste-Rose Est, (Laval), ou jusqu'à 8.00 heures du soir, à l'Hôtel de Ville, Boulevard Ste-Rose, Ste-Rose (Laval), mardi, le 16 décembre 1958, pour l'achat de $11,000.00 d'obligations de la paroisse de Ste-Rose Est, comté de Laval, datées du 1er décembre 1958 et remboursables par séries du 1er décembre 1959 au 1er décembre 1968 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être

Province of Quebec

PARISH OF STE-ROSE EAST
(County of Laval)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Jean-Paul Ouimet, Secretary-Treasurer, until 7.30 o'clock p.m., at 421 Grande Côte, Ste-Rose East, (Laval), or until 8.00 p.m., at the Town Hall, Ste-Rose Boulevard, Ste-Rose (Laval), Tuesday, December 16, 1958, for the purchase of an issue of $11,000.00 of bonds for the parish of Ste-Rose East, county of Laval, dated December 1st, 1958, and redeemable serially from December 1st, 1959 to December 1st, 1968 inclusively, with interest at a rate not less than 4½% nor more than 5½% per annum, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may

le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt N° 104 — construction de chemins.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er janvier 1959.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $11,000.00 — 10 ans

Année	*Capital*
1er décembre 1959	$ 500.00
1er décembre 1960	500.00
1er décembre 1961	500.00
1er décembre 1962	500.00
1er décembre 1963	1,000.00
1er décembre 1964	1,000.00
1er décembre 1965	1,500.00
1er décembre 1966	1,500.00
1er décembre 1967	2,000.00
1er décembre 1968	2,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Rose, comté de Laval.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er décembre 1965 inclusivement; après cette date, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 16 décembre 1958, à 8.00 heures du soir, en l'Hôtel de Ville, 216 Boulevard Ste-Rose, Ste-Rose, comté de Laval,

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Rose, (Comté de Laval), ce 25 novembre 1958.

Le Secrétaire-trésorier,
JEAN-PAUL OUIMET.

Adresse postale: 421 Grande Côte,
Ste-Rose Est, (Laval), P.Q.
Téléphone: NAtional 5-5051. 49310-o

vary according to maturities.

Loan by-law No. 104 — construction of roads.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from January 1st, 1959.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $11,000.00 — 10 years

Year	*Capital*
December 1st, 1959	$ 500.00
December 1st, 1960	500.00
December 1st, 1961	500.00
December 1st, 1962	500.00
December 1st, 1963	1,000.00
December 1st, 1964	1,000.00
December 1st, 1965	1,500.00
December 1st, 1966	1,500.00
December 1st, 1967	2,000.00
December 1st, 1968	2,000.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Ste-Rose, county of Laval.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to December 1st, 1965 inclusively, after which dates the bonds are, under authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, December 16, 1958, at 8.00 o'clock p.m., at the Town Hall, 216 Ste-Rose Boulevard, Ste-Rose, county of Laval.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Ste-Rose, (County of Laval), November 25, 1958.

JEAN-PAUL OUIMET,
Secretary-Treasurer.

Postal address: 421 Grande Côte,
Ste-Rose East, (Laval), P.Q.
Telephone: NAtional 5-5051. 49310

Province de Québec

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Repentigny-les-Bains
(Comté de L'Assomption)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Paul Deschamps, secrétaire-trésorier, 165 rue Notre-Dame, Repentigny, comté de L'Assomption, jusqu'à 8.00 heures p.m., lundi, le 15 décembre 1958, pour l'achat de $230,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Repentigny-les-Bains, comté de L'Assomption, datées du 1er novembre 1958 et remboursables par séries du 1er novembre 1959 au 1er novembre 1978 inclusivement, avec

Province of Quebec

The school commissioners for the municipality of Repentigny-les-Bains
(County of L'Assomption)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Paul Deschamps, Secretary-Treasurer, 165 Notre-Dame-Street, Repentigny, county of L'Assomption, until 8.00 o'clock p.m. Monday, December 15, 1958, for the purchase of an issue of $230,000 of bonds of the School Commissioners for the Municipality of Repentigny-les-Bains, county of L'Assomption, dated November 1st, 1958, and redeemable serially from November 1st, 1959 to November 1st, 1978 inelusively, with interest

intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 3 septembre 1958, telle que modifiée — construction d'une école élémentaire, complémentaire et supérieure.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er janvier 1959.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $230,000.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er novembre 1959	x$21,500.00
1er novembre 1960	x 22,500.00
1er novembre 1961	x 24,000.00
1er novembre 1962	x 25,000.00
1er novembre 1963	x 26,000.00
1er novembre 1964	5,000.00
1er novembre 1965	5,500.00
1er novembre 1966	5,500.00
1er novembre 1967	6,000.00
1er novembre 1968	6,500.00
1er novembre 1969	6,500.00
1er novembre 1970	7,000.00
1er novembre 1971	7,000.00
1er novembre 1972	7,500.00
1er novembre 1973	8,000.00
1er novembre 1974	8,500.00
1er novembre 1975	9,000.00
1er novembre 1976	9,500.00
1er novembre 1977	9,500.00
1er novembre 1978	10,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $111,976.20, accordé par le Secrétaire de la province et payable en cinq versements de $22,395.24 chacun, de 1959 à 1963 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans et à courte échéance quinze ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Repentigny, comté de L'Assomption.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la Banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er novembre 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er novembre 1966 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er novembre 1968 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 15 décembre 1958, à 8.00 heures du

at a rate not less than 4½% nor more than 5½% per annum payable semi-annually on May 1st and November 1st, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated September 3, 1958, as amended — erection of an elementary, complementary and high school.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from January 1st, 1959.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $230,000.00 — 20 years

Year	*Capital*
November 1st, 1959	x$21,500.00
November 1st, 1960	x 22,500.00
November 1st, 1961	x 24,000.00
November 1st, 1962	x 25,000.00
November 1st, 1963	x 26,000.00
November 1st, 1964	5,000.00
November 1st, 1965	5,500.00
November 1st, 1966	5,500.00
November 1st, 1967	6,000.00
November 1st, 1968	6,500.00
November 1st, 1969	6,500.00
November 1st, 1970	7,000.00
November 1st, 1971	7,000.00
November 1st, 1972	7,500.00
November 1st, 1973	8,000.00
November 1st, 1974	8,500.00
November 1st, 1975	9,000.00
November 1st, 1976	9,500.00
November 1st, 1977	9,500.00
November 1st, 1978	10,000.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $111,976.20 granted by the Provincial Secretary and payable in five instalments of $22,395.24 each from 1959 to 1963 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. Adjudication shal be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accured interest, if any, by certified cheque payable at par at Repentigny, county of L'Assomption.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to November 1st, 1965, inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to November 1st, 1966 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to November 1st, 1968, inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates the bonds are, under authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in par, at part, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Monday, December 15, 1958, at 8.00

soir, en l'école Notre-Dame-des-Champs, Repentigny, comté de L'Assomption.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Repentigny, (Comté de L'Assomption), ce 26 novembre 1958.

Le Secrétaire-trésorier,
PAUL DESCHAMPS.

Adresse postale: Bureau de poste Le Gardeur,
Repentigny, (L'Assomption), P.Q.
Téléphone: 613 sonnez 12. 49311-o

o'clock p.m., at the Notre-Dame-des-Champs School, Repentigny, county of L'Assomption.

The School Commissioners are not bound to accept the highest or any of the tenders.

Repentigny, (County of L'Assomption), this November 26, 1958.

PAUL DESCHAMPS,
Secretary-Treasurer.

Post Office Address: Le Gardeur Post Office,
Repentigny, (L'Assomption) P.Q.
Telephone: 613 ring 12. 49311

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE LOUISEVILLE
(Comté de Maskinongé)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, J.-B. Milot, secrétaire-trésorier, 11b rue Ste-Marie, Louiseville, comté de Maskinongé, jusqu'à 8.00 heures p.m., mardi, le 16 décembre 1958, pour l'achat de $47,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Louiseville, comté de Maskinongé, datées du 1er janvier 1959 et remboursables par séries du 1er janvier 1960 au 1er janvier 1969 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 7 octobre 1958, telle que modifiée — consolidation du déficit accumulé au 30 juin 1958.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er janvier 1958.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $47,000.00 — 10 ans

Année	*Capital*
1er janvier 1960	$3,500.00
1er janvier 1961	4,000.00
1er janvier 1962	4,000.00
1er janvier 1963	4,500.00
1er janvier 1964	4,500.00
1er janvier 1965	5,000.00
1er janvier 1966	5,000.00
1er janvier 1967	5,000.00
1er janvier 1968	5,500.00
1er janvier 1969	6,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Louiseville, comté de Maskinongé.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er janvier 1966 inclusivement; après cette date, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF LOUISEVILLE
(County of Maskinongé)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned J.-B. Milot, Secretary-Treasurer, 11b Ste. Marie Street, Louiseville, county of Maskinongé, until 8.00 o'clock p.m. Tuesday, December 16, 1958, for the purchase of an issue of $47,000.00 bonds of the School Commissioners for the Municipality of Louiseville, county of Maskinongé, dated January 1st, 1959, and redeemable serially from January 1st, 1960, to January 1st, 1969 inclusively, with interest at a rate not less than 4½% nor more than 5½% per annum payable semi-annually on January 1st and July 1st, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan Resolution dated October 7, 1958, as amended — consolidating of accumulated deficit as of June 30, 1958.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from January 1st, 1959.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $47,000.00 — 10 years

Year	*Capital*
January 1st, 1960	$3,500.00
January 1st, 1961	4,000.00
January 1st, 1962	4,000.00
January 1st, 1963	4,500.00
January 1st, 1964	4,500.00
January 1st, 1965	5,000.00
January 1st, 1966	5,000.00
January 1st, 1967	5,000.00
January 1st, 1968	5,500.00
January 1st, 1969	6,000.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Louiseville, county of Maskinongé.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to January 1st, 1966 inclusively after which date the bonds are, under authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest

comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 16 décembre 1958, à 8.00 heures du soir, à l'école Tessier, rue St-Jacques, Louiseville, comté de Maskinongé.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Louiseville, (Comté de Maskinongé), ce 26 novembre 1958.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-B. MILOT.

Adresse postale: C.P. 627, 11b rue Ste-Marie,
Louiseville, (Maskinongé), P.Q.
Téléphone: CApital 8-4354. 49312-o

accrued on the bonds to the date of their delivery in included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Tuesday, December 16, 1958, at 8.00 o'clock p.m., at the Tessier School, St. James Street, Louiseville, county of Maskinongé.

The School Commissioners are not bound to accept the highest or any or the tenders.

Louiseville, (County of Maskinongé), this November 26, 1958.

J.-B. MILOT,
Secretary-Treasurer.

Postal adress: P.B. 627, 11b Ste. Marie Street,
Louiseville, (Maskinongé), P.Q.
Telephone: CApital 8-4354. 49312

Province de Québec

Les commissaires d'écoles protestantes pour la municipalité de Huntingdon
(Comté de Huntingdon)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, E. C. Martin, secrétaire-trésorier, 29 rue King, Huntingdon, comté de Huntingdon, jusqu'à 8.00 heures p.m., mercredi, 17 décembre 1958 pour l'achat de $298,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles protestantes pour la municipalité de Huntingdon, comté de Huntingdon, datées du 1er décembre 1958 et remboursables par séries du 1er décembre 1959 au 1er décembre 1978 inclusivement, avec intérêt à un taux non-inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt datée du 2 octobre 1958 — telle que modifiée — construction d'une annexe de dix classes au High School.

Aux fins de l'adjudication seulement, le calcul de l'intérêt sera fait à compter du 1er janvier 1959.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $298,000.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er décembre 1959	x$33,500.00
1er décembre 1960	x 35,000.00
1er décembre 1961	x 36,500.00
1er décembre 1962	x 38,000.00
1er décembre 1963	x 39,500.00
1er décembre 1964	5,500.00
1er décembre 1965	5,500.00
1er décembre 1966	6,000.00
1er décembre 1967	6,000.00
1er décembre 1968	6,500.00
1er décembre 1969	7,000.00
1er décembre 1970	7,000.00
1er décembre 1971	7,500.00
1er décembre 1972	8,000.00
1er décembre 1973	8,500.00
1er décembre 1974	9,000.00
1er décembre 1975	9,000.00
1er décembre 1976	9,500.00
1er décembre 1977	10,000.00
1er décembre 1978	10,500.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi de $191,128.71 accordé par le Secrétaire de la province et payable en cinq versements, dont un de $36,225.71 et quatre de $36,225.70 chacun, de 1959 à 1963

Province of Quebec

The Protestant School Commissioners for the Municipality of Huntingdon
(County of Huntingdon)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned E. C. Martin, Secretary-Treasrrer, 29 King Street, Huntingdon, county of Huntingdon, until 8.00 o'clock p.m., Wednesday, December 17th, 1958, for the purchase of an issue of $298,000.00 of bonds of the Protestant School Commissioners for the Municipality of Huntingdon, County of Huntingdon, dated December 1st, 1958 and redeemable serially from December 1st, 1959 to December 1st, 1978 inclusively, with interest at a rate not less than 4½% nor more than 5½% per annum, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated October 2nd, 1958 — as modified — building of a ten-classroom extension to the High School.

For the purposes of awarding the issue only, computation of interest will be made as from January 1st, 1959.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $298,000.00 — 20 years

Year	*Capital*
December 1st, 1959	x$33,500.00
December 1st, 1960	x 35,000.00
December 1st, 1961	x 36,500.00
December 1st, 1962	x 38,000.00
December 1st, 1963	x 39,500.00
December 1st, 1964	5,500.00
December 1st, 1965	5,500.00
December 1st, 1966	6,000.00
December 1st, 1967	6,000.00
December 1st, 1968	6,500.00
December 1st, 1969	7,000.00
December 1st, 1970	7,000.00
December 1st, 1971	7,500.00
December 1st, 1972	8,000.00
December 1st, 1973	8,500.00
December 1st, 1974	9,000.00
December 1st, 1975	9,000.00
December 1st, 1976	9,500.00
December 1st, 1977	10,000.00
December 1st, 1978	10,500.00

The "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $191,128.71, granted by the Provincial Secretary and payable in five instalments, that is one of $36,225.71 and four of $36,225.70 each, from 1959 to 1963

inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Huntingdon, comté de Huntingdon.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er décembre 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans avant le 1er décembre 1966 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er décembre 1968 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates lesdits obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et consi dérées à une séance des commissaires d'écoles protestantes qui sera tenue mercredi, 17 décembre 1958 à 8.00 heures p.m., au High School, rue King, Huntingdon, comté de Huntingdon.

Les commissaires d'écoles protestantes se réservent le droit de n'accepte ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Huntingdon, (Comté de Huntingdon), ce 27 novembre 1958.

Le Secrétaire-trésorier,
E. C. MARTIN.

Adresse postale: B.P. 430, 29 rue King,
Huntingdon, (Comté de Huntingdon), P.Q.
Téléphone: COrvette 4-5401. 49313

inclusively, will be received and applied to the service of this loan.

In addition, tenders may be sent and shall be considered for ten-year short-term bonds and for fifteen-year short-term bonds. The award shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Huntingdon, county of Huntingdon.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be callable before December 1st, 1965 inclusively if issued as ten-year short-term, before December 1st, 1966 inclusively is issued at fifteen-year short-term, and before December 1st, 1968 inclusively if issued for the twenty-year-term; after these latter dates, the said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the protestant school commissioners to be held on Wednesday, December 17th, 1958, at 8.00 o'clock p.m., at the High School, King Street, Huntingdon, county of Huntingdon.

The protestant school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Huntingdon, (County of Huntingdon), this 27th of November, 1958.

E. C. MARTIN,
Secretary-Treasurer.

Postal address: P.O. Box 430, 29 King Street,
Huntingdon, (County of Huntingdon), P.Q.
Telephone: COrvette 4-5401. 49313-o

Ventes — Loi de faillite

Province de Québec, division N° 4, St-François-Bedford. Cour Supérieure (En Faillite). N° 2336-1958. Dans l'affaire de la faillite de: Jean-Paul Hébert, St-Ignace de Stanbridge, comté de Missisquoi, Qué., failli et J. Roland Paré, syndic.

AVIS DE VENTE

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble suivant, savoir:

Une terre de cinquante-six acres en superficie plus ou moins, avec la maison, la grange et la remise y érigée désignée par le lot numéro deux mille trois cent vingt du cadastre officiel du canton de Stanbridge, comté de Missisquoi, sauf et à distraire:

Premièrement: le terrain de six cent vingt-cinq pieds (625) dans la ligne sud à partir du chemin public, de cent quatre-vingt-dix (190) pieds de long du chemin à partir du ruisseau de deux cent cinquante (250) pieds dans la ligne est jusqu'à la grange et cent quarante (140)

Sales — Bankrupcy Act

Province of Quebec, division No. 4, St. Francis-Bedford, Superior Court (Sitting in Bankruptcy) No. 2336-1958. In the matter of the bankruptcy of: Jean-Paul Hébert, St. Ignace de Stanbridge, Missisquoi county, P.Q., Bankrupt, and J. Roland Paré, trustee.

NOTICE OF SALE

Public notice is hereby given that the following immoveable, to wit:

A farm of fifty-six acres of land with a house, a barn and a shed erected on: Lot number 2320 of the official cadastre of the township of Stanbridge, county of Missisquoi, to deduct:

Firstly: part sold six hundred and twenty-five feet (625), in the south line from the public road, one hundred and ninety feet long (190) from the brook road and two hundred and fifty feet (250) in the eastern line to the barn and one hundred and forty feet (140) from the

pieds à partir de la grange avec le moulin à scie et la boutique;

Deuxièmement la partie du lot numéro deux mille trois cent vingt (2,320) appartenant à M. Lucien Larocque, en vertu d'un acte de vente passé devant Me J. R. B. Langevin;

Le chemin mitoyen établi par l'acte de vente passé entre M. Adrien Duhamel et M. Laurent Lague, le six septembre mil neuf cent quarante-cinq, demeure;

Avec toutes les servitudes, actives et passives, apparentes ou occultes, attachées audit immeuble.

Avec toutes les bâtisses dessus érigées et autres accessoires nécessaires pour l'exploitation de l'emplacement ci-dessus vendu, le tout tel qu'il appert à la description officielle contenue dans le certificat de recherche sous le numéro 85268 et produit avec la requête comme exhibit R-1.

Sera vendu en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure pour le district de St-François-Bedford (en faillite), rendu le 23e jour de juin 1958, à l'enchère publique suivant les dispositions des articles 55 et suivants de la Loi de 1949 sur la faillite, pour ladite vente avoir l'effet du décret au termes du Code de Procédure civile.

La vente aura lieu le DIX-NEUVIÈME jour de DÉCEMBRE 1958, à la porte de l'église paroissiale de St-Ignace de Stanbridge, comté de Missisquoi à ONZE heures TRENTE de l'avant-midi.

Conditions: Comptant.

Aucune enchère ne sera acceptée à moins qu'elle ne soit accompagné d'un dépôt de $500.00 en argent ou par chèque visé à l'ordre du syndic.

En plus du prix d'achat l'acquéreur devra payer les droits du Gouvernement de 2½% conformément à la loi.

Pour autres renseignements et cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Daté à Bedford ce onzième jour de novembre 1958.

Le Syndic,
J. ROLAND PARÉ.

Bureau:
102, rue de l'Église,
Bedford, Qué. 49167-46-2-o

barn including saw mill and repair shop;

Secondly: part of lot two thousand three hundred and twenty (2,320) belonging to Mr. Lucien Larocque being sold before notary J. R. B. Langevin;

The jointly road designed by the deed signed by Mr. Adrien Duhamel and Mr. Laurent Lague on September six, one thousand nine hundred and forty-five, still;

With all the servitudes active and passive, apparent or unapparent attached to the immoveable property.

With all the building erected on and all others furnitures and fixtures necessary to operate the lot sold, all of which is included on search certificate, registered under No. 85268 and being submitted with the petitition, exhibit R-1.

Shall be sold by virtue of a judgment of the Superior Court for the district of St. Francis-Bedford (Sitting in Bankruptcy), rendered the 23rd day of June 1958, by public auction according to the provisions of articles 55 and the following of the Bankruptcy Act 1949, the said sale to have the effect of a sale by Sheriff in the terms of the Civil Code of Procedure.

The sale shall take place on the NINETEENTH day of DECEMBER, 1958, at the door of the parochial church of St. Ignace of Stanbridge, county of Missisquoi, at ELEVEN-THIRTY o'clock in the forenoon.

Condition: Cash.

No bid shall be accepted unless it be accompanies by a deposit of $500.00 in cash or an accepted cheque to the order of the trustee.

Over and above the purchasing price, the purchase shall pay a Government tax of 2½% in accordance with the law.

For further information and the list of charges, apply to the undersigned.

Dated at Bedford, this eleventh day of November 1958.

J. ROLAND PARÉ,
Trustee.

Office:
102 Church Street,
Bedford, Que. 49167-46-2-o

Province de Québec, district de Montreal, N° 1067/1957. Cour Supérieure, "En faillite". Dans l'affaire de la faillite de: Jean Paul Bergeron, restaurateur, St-Hyacinthe, P.Q., cédant autorisé et Claude Perras, syndic.

AVIS DE VENTE

Avis public, est par les présentes donné que l'immeuble suivant, savoir:

Désignation: "Un emplacement situé au village de Saint-Simon, sur le deuxième (2e) rang, connu et désigné au cadastre officiel de cette paroisse par et sous le numéro cent soixante (160);

Avec toutes les bâtisses dessus construites" sera vendu à la porte de l'église paroissiale du village de Saint-Simon, comté de Bagot, à ONZE heures de l'avant-midi, MERCREDI, le QUATORZE JANVIER 1959.

Cette vente est faite en vertu d'un jugement rendu par la Cour Supérieure à Montréal, le 7 novembre 1958, et suivant les dispositions des articles 55 et suivants de la Loi de 1949 sur la faillite, afin de donner à cette vente l'effet du décret aux termes du Code de procédure civile.

Province of Quebec, district of Montreal, No. 1067/1957. Superior Court "In bankruptcy". In the matter of: Jean Paul Bergeron, restaurateur, St-Hyacinthe, P.Q., authorized assignor, and Claude Perras, trustee.

NOTICE OF SALE

Public notice, is by these presents, given that the following immoveable, to wit:

Designation: "An emplacement situated in the village of Saint-Simon, on the second (2nd) range, known and designated on the official cadaster of this parish by and under number one hundred and sixty (160);

With all the buildings thereon erected "shall be sold at the parochial church door of the village of Saint-Simon, county of Bagot, at ELEVEN o'clock in the forenoon, on WEDNESDAY, JANUARY FOURTEENTH, 1959.

This sale is made by virtue of a Judgment rendered by the Superior Court at Montreal, November 7, 1958, and according to the provisions of articles 55 and the following of the Bankruptcy Act 1949, in order that said sale shall have the effect of a Sheriff's sale in the terms of the Code of Civil Procedure.

Condition: comptant.

En plus du prix d'acquisition, l'acquéreur devra payer les droits du Gouvernement 2½% conformément à la Loi.

Pour autres renseignements et cahier des charges s'adresser au soussigné.

Daté à Montréal, le 14 novembre 1958.

Le Syndic,
CLAUDE PERRAS.

Bureau de Perras & Rainville, syndics,
4, Est, Rue Notre-Dame,
Montréal (1), P.Q. 49193-47-2-o

Conditions: Cash.

Over and above the purchase price, the purchaser shall pay a Government tax of 2½% in accordance with the law.

For further information and the list of charges, application should be made to the undersigned.

Dated at Montreal, November 14, 1958.

CLAUDE PERRAS,
Trustee.

Office of Perras & Rainville, trustees,
4, Notre-Dame Street, East,
Montreal (1), P.Q. 49193-47-2

Vente par licitation

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 429,864. Marguerite Prieur *et al.*, demanderesse, vs Gabriel Prieur *et al.*, défendeurs.

AVIS DE LICITATION

Avis est donné, qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal et rendu par l'honorable juge André Demers, le 4 février 1958, dans une cause dans laquelle Marguérite Prieur, institutrice, Cécile Prieur, secrétaire, Jeanne Prieur, secrétaire, toutes trois de la ville de Roxboro, district de Montréal, sont demanderesses et Gabriel Prieur, commis, des cité et district de Montréal, Gisèle Prieur, épouse séparée de biens en vertu des lois de la province d'Ontario de J. C. W. Olson, aviateur, et ce dernier partie aux présentes en autant que besoin est pour autoriser sadite épouse, tous deux de Cold Lake, dans la province d'Alberta, et Olympe Prieur, épouse séparée de biens en vertu des lois de la province d'Ontario de Lionel Delorme, employé, et ce dernier partie aux présentes en autant que besoin est pour autoriser sadite épouse, tous deux de Ville St-Michel, district de Montréal, sont défendeurs; ordonnant la licitation des immeubles désignés comme suit, savoir:

"*a*) deux lots de terre vacants situés à Montréal-Nord, connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault au Récollet sous les numéros mille deux cent vingt-quatre et mille deux cent vingt-cinq de la subdivision du lot originaire cent trente-quatre (134-1224 et 1225);

b) et un emplacement situé en la paroisse de St-Zotique dans le comté de Soulanges, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de St-Zotique sous le numéro trente et un (31), mais à distraire de ce lot 31 cette partie du lot 31 vendue au gouvernement de la province de Québec par Joseph Prieur, le 20 mai 1933, devant J. R. Ouimet, notaire, et enregistré à Soulanges, le 27 août 1933, sous le numéro 32,766, et cette autre partie du même lot 31 dont a été déclaré propriétaire Romulus Vinet et Marie Lys alias Alice Tétreault, par jugement rendu le 12 juin 1939 dans une cause portant le numéro 26 ex parte de la Cour supérieure, par l'honorable Juge Édouard Surveyer et enregistré le 27 juin 1939, à Soulanges, sous le numéro 35,164, et à distraire aussi cette partie vendue par Joseph Prieur, le 4 novembre 1943, devant J. L. Hétu, notaire, à Arthur Prieur et enregistré le 10 novembre 1943 sous le numéro 37,258; cettedite partie du lot 31 étant ainsi bornée au nord par le chemin public, au sud par

Sale by Licitation

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 429,864. Marguerite Prieur *et al.*, plaintiffs vs Gabriel Prieur *et al.*, defendants.

NOTICE OF LICITATION

Notice is given that in virtue of a judgment of the Superior Court sitting in Montreal, in the district of Montreal and rendered by Mr. Justice André Demers, on February the 4th, 1958, in a case where Marguerite Prieur, teacher, Cécile Prieur, secretary, Jeanne Prieur, secretary, all three of them of the city of Roxboro, district of Montreal are the plaintiffs and Gabriel Prieur, clerk, of the city and district of Montreal, Gisèle Prieur, wife separate as to property in virtue of the laws of the province of Ontario, of J. C. W. Olson, aviator, the said J. C. W. Olson a party hereto for the purpose of authorizing his wife, both of Cold Lake, in the Province of Alberta, and Olympe Prieur, wife separate as to property in virtue of the laws of the province of Ontario, of Lionel Delorme, employee, the said Lionel Delorme a party hereto for the purpose of authorizing his wife, both of Ville St. Michel, district of Montreal are defendants ordering the licitation of the immoveables designated as follows:

"*a*) two vacant lots of land situated in Montreal-North, known and designated in the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet under number one thousand two hundred and twenty-four and one thousand two hundred and twenty-five of the subdivision of the original lot number one hundred and thirty-four (134-1224 and 1225);

b) and an emplacement situated in the parish of St. Zotique, county of Soulanges, known and designated in the official plan and book of reference of the said parish of St. Zotique under number thirty-one (31), but to withdraw of that lot 31, that part of the lot 31, sold to the government of the Province of Quebec, by Joseph Prieur on May the 20th, 1933, before J. R. Ouimet, notary, and registered at Soulanges on August the 27th, 1933, under number 32,766, and that other part of the same lot 31 for which have been declared proprietors Romulus Vinet and Marie Lys alias Alice Tétreault by judgment rendered on June the 12th 1939, in a case bearing number 26 ex parte of the Superior Court by the Honourable Judge Édouard Surveyer and registered on June the 27th 1939 at Soulanges under number 35,164, and to withdraw also that part sold by Joseph Prieur, on November the 4th, 1943, before J. L. Hétu, notary, to Arthut Prieur and registered on November the 10th, 1943 under number 37,258; that said part of lot num-

le lac St-François à l'ouest par cette partie du lot 31 appartenant à Arthur Prieur ou représentants et à l'est par le lot 29 et par cette partie du lot 31, propriété de Romulus Vinet ou représentants."

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le HUIT JANVIER 1959, à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi dans la salle d'audience chambre 31, au Palais de Justice à Montréal, cour tenante, sujet aux charges, causes et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour, et que toute opposition afin d'annuler, afin de charges, ou afin de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins 12 jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les 6 jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par les présentes, elles seront forcloses de droit de le faire.

Un dépôt de $500.00 sera exigé avant la vente de tout offrant ou enchérisseur sur l'immeuble mentionné au paragraphe *a*), savoir sur les lots (134-1224 et 1225) du Sault-au-Récollet et un dépôt de $1,500.00 sera exigé avant la vente de tout offrant ou enchérisseur sur l'immeuble décrit au paragraph *b*) savoir sur l'immeuble faisant partie du lot 31 de la paroisse de St-Zotique.

Montréal, le 24 novembre 1958.

Les Procureurs des demanderesses,

49279-48-2-o GUÉRIN & AUCLAIR.

ber 31 being bounded on the north by the public road, on the south by the lac St. François, on the west by that part of lot 31 belonging to Arthur Prieur or representatives and on the east by the lot 29 and by that part of lot 31 propriety of Romulus Vinet or representatives."

The above described immoveables will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder on the EIGHT day of JANUARY 1959, at HALF past TEN o'clock in the forenoon, Montreal, Court sitting in the Court Room No. 31, in the Court House of Montreal, the said sale to be made subject to the charges clauses and conditions mentioned in the list of charges filed in the office of the protonotary of the said Court. Any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the prothonotary of the said Court at least 12 days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication and any opposition for payment be filed within six days following the adjudication; and failing the interested parties to file the said opposition within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so soing.

A deposit of $500.00 shall be exacted from each and every bidder on the immoveable mentioned in paragraph *a*), to wit on the lots (134-1224 and 1225) of Sault-au-Récollet and a deposit of $1,500.00 shall be exacted from each and every bidder on the immoveable mentioned in paragraph *b*) to wit on the immoveable being part of lot 31 of the parish of St-Zotique.

Montreal, November the 24th, 1958.

GUÉRIN & AUCLAIR,

49279-48-2-o Attorneys for the plaintiffs.

Vente pour taxes

Province de Québec

VILLE DE DOLBEAU

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, Donat Lefebvre, secrétaire-trésorier de la ville de Dolbeau, que la propriété ci-dessous désignée sera vendue à l'enchère publique, en la salle des délibérations du conseil municipal de la susdite ville, à l'hôtel-de-ville, en la ville de Dolbeau, LUNDI le VINGT-DEUXIÈME jour du mois de DÉCEMBRE, mil neuf cent cinquante huit, à DIX heures de l'avant-midi; pour satisfaire au paiement des taxes municipales, scolaires et autres avec intérêts, ainsi que des frais subséquemment encourus, à moins que les taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

1° Comme appartenant à Madame Bertha St-Gelais-Vézina et héritiers légaux de feu Charles Vézina: un emplacement mesurant (30) pieds de front sur (125') cent vint cinq pieds de profondeur, connu et désigné au cadastre officiel de la ville de Dolbeau sous le numéro de subdivision quatre cent treize du lot numéro quarante-deux (42-413), du dix-septième rang du canton Parent avec bâtisses dessus construites. Taxes municipales: $262.25; taxe d'eau: 30.00; intérêts: 13.56; taxes scolaires: 345.63; intérêts: 16.63. Total $668.07.

L'immeuble ci-dessus désigné est situé dans la ville de Dolbeau. L'adjudicataire devra payer immédiatement le prix de son adjudication.

Donné à Dolbeau, le 25 novembre, 1958.

Le Secrétaire-trésorier,

49305-48-4-o DONAT LEFEBVRE.

Sale for Taxes

Province of Quebec

TOWN OF DOLBEAU

Public notice is hereby given by the undersigned, Donat Lefebvre, secretary-treasurer of the town of Dolbeau, that the hereinafter designated property will be sold by public auction in the meeting room of the municipal council of the foresaid town at the Town Hall, in the town of Dolbeau, on MONDAY, the TWENTY-SECOND day of DECEMBER, nineteen hundred and fifty-eight, at TEN o'clock in the forenoon; for the non-payment of the municipal, school and other taxes, with interests also the costs subsequently incurred, unless the said taxes, interests and costs be paid before the sale.

1. As belonging to Mrs Bertha St-Gelais-Vézina and legal heirs of the late Charles Vézina: an emplacement measuring thirty feet (30) in front by one hundred and twenty-five feet in depth (125'), known and designated of the official cadastral under subdivision number four hundred and thirteen of lot number forty-two (42-413), seventeenth range, township of Parent, with building thereon erected. Municipal taxes: $262.25; taxe d'eau: 30.00; interest: 13.56; school taxes: 345.63; interest 16.63. Total $668.07.

The above immoveable is situated in the town of Dolbeau. The purchaser must pay immediately the price of his purchase.

Given at Dolbeau, November 25th, 1958.

DONAT LEFEBVRE,

49305-48-4-o Secretary-Treasurer.

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

BEAUCE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de Beauce,

Cour Supérieure, St-Joseph de Beauce, N° 26,018, à savoir: } ALFREDA VEILLEUX, ménagère de Beauceville-Ouest, épouse séparée de corps d'Émilien Poulin, du même lieu, contre ÉMILIEN POULIN du même lieu et ROBERT VÉZINA, avocat de St-Joseph de Beauce, procureur distrayant, à savoir:

"Un emplacement à Beauceville, avec bâtisses, circonstances et dépendances, étant partie du lot quinze cent quarante-trois (ptie 1543) du cadastre officiel de la paroisse de St-François, Beauce, mesurant, en front le long de l'avenue Lambert, cinquante-deux pieds et deux dixièmes (52.2′) de largeur, soit dans sa ligne nord-est; soixante-dix-huit pieds et huit dixièmes (78.8′) de largeur au fond, soit dans la ligne sud-ouest; par cent soixante et quatorze pieds et six dixièmes (174.6′) de profondeur, dans sa ligne sud-est, et deux cent trois pieds et quatre dixièmes (203.4′) de profondeur, dans sa ligne nord-ouest, ainsi borné; en front, au nord-est, à l'avenue Lambert; au fond, au sud-ouest à Vital Lachance ou représentants; d'un côté, au nord-ouest, à Charles Poulin, Gabin, ou représentants, et de l'autre côté, au sud-est, au terrain ci-dessous vendu par M. Alexandre Bolduc. Toutes les mesures ci-dessus sont anglaises."

"Une lisière de terrain, étant partie du lot quinze cent quarante-huit (ptie 1548) du même cadastre, mesurant douze pieds et deux pouces (12′2″) de largeur, sur soixante-neuf pieds et demi (69½′) de profondeur, le tout mesure anglaise, ainsi borné; au nord-est, au chemin public (Avenue Lambert), au sud-est au terrain de Lucien Roy, au nord-ouest, au terrain ci-dessus vendu par ladite Dame A. Bolduc, et au sud-ouest, la lisière se termine en pointe.

Le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, pour être vendu en bloc avec tout l'outillage de boucherie.

A charge par l'acheteur de se conformer aux servitudes actives et passives pouvant exister sur lesdits immeubles.

Ladite vente étant aussi faite à charge de payer à Dame Alfreda Veilleux Poulin, une pension alimentaire de $150.00 par mois, la vie durant de ladite Dame Alfreda Veilleux Poulin, à partir du 22 octobre 1958, ladite pension alimentaire étant payable d'avance le 22 de chaque mois, suivant jugement de la Cour Supérieure et enrégistré sur lesdits immeubles sous le numéro 180509."

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale, en la paroisse de Beauceville-ouest, le DIX-NEUVIÈME jour de DÉCEMBRE prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, J. S. POULIOT.
St-Joseph de Beauce,
11 novembre 1958. 49146-46-2-o

[Première insertion: 15 novembre 1958.]
[Second insertion: 29 novembre 1958.]

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEAUCE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Beauce

Superior Court, St-Joseph de Beauce, No. 26,018, to wit: } ALFREDA VEILLEUX, housewife of Beauceville-West, wife separate as to bed and board of Émilien Poulin, of the same place, against ÉMILIEN POULIN of the same place and ROBERT VÉZINA, advocate of St-Joseph de Beauce, seizing attorney, to wit:

"An emplacement at Beauceville, with buildings, circumstances and dependencies, being part of lot fifteen hundred and forty-three (Pt. 1543) of the official cadaster for the parish of St-François, Beauce, measuring, in front, along Lambert Avenue, fifty-two feet and two/tenths (52.2′) in width, that is in its northeasterly line; seventy-eight feet and eight/tenths (78.8′) in width at the lower end, that is in its southwesterly line; by one hundred and seventy-four feet and six/tenths (174.6′) in depth, in its southeasterly line, and two hundred and three feet and four/tenths (203.4′) in depth, in its northwesterly line, thus bounded; in front, on the northeast, by Lambert Avenue; at the lower end on the southwest, by Vital Lachance or representatives; on one side, on the northwest, by Charles Poulin, Gabin, or representatives, and on the other side, on the southeast, by the land sold by Mr. Alexandre Bolduc. All the above measures are English."

"A strip of land, being part of lot fifteen hundred and forty-eight (Pt. 1548) of the same cadaster, measuring twelve feet and two inches (12′2″) in width, by sixty-nine and one/half (69½) in depth, the whole English measure, thus bounded; on the northeast, by the public road (Lambert Avenue), on the southeast by the land of Lucien Roy, on the northwest, by the land above sold by the said Dame A. Bolduc, and on the southwest, by the strip which ends in a point.

The whole with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, to be sold in block with all the equipment for butchering.

Purchaser to conform to the active and passive servitudes which may exist on the said immoveables.

The said sale also being made subject to pay to Dame Alfreda Veilleux Poulin, a board pension of $150.00 per month, during the lifetime of the said Dame Alfreda Veilleux, starting from October 22, 1958, the said board pension being payable in advance on the 22nd of each month, according to the judgment of the Superior Court and registered on the said immoveables under number 180509."

To be sold at the parochial church door in the parish of Beauceville, West, on the NINETEENTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. S. POULIOT,
Sheriff's Office, Sheriff.
St-Joseph de Beauce,
November 11, 1958. 49146-46-2

[First insertion: November 15, 1958]
[Second insertion: November 29, 1958]

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Terris
District de Beauharnois

Cour de Magistrat, N° 8967 — LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES DE LA CITÉ DE SALABERRY DE VALLEYFIELD, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires en la cité de Salaberry de Valleyfield, district de Beauharnois, vs WELLIE DAOUST, de Salaberry de Valleyfield, district de Beauharnois.

A savoir: "Les lots 91-154, et partie N° 169, des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Salaberry de Valleyfield, avec bâtisses dessus construites."

Pour être vendu au Bureau du Shérif, au Palais de Justice à Salaberry de Valleyfiled, JEUDI, le HUITIÈME jour de JANVIER 1959, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
ERNEST POIRIER.

Bureau du Shérif,
ce 21ième de novembre 1958. 49277-48-2-o

[Première insertion: le 29 novembre 1958]

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Terris
District of Beauharnois

Magistrate's Court, No. 8967 — THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE CITY OF SALABERRY DE VALLEYFIELD, a body politic and incorporated, having its head office in the city of Salaberry de Valleyfiled, district of Beauharnois, vs WELLIE DAOUST, of Salaberry de Valleyfield, district of Beauharnois.

To wit: "Lots 91-154 and part of No. 169, on the official plan and in the book of reference for the town of Salaberry of Valleyfield, with buildings thereon erected."

To be sold at the Sheriff's Office, at the Court House at Salaberry, of Valleyfield, THURSDAY, the EIGHTH day of JANUARY, 1959, at TEN o'clock in the forenoon.

ERNEST POIRIER,
Sheriff.

Sheriff's Office,
this 21st day of November, 1958. 49277-48-2

[First insertion: November 29, 1958]

BEDFORD

Canada — Province de Québec
District de Bedford

Cour Supérieure, N° 8427. — ADHEMAR CUSSON, marchand, domicilié et résidant à Bedford, district de Bedford, demandeur, vs ALBERT PERRIER, hôtelier, domicilié et résidant à Frelighsburg, district de Bedford, défendeur.

Un immeuble, situé au village de Frelighsburg, comté de Missisquoi, faisant partie du lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village de Frelighsburg sous le numéro soixante et onze (Ptie 71), borné au Sud par le chemin public qui conduit à Berkshire, à l'ouest par la rue Sud, à l'est par la propriété de John K. Clemment ou représentant, au nord par la partie du même lot appartenant à la succession Maxime Larose ou représentants. Avec bâtisse, circonstances et dépendances dessus érigées.

Pour être vendus "en bloc" à la porte de l'église paroissiale de St-François d'Assise, en le village de Frelighsburg, district de Bedford, le ONZIÈME jour de DÉCEMBRE 1958, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député Shérif,
ANTONIN BOURASSA.

Bureau du Shérif,
Palais de Justice,
Sweetsburg, Qué.,
Ce 3 novembre 1958. 49086-45-2-o

BEDFORD

Canada — Province of Quebec
District of Bedford

Superior Court, No. 8427. — ADHEMAR CUSSON, merchant, domiciled and residing at Bedford, district of Bedford, plaintiff, vs ALBERT PERRIER, hotel-keeper, domiciled and residing at Frelighsburg, district of Bedford, defendant.

An immoveable, situated in the village of Frelighsburg, county of Missisquoi, forming part of lot known and designated on the official plan and in the book of reference of the village of Frelighsburg, under number seventy-one (Pt. 71), bounded on the South by the public road which leads to Berkshire, on the west, by South Street, on the east, by the property of John K. Clemment, or representative, on the north, by that part of the same lot belonging to the estate of Maxime Larose or representatives. With building, circumstances and dependencies thereon erected.

To be sold "in block" at the parochial church door of St-François d'Assise, in the village of Frelighsburg, district of Bedford, on the ELEVENTH day of DECEMBER, 1958, at TWO o'clock in the afternoon.

ANTONIN BOURASSA,
Deputy Sheriff.

Sheriff's Office,
Court House,
Sweetsburg, Que.,
This 3rd November, 1958. 49086-45-2

BONAVENTURE

Canada — Province de Québec
District de Rimouski

N° 21,077. — EDMOND LEBLANC, mécanicien de l'endroit, appelé St-André de Restigouche, district de Bonaventure, demandeur; vs FERNAND COUTURIER, de l'endroit appelé St-André de Restigouche, district de Bonaventure, défendeur.

Description

"Un emplacement à distraire du lot cadastral numéro treize (P. de 13) du rang sept (Rg VII) du canton Restigouche, mesurant soixante-et-quinze (75′) pieds de front à la route de l'église et soixante-et-quinze (75′) pieds de largeur à l'arrière, et cent dix (110′) pieds de profondeur, le tout

BONAVENTURE

Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

No. 21,077. — EDMOND LEBLANC, mechanic of the place called St-André de Restigouche, district of Bonaventure, plaintiff; vs FERNAND COUTURIER, of the place called St-André de Restigouche, district of Bonaventure, defendant.

Description

"A piece of land to be taken from lot cadastral number thirteen (P. of 13) seventh range (R. VII), township of Restigouche, measuging seventy-five feet (75′) frontage on the Church Road and seventy-five feet (75′) in width at the back, and one hundred and ten feet (110′) in depth, with

avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, tel que le tout se trouve présentement, borné au nord par Dame Pierre Ouellon, au sud par M. Albert Beaupré, à l'est par la rue principale dite route de l'église, et à l'ouest par le reste du lot duquel il est distrait et appartenant à Arthur Ouellon."

Pour être vendu à la porte de l'église de St-André de Restigouche, comté et district de Bonaventure, le ONZIÈME jour de DÉCEMBRE 1958, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, F. J. LEGRESLEY.
New-Carlisle, P. Q. 49085-45-2-o

buildings thereon erected circumstances and dependencies, as all is actually, bounded on the north by Dame Pierre Ouellon, on the south by Mr. Albert Beaupré, on the east by the Church Road, and on the west by the remainder of the lot from which this land has been taken and belonging to Arthur Ouellon".

To be sold at the parochial church door of St-André de Restigouche, county and district of Bonaventure, on the ELEVENTH day of DECEMBER, 1958, at TEN o'clock in the forenoon.

F. J. LEGRESLEY,
Sheriff's Office, Sheriff.
New-Carlisle, P. Q. 49085-45-2-o

GASPÉ

Fieri Facias de Terris
District de Gaspé

Cour Supérieure, N° 4,508. { PAUL-MARIE FOURNIER, Rivière Madeleine, hôtelier, district de Gaspé, demandeur; vs FRANK LEVESQUE, 2221, rue Wurtele, cité de Montréal, P. Q., défendeur.

Les propriétés à vendre sont les suivantes:

1° Une parcelle de terrain faisant partie du lot N° deux (2) au cadastre officiel de la Seigneurie de Rivière Madeleine, avec bâtisses dessus construites, circonstances de dependances, ladite parcelle mesurant environ un acre en superficie, bornée au nord par le fleuve St-Laurent, à l'est par Raymond Caron (partie du lot N° 2) au sud par la route nationale, et à l'ouest par Loyola Lévesque (partie du lot N° 2).

2° Une autre parcelle de terrain faisant partie du lot numéro un (1) au cadastre officiel de la Seigneurie de Rivière Madeleine, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, mesurant environ 20 acres en superficie, ladite parcelle bornée au nord à Paul-Marie Fournier (partie du lot N° 1), à l'est à Jean Caron (partie N° 2), au sud à Paul-Marie Fournier (partie du lot N° 1), et à l'ouest à la Fabrique Ste-Madeleine (partie du lot N° 1).

Pour être vendues à la porte de l'église de Madeleine, LUNDI, le CINQUIÈME jour de JANVIER, 1959, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, J. F. MEAGHER.
le 24 novembre, 1958. 49275-48-2-o

GASPÉ

Fieri Facias de Terris
District of Gaspé

Superior Court, No. 4,508. { PAUL-MARIE FOURNIER, Madeleine River, hotel-keeper, district of Gaspé, plaintiff; vs FRANK LEVESQUE, 2221, Wurtele Street, city of Montreal, P. Q., defendant.

The properties to be sold are the following:

1. A parcel of land forming part of lot No. two (2) of the official cadaster of the Seigniory of the Madeleine River, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, the sait parcel of land measuring about one acre in area, bounded northerly by the River St. Lawrence, easterly by Raymond Caron (part of lot No. 2), southerly by the National Highway, and westerly by Loyola Lévesque (part of lot No. 2).

2. Another parcel of land forming part of lot number one (1) of the official cadaster of the Seigniory of the Madeleine River, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, measuring some 20 acres in area, the said parcel of land bounded northerly by Paul-Marie Fournier (part of lot No. 1), easterly by Jean Caron (part No. 2), southerly by Paul-Marie Fournier (part of lot No. 1), and westerly by the Fabrique Ste-Madeleine (part of lot No. 1).

To be sold at the door of the Madeleine Church, MONDAY, the FIFTH day of JANUARY 1959, at TEN o'clock in the forenoon.

J. F. MEAGHER,
Sheriff's Office, Sheriff.
November 24, 1958. 49275-48-2

JOLIETTE

Canada — Province de Québec
District de Joliette

Cour Supérieure, N° 13732. { BERTHIERVILLE AUTOMOBILE LTÉE, corporation légalement constituée, ayant son principal établissement à Berthierville, district de Joliette, demanderesse vs THÉODORE MAYER, demeurant à Berthier Nord, district de Joliette, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

"Un emplacement faisant partie du lot N° 466, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Berthierville, contenant 50 pi. de largeur sur une profondeur de 100 pieds, mesure anglaise, lequel terrain est ainsi borné: en front, à la route Berthierville–Trois-Rivières, à la profondeur et d'un côté sud-ouest, au terrain restant la propriété du vendeur et de l'autre côté, au terrain de Charles De Grandpré."

JOLIETTE

Canada — Province of Quebec
District of Joliette

Superior Court, No. 13732. { BERTHIERVILLE AUTOMOBILE LTÉE, corporation legally constituted, having its principal place of business at Berthierville, district of Joliette, Plaintiff vs THÉODORE MAYER, residing at Berthier North, district of Joliette, defendant.

As belonging to the Defendant:

"An emplacement forming part of lot No. 466, of the official plan and book of reference of the parish of Berthierville, containing 50 feet in width and a depth of 100 feet, english measure, which land is bounded as follows: in front, by the Berthierville—Trois-Rivières Route, in depth and on one side to the southwest, by the piece of land remaining the property of the vendor, and on the other side, by the land of Charles De Grandpré."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Berthierville, MERCREDI, le DIXIÈME jour du mois de DÉCEMBRE 1958, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif de Joliette,
Bureau du Shérif, ROLAND PERREAULT.
Joliette, ce 3 novembre 1958. 49087-45-2-o

Canada — Province de Québec
District de Joliette

Cour de Magistrat, N° 23,608. L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant son siège social à Québec, demandeur vs JEAN PAUL MARIEN, cultivateur, de St-Roch l'Achigan, comté de l'Assomption, tant personnellement qu'en sa qualité de caution de DAME CÉCILE LEMIRE, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

"Un terrain connu et désigné sous le numéro trois-cent cinquante-huit (N° 358) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de St-Roch l'Achigan, contenant quatre-vingt-huit arpents et vingt-deux perches en superficie; avec maison et autres dépendances y érigées.

A distraire de ladite terre: un morceau de terre contenant environ un arpent et quart en superficie, vendu à Monsieur Damien Brien, suivant acte de vente enregistré au bureau d'enregistrement de l'Assomption, sous le numéro 65085."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Roch de l'Achigan, comté de l'Assomption, JEUDI, le ONZIÈME jour du mois de DÉCEMBRE 1958, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif de Joliette,
Bureau du Shérif, ROLAND PERRAULT.
Joliette, ce 3 novembre 1958. 49088-45-2-o

To be sold at the door of the parochial church of Berthierville, WEDNESDAY, the TENTH day of the month of DECEMBER 1958, at TEN o'clock in the forenoon.

ROLAND PERRAULT,
Sheriff's Office, Sheriff for Joliette.
Joliette, this November 3, 1958. 49087-45-2

Canada — Province of Quebec
District of Joliette

Magistrate's Court, No. 23,608. THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate, having its head office at Quebec, plaintiff vs JEAN PAUL MARIEN, farmer, of St. Roch l'Achigan, county of L'Assomption, personnally as well as in his capacity of bondsman for DAME CÉCILE LEMIRE, defendant.

As belonging to the defendant:

"A piece of land known and designated as number three hundred and fifty-eight (No. 358) of the official plan and book of reference of the cadaster of the parish of St. Roch l'Achigan, containing eighty-eight arpents and twenty-two rods in area, with house and other dependencies thereon erected.

To be excluded from said land: a piece of land containing about one arpent and a quarter in area, sold to Mr. Damien Brien, according to deed of sale registered in the Registry Office of L'Assomption, under number 65085."

To be sold at the door of the parochial church of St. Roch de l'Achigan, county of L'Assomption, THURSDAY, the ELEVENTH day of the month of DECEMBER, 1958, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ROLAND PERRAULT,
Sheriff's Office, Sheriff for Joliette.
Joliette, this November 3, 1958. 49088-45-2

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour de Magistrat, N° 2071 GÉRARD ÉMOND, entrepreneur domicilié à St-Bruno, demandeur, vs ARTHUR LEVESQUE, domicilié à St-Bruno, défendeur.

Tous les droits que le défendeur a, et peut avoir sur le lot 37, rang 3, du cadastre de St-Bruno, comté de Kamouraska, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Le tout pour être vendus à la porte de l'église de St-Bruno, MARDI, le SEIZIÈME jour de DÉCEMBRE 1958, à DEUX heures de l'après-midi, heure solaire.

Le Député-Shérif du
district de Kamouraska,
CYRILLE PELLETIER.
Bureau du Shérif,
Rivière-du-Loup,
ce 31ième jour d'octobre 1958. 49098-45-2
Première insertion: samedi le 8 novembre 1958]

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Magistrate's Court, No. 2071 GÉRARD ÉMOND, contractor, domiciled at St-Bruno, plaintiff, vs ARTHUR LEVESQUE, domiciled at St-Bruno, defendant.

All the rights that the defendant has, and may have on lot 37, range 3, of the St-Bruno cadaster, county of Kamouraska, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

The whole to be sold at the church door of St-Bruno, TUESDAY, the SIXTEENTH day of DECEMBER, 1958, at TWO o'clock in the afternoon, standard time.

CYRILLE PELLETIER,
Deputy-Sheriff of the
district of Kamouraska.
Sheriff's Office,
Rivière-du-Loup,
this 31st day of October, 1958. 49098-45-2
[First insertion: Saturday, November 8, 1958]

MÉGANTIC

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure, N° 11,613. J. MAURICE ROY, de la cité de Thetford Mines, comté de Mégantic, dans le district de Mégantic, demandeur, contre ALBERT VACHON, de la cité de Thetford Mines, comté de Mégantic, dans le district de Mégantic, défendeur.

MÉGANTIC

Fieri Facias de Terris

Superior Court, No. 11,613. J. MAURICE ROY, of the City of Thetford Mines, county of Mégantic, in the district of Megantic, plaintiff, against ALBERT VACHON, of the city of Thetford Mines, county of Mégantic, in the district of Megantic, defendant.

(Désignation) .

"Un terrain situé sur la onzième (11ième) rue en la cité de Thetford Mines, connu et désigné comme étant le lot numéro quatre cent quatre-vingt-cinq (485) de la subdivision du lot numéro vingt-deux (22) au cadastre officiel pour le cinquième rang du canton de Thetford, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances."

Pour être vendu à Thetford Mines, le VINGT-TROISIÈME jour de DÉCEMBRE mil neuf cent cinquante-huit à DEUX heures de l'après-midi à la porte de l'église de Saint-Noël Chabanel.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, ALBERT LAMONDE.
Thetford-Mines, 22 octobre 1958. 49046-45-2

(Designation)

"A certain piece of land situated on the eleventh (11th) Street in the city of Thetford Mines, known and designated as being the lot number four hundred and eighty-five (485) of the subdivision of the lot number twenty-two (22) of the official register of the survey of lands for the fifth range of the township of Thetford, with the buildings erected thereon, everything depending on the estate."

To be sold in the city of Thetford Mines, the TWENTY-THIRD day of DECEMBER one thousand nine hundred and fifty-eight at TWO hours of the o'clock in the afternoon at the door of Saint-Noël Chabanel's church.

ALBERT LAMONDE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Thetford-Mines, October 22, 1958. 49046-45-2-o

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: N° 92,653. L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant son siège social à Québec, contre ELZÉAR BOUCHARD, rang Bois-Joli, St-Apollinaire, comté de Lotbinière, district de Québec.

"(1) Les lots numéros (280 et 281) deux cent quatre-vingt et deux cent quatre-vingt-un du cadastre officiel pour la paroisse de St-Apollinaire, comté de Lotbinière, étant une terre de la contenance de quatre (4) arpents de front sur trente (30) arpents de profondeur, avec toutes les bâtisses et dépendances.

(2) Une autre étendue de terrain détachée du lot portant le numéro (P. 283) P. deux cent quatre-vingt-trois du cadastre officiel pour ladite paroisse de St-Apollinaire, contenant quatre (4) arpents de front sur environ onze (11) arpents de profondeur. Bornée au nord et au sud à parties dudit lot appartenant à Émilien Demers et à Aimé Chainé, d'un côté à Appollinaire Daigle et de l'autre à Armand Fortier. Sujets les susdits lots (280-281) deux cent quatre-vingt et deux cent quatre-vingt-un à une servitude en faveur de la Cie Shawinigan pour le transport de l'électricité, suivant acte passé devant le notaire soussigné, le 4 février 1948, enregistré à Ste-Croix sous No 71802."

Pour être vendu "en bloc" à la porte de l'église paroissiale de St-Apollinaire, comté de Lotbinière, le DOUZIÈME jour de DÉCEMBRE prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, Dr. J. R. GOBEIL.
Québec, le 4 novembre 1958. 49089-45-2-o
[Première insertion: le 8 novembre 1958]
[Deuxième insertion: le 29 novembre 1958]

QUEBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: No. 92,653. QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate, having its head office at Quebec, against ELZÉAR BOUCHARD, range Bois-Joli, St-Apollinaire, county of Lotbinière, district of Quebec.

"(1) Lots numbers (280 and 281) two hundred and eighty and two hundred and eighty-one of the official cadaster for the parish of St-Apollinaire, county of Lotbinière, being a farm containing four (4) arpents in frontage by thirty (30) arpents in depth, with all the buildings and dependencies.

(2) Another extent of land detached from lot bearing number (Pt. 283) Pt. two hundred and eighty-three of the official cadaster for the said parish of St-Apollinaire, containing four (4) arpents in frontage by approximately eleven (11) arpents in depth. Bounded on the north and south by parts of the said lot belonging to Émilien Demers and to Aimé Chainé, on one side by Appollinaire Daigle and on the other side to Armand Fortier. Subject the said lots (280-281) two hundred and eighty and two hundred and eighty-one to a servitude in favor of the Shawinigan Co., for the transportation of electricity, according to seed passed before the undersigned notary on February 4, 1948, registered at Ste-Croix, under No. 71802."

To be sold "in block" at the parochial church door of St-Apollinaire, county of Lotbinière, on the TWELFTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

Dr. J. R. GOBEIL,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, November 4, 1958. 49089-45-2
[First insertion: November 8, 1958]
[Second insertion: November 29, 1958]

RICHELIEU

Fieri Fdcias de Terris
District de Richelieu

Cour Supérieure, N° 14,290. LA SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES & DE LOGEMENT, demanderesse; vs MARCEL PERRAS, défendeur et Me ROBERT VERONNEAU, notaire, curateur au délaissement.

Un terrain situé en la paroisse de St-Joseph-de-Sorel, aujourd'hui ville de Tracy, connu et décrit au cadastre de la paroisse de St-Pierre-de-Sorel sous les numéros trente-trois de la subdivision du lot trente-sept, et vingt-neuf de la subdivision

RICHELIEU

Fieri Facias de Terris
District of Richelieu

Superior Court, No. 14,290. THE MORTGAGE & HOUSING CORP. plaintiff; vs MARCEL PERRAS, defendant, and Me ROBERT VERONNEAU, notary, curator to the surrender.

A lot of land situated in the parish of St-Joseph-de-Sorel, today the town of Tracy, known and described on the cadaster of the parish of St-Pierre-de-Sorel under the numbers thirty-three of the subdivision of lot thirty-seven and

du lot trente-neuf (Nos 37-33 & 39-29), avec la maison dessus érigée, telle que vue et visitée, circonstances et dépendances,— maison portant le numéro civique 4812 de l'avenue Lévis (24ème), en la ville de Tracy.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Sorel, selon jugement à cet effet, MERCREDI le TRENTE ET UN (31) DÉCEMBRE 1958, à DIX (10) heures du matin.

Le Shérif,
R. PAQUIN.

Bureau du Shérif,
Sorel, le 25 novembre 1958. 49276-48-2-o

twenty-nine of the subdivision of lot thirty-nine (Nos. 37-33 & 39-29), with the house thereon erected, as seen and visited, circumstances and dependencies,— house beearing civic number 4812 of Levis Avenue (24th), on the town of Tracy.

To be sold at my office, in the city of Sorel, according to judgment to this effect, WEDNESDAY, the THIRTY-FIRST (31) day of DECEMBER, 1958, at TEN (10) o'clock in the forenoon.

R. PAQUIN,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Sorel, November 25, 1958. 49276-48-2

ROUYN-NORANDA

Fieri Facias
District de Rouyn-Noranda

Cour de Magistrat, N° 19185. CAMILLE LEDOUX, cultivateur, domicilié à Bellecombe, district de Rouyn-Noranda, demandeur, vs ARMAND DEMONTIGNY. résidant à Rouyn, district de Rouyn Noranda, défendeur.

Saisis comme appartenant au défendeur;

Les droits acquis sur le lot 18 rang 10 du canton de Bellecombe, avec bâtisses construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de St-St-Agnès de Bellecombe, P.Q. le SEIZIÈME jour de DÉCEMBRE 1958, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
J.-H. CHARBONNEAU.

Bureau du Shérif,
Rouyn le 5 novembre 1958. 49103-45-2
[Première insertion: le 15 nov. 1958]

ROUYN-NORANDA

Fieri Facias
District of Rouyn-Noranda

Magistrate's Court, No. 19185. CAMILLE LEDOUX, farmer, domiciled at Bellecombe, district of Rouyn-Noranda, plaintiff, vs ARMAND DEMONTIGNY residing at Rouyn, P.Q., defendant.

Seized as belonging to the defendant;

The acquired rights on lot 18 range 10 of Bellecombe township, with the buildings thereon erected, circumstances and appurtenances.

To be sold at the church door of St-Agnès de Bellecombe, P.Q., on the SIXTEENTH day of DECEMBER, 1958, at TWO o'clock in the afternoon.

J.-H. CHARBONNEAU,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Rouyn, November 5th, 1958. 49103-45-2
[First insertion: November 15th, 1958]

SAINT-FRANÇOIS

Fierie Facias de Bonis et de Terris
District de St-François

Cour Supérieure, N° 14,184. DAME JULIETTE LAVOIE, infirmière de la cité de Sherbrooke, dans le district de St-François, veuve de J.-Émile Côté, demanderesse; vs RAYMONDE CÔTÉ, de la ville de Victoriaville, dans le district d'Arthabaska, épouse contractuellement séparée de biens de Jean Roy, électricien, aussi de la ville de Victoriaville, dans le district d'Arthabaska, et ledit JEAN ROY, pour autoriser et assister son épouse à ester en justice aux fins des présentes, et GUY CÔTÉ, des cité et district de Montréal, défendeurs.

Comme appartenant auxdits défendeurs:

"Un emplacement sis à Disraéli, connu comme faisant partie du numéro cinquante-six (P. 56) du village de Disraéli, au cadastre officiel du canton de Garthby, mesurant cinquante-deux pieds de largeur, plus ou moins, sur toute la profondeur dudit lot, borné en front par la deuxième Avenue, du côté nord-ouest par le lot cinquante-quatre, du côté sud-est par le reste dudit numéro cinquante-six, et en arrière par la rue Circulaire, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances — avec droit de passage dans un chemin mitoyen de seize pieds de largeur, dont huit pieds de largeur sur le susdit terrain et dont huit pieds de largeur sur la partie du lot cinquante-six sise au sud-est,— sujet à l'usufruit et jouissance crée en faveur de Dame Juliette Lavoie, en vertu de son contrat de mariage enregistré en la division d'enregistrement du comté de Wolfe, sous le No. 59,294."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Luce de Disraéli, MARDI, le TREN-

ST. FRANCIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of St. Francis

Superior Court, No. 14,184. DAME JULIETTE LAVOIE, nurse, of the city of Sherbrooke, in the district of St. Francis, widow of J.-Émile Côté, plaintiff; vs RAYMONDE CÔTÉ, of the town of Victoriaville, in the district of Arthabaska, widow contractually separate as to property of Jean Roy, electrician, also of the town of Victoriaville, in the district of Arthabaska, and the said JEAN ROY, to authorize and assist his wife to ester en justice to these presents, and GUY CÔTÉ, of the city and district of Montreal, defendants.

As belonging to the said defendants:

"A piece of ground situate at Disraéli, known as being part of number fity-six (P. 56) of the village of Disraéli, upon the official cadastre of the township of Garthby, measuring fifty-two feet in width, more or less, on all the depth of said lot, bounded in front by the second Avenue, on the north-west side by the lot fifty-four, on the south-east side by the residue of said number fifty-six, and to the rear by Circulaire street, with buildings thereon erected, circumstances and dependences — with right of way in a common road of sixteen feet in width, whereof eight feet in width on the aforesaid piece of ground and eight feet in width on the part of lot fifty-six situate to the south-east,— subject to the usufruct and use created in favour of Dame Juliette Lavoie, by virtue of her marriage contract registered in the registry division of the county of Wolfe under number 59,294."

To be sold at the door of the parochial church of Sainte-Luce de Disraéli, TUESDAY, the

TIÈME jour de DÉCEMBRE 1958, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
JOS. LABRECQUE.

Bureau du Shérif, Sherbrooke,
Ce 24 novembre 1958. 49278-48-2-o

[Première insertion: le 29 novembre 1958]

THIRTIETH day of DECEMBER, 1958, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. LABRECQUE,
Sheriff.

Sheriff's office, Sherbrooke,
This 24th of November 1958. 49278-48-2-o

[First insertion, the 29th of November 1958]

TROIS-RIVIÈRES

Canada — Province de Québec
District de Trois-Rivières

Cour de Magistrat, N° 38674. L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant son siège social à Québec, demandeur vs HUBERT GAGNON, domicilié à R.R. N° 2, St-Justin, comté de Maskinongé, Qué., défendeur.

"1. Une terre située dans la paroisse de St-Joseph de Maskinongé, concession Ste-Geneviève ou Grand Trompe Souris, contenant environ trente-sept (37) arpents et trente-neuf (39) perches en superficie, connue et désignée comme étant le lot complet neuf cent dix-huit (918), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de St-Joseph de Maskinongé. Avec une maison et toutes les autres bâtisses construites sur cette terre.

"2. Une terre située dans la même paroisse de St-Joseph de Maskinongé, concession du Pied de la Côte côté nord, connue et désignée comme faisant partie du lot numéro neuf cent soixante-deux (ptie 962), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de St-Joseph de Maskinongé, mesurant environ trois (3) arpents huit (8) perches et neuf (9) pieds de front, sur la profondeur qu'il peut y avoir à partir du lot numéro 918 qui la borne au nord-ouest à aller jusqu'au lot numéro 964 et au surplus dudit lot numéro 962 qui reste du côté nord-ouest du chemin de front de la concession du Pied de la Côte, et une ligne transversale tirée parallèlement avec la ligne nord-ouest de ce lot numéro 962, à un arpent et demi du chemin de font de la concession du Pied de la Côte; donnant une longueur moyenne de dix (10) arpents et cinq (5) perches; tenant en profondeur au lot numéro 964 et au surplus dudit lot numéro 962, d'un côté à la route du Grand Trompe Souris, et de l'autre côté au lot numéro 965. Avec droit de passage sur le surplus dudit lot numéro neuf cent soixante-deux (962), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre susdit, aux termes d'un acte en date du 6 avril 1896, enregistré à Louiseville, sous le numéro 23,227.

"3. Une terre située dans la même paroisse de St-Joseph de Maskinongé, concession du Pied de la Côte côté sud, connue et désignée comme étant la moitié côté sud-ouest du lot numéro neuf cent cinquante-cinq (½ s.-o. 955), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de St-Joseph de Maskinongé; c'est-à-dire la partie joignant immédiatement le lot numéro 957 du cadastre susdit; contenant un (1) arpent de front sur vingt-deux (22) arpents et huit (8) perches de profondeur, sans garantie de mesures; la ligne qui sépare la moitié ouest de la moitié est dudit lot numéro 955 doit demeurer perpétuellement à l'endroit précis où se trouve actuellement un fossé vers le milieu dudit immeuble. Avec un grange et dépendances érigées sur cette terre.

"4. Un lopin de terre situé dans la même paroisse de St-Joseph de Maskinongé, concession du Pied de la Côte côté nord, contenant environ cinquante et une (51) perches en superficie, plus

TROIS-RIVIÈRES

Canada — Province of Quebec
District of Trois-Rivières

Magistrate's Court, No. 38674. THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate having its head office in Quebec, plaintiff vs HUBERT GAGNON, domiciled at R.R. No. 2, St. Justin, county of Maskinongé, Que., defendant.

"1. A farm situated in the Parish of St. Joseph de Maskinongé, concession Ste Geneviève or Grand Trompe Souris, containing some thirty-seven (37) arpents and thirty-nine (39) rods in area, known and designaed as being entire lot nine hundred and eighteen (918), of the official plan and book of reference of the cadaster of the Parish of St. Joseph de Maskinongé, with a house and all the other buildings erected on said Farm.

"2. A farm situated in the same Parish of St. Joseph de Maskinongé, concession of Pied de la Côte, northerly side, known and designaged as forming part of lot number nine hundred and sixty-two (P. 962), of the official plan and book of reference of the cadaster of the Parish of St. Joseph de Maskinongé, measuring some three (3) arpents and eight (8) rods and nine (9) feet in frontage, by the depth that may exist as from lot number 918 bounding it to the northwest as far as lot number 964 and the residue of said lot number 962 on the northwest side of the front road and concession of Pied de la Côte and a cross line drawn in a parallel direction with the northwesterly line of said lot number 962, at an arpent and a half from the front road of the Concession of Pied de la Côte; giving an average length of ten (10) arpents and five (5) rods; adjacent, in depth, to lot, number 964 and the residue of said lot number 962, on one side by the Road of Grand Trompe Souris, and on the other side by lot number 965. With right-of-way on the residue of lot number nine hundred and sixty-two (962), of the official plan and book of reference of the above cadaster, in the terms of a deed dated April 6, 1896, registered at Louiseville, under number 23,227.

"3. A farm situated in the same Parish of St. Joseph de Maskinongé, concession of Pied de la Côte, southerly side, known and designated as being the southwesterly half of lot number nine hundred and fifty-five (S.W. ½ 955), of the official plan and book of reference of the cadaster of the Parish of St. Joseph de Maskinongé; that is, that part directly adjacent to lot number 957 of the above cadaster; containing one (1) arpent in front by twenty-two (22) arpents and eight (8) rods in depth, without guarantee as to exact measure; the line separating the westerly half from the easterlyhalf of said lot number 955 which must remain everlastingly at the precise place where a ditch is located towards the middle of said immoveable. With a barn and dependencies erected on said farm.

"4. A plot of land situated in the same parish of St. Joseph de Maskinongé, concession of Pied de la Côte, northerly side, containing some fifty-one (51) rods in area, more or less, known

ou moins, connu et désigné comme étant le lot complet numéro neuf cent soixante-quatre (964), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de St-Joseph de Maskinongé.

"5: Un terrain situé dans la même paroisse de St-Joseph de Maskinongé, concession de la Baie Bélair côté nord-est, contenant environ quatorze (14) arpents et quarante (40) perches en superficie, plus ou moins, connu et désigné comme étant le lot complet numéro mille cent soixante-neuf (1169), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de St-Joseph de Maskinongé. Avec une grange érigée sur ce terrain.

"6. Un terrain situé dans la paroisse de St-Justin, concession nord-est de l'Ormière, contenant environ six (6) arpents en superficie, plus ou moins, connu est désigné comme faisant partie du lot numéro deux cent neuf (ptie 209), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de St-Justin; borné au bout nord-est par le lot numéro 918 du cadastre de la paroisse de St-Joseph de Maskinongé, à l'autre bout par le surplus dudit lot numéro 209, d'un côté, vers le nord-ouest, par le terrain appartenant à M. Justin Drainville ou représentants, et de l'autre côté par celui appartenant aux représentants de MM. Joseph et Ovide Marchand.

A distraire de la partie du lot numéro 955 la lisière de terrain vendue à "The Shawinigan Water & Power Company", aux termes d'un acte en date du 16 juin 1911, enregistré à Louiseville, sous le numéro 32,644.

Servitude établie en faveur de "The Bell Telephone Company of Canada", affectant la partie du lot numéro 955, aux termes d'un acte en date du 25 septembre 1930, enregistré à Louiseville, sous le numéro 46,090.

Servitude établie en faveur de "The Shawinigan Water & Power Company", affectant le lot numéro 964, aux termes d'un acte en date du 15 janvier 1932, enregistré à Louiseville, sous le numéro 47,011.

Droit de passage établi en faveur de M. Albert Bastien, et autres, affectant le lot numéro 918 et la partie du lot numéro 962, aux termes d'un acte en date du 11 septembre 1945, enregistré à Louiseville, sous le numéro 57,854.

A distraire du lot numéro 918 les lisières de terrain vendues au Ministère de la Voirie de la province de Québec, aux termes d'un acte en date du 4 novembre 1949, enregistré à Louiseville, sous le numéro 62,104.

A distraire de la partie du lot numéro 962 et du lot numéro 964 la lisière de terrain vendue au Ministère de la Voirie de la province de Québec, aux termes d'un acte en date du 4 novembre 1949, enregistré à Louiseville, sous le numéro 62,113."

Attendu que la majorité des immeubles se trouve dans la paroisse de St-Joseph de Maskinongé, la vente en bloc de tous les immeubles ci-haut décrits, aura lieu à la porte de l'église de la paroisse de St-Joseph de Maskinongé, MERCREDI, le DIXIÈME jour du mois de DÉCEMBRE 1958, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, L. P. MERCIER.

Trois-Rivières,

le 3 novembre 1958. 49090-45-2-o

and designated as being entire lot number nine hundred and sixty-four (964), of the official plan and book of reference of the cadaster of the Parish of St. Joseph de Maskinongé.

"5. A piece of land situated in the same Parish of St. Joseph de Maskinongé, concession of Baie Bélair, northeasterly side, containing some fourteen (14) arpents and forty (40) rods in area, more or less, known and designated as being entire lot number one thousand one hundred and sixty-nine (1169), of the official plan and book of reference of the cadaster of the Parish of St. Joseph de Maskinongé. With a barn erected on said land.

"6. A piece of land situated in the Parish of St. Justin, northeast concession of l'Ormière, containing some six (6) arpents in area, more or less, known and designated as forming part of lot number two hundred and nine (209), of the official plan and book of reference of the cadaster of the Parish of St. Justin; bounded at the northeast end by lot number 918 of the cadaster of the Parish of St. Joseph de Maskinongé, at the other end by the residue of lot number 209, on one side, northwesterly, by the land belonging to Mr. Justin Drainville or representatives, and on the other side by that belonging to representatives of Messrs Joseph and Ovide Marchand.

To be excluded from that part of lot number 955, that strip of land sold to the Shawinigan Water & Power Company", according to deed dated June 16, 1911, registered at Louiseville, under number 32,644.

Servitude established in favour of "The Bell Telephone Company of Canada", concerning lot number 955, according to deed dated September 25, 1930, registered at Louiseville, under number 46,090.

Servitude established in favour of "The Shawinigan Water & Power Company, concerning that part of lot number 964 according to a deed dated January 15, 1932, registered at Louiseville, under number 47,011.

Right-of-way established in favour of Mr. Albert Bastien and others, concerning lot number 918 and that part of lot 962 according to deed dated September 11, 1945, registered at Louiseville, under number 57,854.

To be excluded from lot number 918, those strips of land sold to the Department of Roads of the Province of Quebec, according to deed dated November 4, 1949, registered at Louiseville, under number 62,104.

To be excluded from that part of lot number 962 and lot number 964, the strip of land sold to the Department of Roads of the Province of Quebec, according to deed dated November 4, 1949, registered at Louiseville, under number 62,113."

Whereas the majority of these immoveables are located in the Parish of St. Joseph de Maskinongé, the sale "en bloc" of all immoveables described hereinabove, shall take place at the door of the Church of the Parish of St. Joseph de Maskinongé, WEDNESDAY, the TENTH day of the month of DECEMBER 1958, at THREE o'clock in the afternoon.

L. P. MERCIER,

Sheriff's Office, Sheriff.

Trois-Rivières,

November 3, 1958. 49090-45-2

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 48

ACTION EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS:

Richard vs Lemire 4174

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

1171 — Imprimerie, région de Québec .. 4174
1176 — Preuve photographique de certains documents (Trois-Rivières) 4174

AVIS AUX INTÉRESSÉS: 4135

AVIS DIVERS:

Aqueduc Coopératif de St-Anselme (Fondation) 4184
Bernard & Freda Goldstein Foundation (Règlements) 4182
Chantier Coopératif de St-Ambroise (Fondation) 4183
Chûte-des-Passes (Forces hydrauliques) 4180
Dawson, Hannaford Limited (Directeurs) 4181
Fondation Félix Goyer (Règlements) .. 4181
Krumpex Inc. (Dist. de l'actif) 4184
La Caisse Populaire de l'Université Laval (Fondation) 4184
La Société du Plan Social des Employés de Produits Diana Inc. (Règlements). 4183
Les Immeubles Co-op Rivière-du-Loup (Fondation) 4184
Letellier Automobiles Inc. (Directeurs). 4183
Massabielle, munic. (Nom changé) 4182
Montgomery Fuels (1958) Limited (Directeurs) 4182
Motel St-Adèle Inc. (Dist. de l'actif) ... 4181
Règles pratique de la Cour du Banc de la Reine (Modification) 4185
Société Funéraire Drummond Inc.— Drummond Funeral Society Inc. (Liquidation) 4184
Victorian Order of Nurses, Lachine Branch — L'Ordre des Infirmières Victoria, Succursale Lachine (Directeurs) 4182

CHARTES — ABANDON DE:

Couturiers of Paris Limited 4186
Heron Enterprises Ltd 4185
Houle & Frère Cie Ltée — Houle & Frère Co. Ltd 4185
Kaymac Acceptance Corporation Ltd .. 4186
Les Développements St-Eustache & Cie Ltée 4185
Modern Office Methods Corp 4186

COMPAGNIE AUTORISÉE À FAIRE DES AFFAIRES:

Landis & Gyr, Inc. (Erratum) 4186

CURATELLE PUBLIQUE:

Workman, succ. William Ross 4186

DEMANDES À LA LÉGISLATURE:

Amos, comm. d'écoles 4137
Anjou, comm. d'école 4189
Anjou, ville 4141
Association d'Hospitalisation de Québec 4143
Beauceville, ville 4153
Bourdon, succ., Dame Vve Arthur 4143
B P Canada Limited 4148
Brébeuf, munic 4151

Index of the Quebec Official Gazette, No. 48

ACTION FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD:

Richard vs Lemire 4174

ORDERS IN COUNCIL:

1171 — Printing, region of Quebec 4174
1176 — Photographic proof of certain documents (Trois-Rivières) 4174

NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 4135

MISCELLANEOUS NOTICES:

Aqueduc Coopératif de St-Anselme (Foundation) 4184
Bernard & Freda Goldstein Foundation (By-Laws) 4182
Chantier Coopératif de St-Ambroise (Foundation) 4183
Chûte-des-Passes (Hydroelectric Powers) 4180
Dawson, Hannaford Limited (Directors) 4181
Fondation Félix Goyer (By-Laws) 4181
Krumpex Inc. (Dist. of assets) 4184
La Caisse Populaire de l'Université Laval (Foundation) 4184
La Société du Plan Social des Employés de Produits Diana Inc. (By-Laws) ... 4183
Les Immeubles Co-op Rivière-du-Loup (Foundation) 4184
Letellier Automobiles Inc. (Directors) .. 4183
Massabielle, munic. (Name changed) .. 4182
Montgomery Fuels (1958) Limited (Directors) 4182
Motel St-Adèle Inc. (Dist. of assets) ... 4181
Rules of practice of the Court of the Queen's Bench (Amendment) 4185
Société Funéraire Drummond Inc.— Drummond Funeral Society Inc. (Liquidation) 4184
Victorian Order of Nurses, Lachine Branch — L'Ordre des Infirmières Victoria, Succursale Lachine (Directors) 4182

CHARTERS — SURRENDER OF:

Couturiers of Paris Limited 4186
Heron Enterprises Ltd 4185
Houle & Frère Cie Ltée — Houle & Frères Co. Ltd 4185
Kaymac Acceptance Corporation Ltd .. 4186
Les Développements St-Eustache & Cie Ltée 4185
Modern Office Methods Corp 4186

COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS:

Landis & Gyr, Inc. (Erratum) 4186

PUBLIC CURATORSHIP:

Workman, estate William Ross 4186

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:

Amos, school comm 4137
Anjou, school comm 4189
Anjou, town 4141
Quebec Hospital Service Association ... 4143
Beauceville, town 4153
Bourdon, estate Mrs widow Arthur 4143
B P Canada Limited 4148
Brébeuf, munic 4151

Caprari, Charles Hubert 4145
Chambly, ville 4140
Chicoutimi,, comm. écoles cath. 4147
Conseil Supérieur de la Chiropratique pour la province de Québec Incorporée 4190
Cookshire, ville 4190
Corporation des Ingénieurs Professionnelles de Québec 4149
D'Amour, Gérard 4142
Dominion Steel & Coal Corporation Limited 4138
Donohue, succ. J. Thimoty 4146
Dorval, comm. écoles cath. 4188
Fabreville, comm. d'écoles 4138
Fort Chambly, ville 4151
Fortier, succ., Herman 4137
Guilbeault, Dame Eugénie *et al* 4152
Gatineau, ville et comm. scolaire 4139
Harbec, succ., Lucie 4142
Kénogami, comm. scolaire 4146
Lac-au-Saumon, comm. d'écoles et mun. village 4144
Lachine, cité 4150
Lachine, comm. d'écoles et cité 4136
Lac Larron, ville 4138
Laprairie, ville 4188
Les Sœurs de Ste-Marcelline 4144
Léveillée, succ. Georges 4145
Lévis, comm. scolaire 4140
L'Institut des Frères des Écoles Chrétiennes 4151
Longueuil, comm. d'écoles 4190
N.-D.-de-l'Ile-Perrot, paroisse 4187
Nicolopoulos, Léonidas George 4137
Patenaude, Didace 4149
Pointe-aux-Trembles, cité 4187
Pointe-aux-Trembles, comm. écoles catholiques 4187
Pointe-Claire, cité 4150
Pointe-Claire et Beaconsfield, comm. d'écoles 4140
Polak, Ludovic 4145
Préville, ville 4144
Rivière-du-Loup, comm. d'écoles 4145
Rodier, succ. Charles-Séraphin 4191
Roxboro, ville 4189
Sainte-Geneviève, No 1 (village), comm. d'écoles 4152
Saint-François, ville 4142
Saint-Léonard de Port-Maurice, ville 4142
Sainte-Monique, munic. 4145
Sayabec, village et comm. scolaire 4149
Shapiro, Harry 4138
Shawinigan, comm. d'écoles 4137
Sherbrooke, cité, comm. d'écoles catholiques et protestantes 4188
Sillery, comm. scolaire 4145
Sorel, cité 4148
St-Ambroise, paroisse 4141
Ste-Dorothée, ville 4152
St-Félicien, ville 4151
Ste-Geneviève, paroisse 4139
St-Hilaire, McMasterville et Otterburn, villages 4192
Ste-Marie, munic., paroisse, comm. d'écoles 4146
St-Michel, cité 4140
St-Raphaël de l'Ile Bizard, paroisse 4153
The Chartered Institute of Secretaries of Joint Stock Companies and other Public Bodies in Quebec 4144
The Laprairie Protestant Cemetery 4188
Tremblay, J. Onésime 4137
Trois-Rivières & St-Maurice, compagnie d'assurance mutuelle contre le feu 4143
Verdun, cité 4191

Caprari, Charles Hubert 4145
Chambly, town 4140
Chicoutimi, Cath. school comm. 4147
Quebec Superior Council for Chiropratic, Incoporated 4190
Cookshire, town 4190
Corporation of Professional Engineers of Quebec 4149
D'Amour, Gérard 4142
Dominion Steel & Coal Corporation Limited 4138
Donohue, estate of J. Thimoty 4146
Dorval, cath. school comm. 4188
Fabreville, school comm. 4138
Fort Chambly, town 4151
Fortier, estate Herman 4137
Guilbeault, Dame Eugénie *et al* 4152
Gatineau, town and school comm. 4139
Harbec, estate Lucie 4142
Kénogami, school comm. 4146
Lac-au-Saumon, school comm. and village 4144
Lachine, city 4150
Lachine, school comm. and city 4136
Lac Larron, town 4138
Laprairie, town 4188
The Sisters of Ste-Marcelline 4144
Léveillée, estate Georges 4145
Lévis, school comm. 4140
L'Institut des Frères des Écoles Chrétiennes 4151
Longueuil, school comm. 4190
N.-D.-de-l'Ile-Perrot, parish 4187
Nicolopoulos, Léonidas George 4137
Patenaude, Didace 4149
Pointe-aux-Trembles, city 4187
Pointe-aux-Trembles, cath. school's comm. 4187
Pointe-Claire, city 4150
Pointe-Claire and Beaconsfield, school comm. 4140
Polak, Ludovic 4145
Préville, town 4144
Rivière-du-Loup, schools comm. 4145
Rodier, estate Charles-Séraphin 4191
Roxboro, town 4189
Sainte-Geneviève, No. 1 (village), school comm. 4152
Saint-François, town 4142
Saint-Léonard de Port-Maurice, town 4142
Sainte-Monique, munic. 4145
Sayabec, village and school comm. 4149
Shapiro, Harry 4138
Shawinigan, school comm. 4137
Sherbrooke, cité, catholic and protestant school comm. 4188
Sillery, school comm. 4145
Sorel, city 4148
St-Ambroise, parish 4141
Ste-Dorothée, town 4152
St-Félicien, town 4151
Ste-Geneviève, parish 4139
St-Hilaire, McMasterville et Otterburn, villages 4192
Ste-Marie, munic., parish, school comm. 4146
St-Michel, city 4140
St-Raphaël de l'Ile Bizard, parish 4153
The Chartered Institute of Secretaries of Joint Stock Companies and other Public Bodies in Quebec 4144
The Laprairie Protestant Cemetery 4188
Tremblay, J. Onésime 4137
Trois-Rivières & St-Maurice, compagnie d'assurance mutuelle contre le feu 4143
Verdun, city 4191

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

AFFAIRES MUNICIPALES:

Saint-Damase, village 4192
Saint-Épiphane, paroisse 4192
Saint-Guillaume, village 4192

INSTRUCTION PUBLIQUE:
Municipalitéscolaire de:

Chicoutimi 4193
Notre-Dame de Pontmain 4193
Richmond 4193
Roxboro, (Cath.) 4193

TERRES ET FORÊTS:
Service du Cadastre:

St-Laurent, paroisse 4194
Thurso, village 4194

TRAVAIL:
Industrie ou métiers de:

Construction, région de Trois-Rivières (Modification) 4199
Camionnage, région de Québec (Modification) 4194
Construction, Montréal (Modification). 4199
Imprimerie, région de Montréal (Modification) 4195

EXAMENS DU BARREAU:

Arthabaska, pratique 4204
Bedford, pratique 4205
Québec, pratique 4204
Richelieu, pratique 4205

LETTRES PATENTES:

Allard Bay Mines Limited 4153
Allumette Hotels Incorporated 4153
Aresville Housing Corp. 4154
Association des Écoles de Conduite de la Province de Québec — Driving School Association of the Province of Quebec. 4154
Association des Propriétaires du Nord-Est de Saint-Laurent 4155
A-1 Construction Ltée 4155
Bellevue Parking Inc. 4155
Berger Products Ltd. 4156
Biltmote Realties Inc. 4156
Colonial Distribution Coloniale Inc. 4156
Columbian Investment Corporation 4157
Curtis Claims Bureau Inc. 4157
Delisle Électronique Drummondville Ltée 4157
De Salaberry Park Apartments Ltd. 4158
Distribution Phyto Inc. 4158
Du Per Le Ltée 4158
Ebena of Canada Ltd. 4159
Eldorado Investment Corporation 4159
Eudes Automobiles Ltée 4159
Fernand Trudeau Ltée 4160
Gérard Construction Inc. 4160
Gigi Incorporated 4160
G. M. F. Holding Corporation 4161
Hart Holdings Ltd. 4161
Ideal Handbags Inc. 4161
Ideal Litho Inc. 4162
Immeubles Charlesbourg Ltée — Charlesbourg Realties Ltd. 4162
Industrial Estates Ltd. 4162
Jewish Congregation of St. Martin 4163
La Ligue des Propriétaires de Meloche-ville Inc. 4163

DEPARTMENTAL NOTICES:

MUNICIPAL AFFAIRS:

Saint-Damase, village 4192
Saint-Épiphane, parish 4192
Saint-Guillaume, village 4192

EDUCATION:
School Municipality of:

Chicoutimi 4193
Notre-Dame de Pontmain 4193
Richmond 4193
Roxboro, (Cath.) 4193

LANDS AND FOREST:
Cadastral Branch:

St-Laurent, parish 4194
Thurso, village 4194

LABOUR:
Industry or Trades of:

Construction, région de Trois-Rivières (Amendment) 4199
Cartage, region of Quebec (Amendment) 4194
Construction, Montreal (Amendment). 4199
Printing, region of Montreal (Amendment) 4195

BAR EXAMINATIONS:

Arthabaska, practice 4204
Bedford, practice 4205
Quebec, pratice 4204
Richelieu, practice 4205

LETTERS PATENT:

Allard Bay Mines Limited 4153
Allumette Hotels Incorporated 4153
Aresville Housing Corp. 4154
Association des Écoles de Conduite de la Province de Québec — Driving School Association of the Province of Quebec. 4154
Association des Propriétaires du Nord-Est de Saint-Laurent 4155
A-1 Construction Ltée 4155
Bellevue Parking Inc. 4155
Berger Products Ltd. 4156
Biltmote Realties Inc. 4156
Colonial Distribution Coloniale Inc. 4156
Columbian Investment Corporation 4157
Curtis Claims Bureau Inc. 4157
Delisle Électronique Drummondville Ltée 4157
De Salaberry Park Apartments Ltd. 4158
Distribution Phyto Inc. 4158
Du Per Le Ltée 4158
Ebena of Canada Ltd. 4159
Eldorado Investment Corporation 4159
Eudes Automobiles Ltée 4159
Fernand Trudeau Ltée 4160
Gérard Construction Inc. 4160
Gigi Incorporated 4160
G. M. F. Holding Corporation 4161
Hart Holdings Ltd. 4161
Ideal Handbags Inc. 4161
Ideal Litho Inc. 4162
Immeubles Charlesbourg Ltée — Charlesbourg Realties Ltd. 4162
Industrial Estates Ltd. 4162
Jewish Congregation of St. Martin 4163
La Ligue des Propriétaires de Meloche-ville Inc. 4163

Leeming Miles Pharmaceuticals Inc.... 4164
Le Pavillon de Normand-Ville Inc..... 4164
Les Entreprises Fleury Inc..... 4164
Les Entreprises McVey Limitée..... 4165
Les Industries de Verre et Miroirs Limitée—Glass & Mirrors Industries Limited..... 4165
Les Placements Raymond Inc.— Raymond Investments Inc..... 4165
L. N. Noiseux Inc..... 4166
L'O.T.J. de Chicoutimi-Nord Inc..... 4166
Montel Industries Ltd..... 4166
Montgomery Fuels (1958) Limited..... 4167
Montreal Construction Centre Inc..... 4167
One Twelve Realty Corp..... 4167
Plomberie Daigle Plumbing Inc..... 4168
Quick Electric Maintenance Ltd..... 4168
Randall Investments Inc..... 4168
Robitaille Roofing and Construction Inc.— Toitures et Constructions Robitaille Inc..... 4169
R. Thouin Ltée..... 4169
Safety Insurance Service Ltd..... 4169
Spin-A-Wish Ltd..... 4170
St. Helen Mining Exploration Limited.. 4170
Webb & Knapp Construction (Canada) Limited..... 4170
West Mattagami Mines Limited..... 4171
530 Sherbrooke Est Limitée..... 4171

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Beattie-Duquesne Mines Limited..... 4171
Club Kiwanis Sillery-Ste-Foy Inc. — Kiwanis Club Sillery-Ste. Foy Inc.... 4172
Compagnie de Valeurs en Placement Ltée..... 4172
Drummondville Realties Ltd..... 4172
E. J. Chartier Inc..... 4172
O. D. S. Ltée..... 4173
Pigeon's Inc..... 4173
Regent Shirt Limited..... 4173
Taran Furs Incorporated..... 4173

SIÈGES SOCIAUX:

Administration & Finance Inc..... 4200
Candiac-Montcalm Shopping Centre Ltd..... 4201
Comptoir Immobilier Incorporé..... 4201
Doxa Inc..... 4201
Filiatrault & Marcotte Inc..... 4201
Gaspé Adjusters Ltd..... 4203
Le Secrétaire des Syndicats Nationaux d'Arvida Inc..... 4203
Mansions Radiator (Lachine) Ltd..... 4202
National Welding Co. Ltd..... 4202
Panzini Ltée-Ltd..... 4203
Pigeon & Chevalier Auto Body Inc..... 4202
Reliable Plumbing & Heating Co. Ltd. 4202
Société Internationale de Recherches Économiques Inc. — International Economic Research Corporation Inc. 4202

SOUMISSIONS:

Beebe-Roch et Island-Stanstead, comm. scol. prot. (Correction)..... 4205
Huntingdon, comm. scol. protestants.. 4217
Jacques-Cartier, cité..... 4208
Louiseville, comm. scolaire..... 4216
Pointe à Gatineau, village..... 4212
Repentigny, comm. scolaire..... 4207
Repentigny-les-Bains, comm. scolaire.. 4214
Rouyn, comm. scolaire..... 4205
Ste-Rose Est, paroisse..... 4213
St-Hilaire, village..... 4211
Windsor, ville..... 4210

Leeming Miles Pharmaceuticals Inc.... 4164
Le Pavillon de Normand-Ville Inc..... 4164
Les Entreprises Fleury Inc..... 4164
Les Entreprises McVey Limitée..... 4165
Les Industries de Verre et Miroirs Limitée—Glass & Mirrors Industries Limited..... 4165
Les Placements Raymond Inc.— Raymond Investments Inc..... 4165
L. N. Noiseux Inc..... 4166
L'O.T.J. de Chicoutimi-Nord Inc..... 4166
Montel Industries Ltd..... 4166
Montgomery Fuels (1958) Limited..... 4167
Montreal Construction Centre Inc..... 4167
One Twelve Realty Corp..... 4167
Plomberie Daigle Plumbing Inc..... 4168
Quick Electric Maintenance Ltd..... 4168
Randall Investments Inc..... 4168
Robitaille Roofing and Construction Inc.— Toitures et Constructions Robitaille Inc..... 4169
R. Thouin Ltée..... 4169
Safety Insurance Service Ltd..... 4169
Spin-A-Wish Ltd..... 4170
St. Helen Mining Exploration Limited.. 4170
Webb & Knapp Construction (Canada) Limited..... 4170
West Mattagami Mines Limited..... 4171
530 Sherbrooke Est Limitée..... 4171

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Beattie-Duquesne Mines Limited..... 4171
Club Kiwanis Sillery-Ste-Foy Inc. — Kiwanis Club Sillery-Ste. Foy Inc.... 4172
Compagnie de Valeurs en Placement Ltée..... 4172
Drummondville Realties Ltd..... 4172
E. J. Chartier Inc..... 4172
O. D. S. Ltée..... 4173
Pigeon's Inc..... 4173
Regent Shirt Limited..... 4173
Taran Furs Incorporated..... 4173

HEAD OFFICES:

Administration & Finance Inc..... 4200
Candiac-Montcalm Shopping Centre Ltd..... 4201
Comptoir Immobilier Incorporé..... 4201
Doxa Inc..... 4201
Filiatrault & Marcotte Inc..... 4201
Gaspé Adjusters Ltd..... 4203
Le Secrétaire des Syndicats Nationaux d'Arvida Inc..... 4203
Mansions Radiator (Lachine) Ltd..... 4202
National Welding Co. Ltd..... 4202
Panzini Ltée-Ltd..... 4203
Pigeon & Chevalier Auto Body Inc..... 4202
Reliable Plumbing & Heating Co. Ltd. 4202
Société Internationale de Recherches Économiques Inc. — International Economic Research Corporation Inc. 4202

TENDERS:

Beebe-Rock and Island-Stanstead, protestant school comm. (Correction)... 4205
Huntingdon, protestant school comm.. 4217
Jacques-Cartier, city..... 4208
Louiseville, school comm..... 4216
Pointe à Gatineau, village..... 4212
Repentigny, school comm..... 4207
Repentigny-les-Bains, school comm.... 4214
Rouyn, school comm..... 4205
Ste-Rose East, parish..... 4213
St-Hilaire, village..... 4211
Windsor, town..... 4210

VENTES, LOI DE FAILLITE:

Bergeron, Jean-Paul 4219
Hébert, Jean Paul 4218

VENTE PAR LICITATION:

Prieur *et al* vs Prieur *et vir et al* 4220

VENTE POUR TAXES:

Dolbeau, ville 4221

VENTES PAR SHÉRIFS:

BEAUCE:

Veilleux vs Poulin *et al* 4222

BEAUHARNOIS:

Les commissaires d'écoles de la cité de Salaberry de Valleyfield vs Daoust .. 4223

BEDFORD:

Cusson vs Perrier 4223

BONAVENTURE:

Leblanc vs Couturier 4223

GASPÉ:

Fournier vs Levesque 4224

JOLIETTE:

Berthierville Automobile Ltée vs Mayer 4224
L'Office du Crédit Agricole du Québec vs Marien 4225

KAMOURASKA:

Emond vs Levesque 4225

MÉGANTIC:

Roy vs Vachon 4225

QUÉBEC:

L'Office du Crédit Agricole du Québec vs Bouchard 4226

RICHELIEU:

La Société Centrale d'Hypothèque & de Logement vs Perras *et al* 4226

ROUYN-NORANDA:

Ledoux vs Demontigny 4227

SAINT-FRANÇOIS:

Lavoie vs Coté *et vir* 4227

TROIS-RIVIÈRES:

L'Office du Crédit Agricole du Québec vs Gagnon 4228

SALES, BANKRUPTCY ACT:

Bergeron, Jean-Paul 4219
Hébert, Jean Paul 4218

SALE BY LICITATION:

Prieur *et al* vs Prieur *et vir et al* 4220

SALE FOR TAXES:

Dolbeau, town 4221

SHERIFFS' SALES:

BEAUCE:

Veilleux vs Poulin *et al* 4222

BEAUHARNOIS:

The school commissioners for the city of Salaberry de Valleyfield vs Daoust. 4223

BEDFORD:

Cusson vs Perrier 4223

BONAVENTURE:

Leblanc vs Couturier 4223

GASPÉ:

Fournier vs Levesque 4224

JOLIETTE:

Berthierville Automobile Ltée vs Mayer 4224
Quebec Farm Credit Bureau vs Marien. 4225

KAMOURASKA:

Emond vs Levesque 4225

MEGANTIC:

Roy vs Vachon 4225

QUEBEC:

Quebec Farm Credit Bureau vs Bouchard 4226

RICHELIEU:

The Central Mortgage & Housing Corp. vs Perras *et al* 4226

ROUYN-NORANDA:

Ledoux vs Demontigny 4227

ST. FRANCIS:

Lavoie vs Côté *et vir* 4227

TROIS-RIVIÈRES:

Quebec Farm Credit Bureau vs Gagnon 4228

QUÉBEC: — Imprimé par RÉMIGIUS PARADIS, Imprimeur de la Reine.

QUEBEC: — Printed by RÉMIGIUS PARADIS, Queen's Printer.